

NUMÉRO DOUBLE

JEUDI 10 - VENDREDI 11 MAI 2018  
74<sup>e</sup> ANNÉE - N° 22806  
2,60 € - FRANCE MÉTROPOLITAINE  
WWW.LEMONDE.FR -  
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY  
DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

# Le Monde

LE MONDE  
DES LIVRES  
SUPPLÉMENT

## TRUMP ET L'IRAN : UNE RUPTURE LOURDE DE PÉRILS

► Le président américain a annoncé, mardi 8 mai, le retrait unilatéral des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien, signé en 2015 par Barack Obama

► « Nous allons imposer le plus haut niveau de sanctions économiques », a souligné M. Trump, qui a reçu le soutien d'Israël et de l'Arabie saoudite

► Tous les autres signataires de l'accord ont indiqué qu'ils continueraient à le respecter. Allemagne, France, Royaume-Uni font bloc face à Washington

► La décision de Donald Trump risque de conforter les durs à Téhéran et ouvre une crise dans la relation transatlantique

P. 2 À 4, DÉBATS P. 21 ET CAHIER ÉCO P. 3

ÉDITORIAL

UNE DÉCISION ABSURDE AUX EFFETS DÉSTABILISATEURS

ET CHRONIQUE PAGE 22

## Daniel Cordier De Jean Moulin à la jeunesse actuelle, la leçon de vie d'un homme libre



Daniel Cordier, chez lui, à Cannes, le 19 avril.  
OLIVIER MONGE/MYOP POUR « LE MONDE »

► Dans un long entretien au « Monde », cette figure de la France libre, ancien secrétaire du chef de la Résistance Jean Moulin, évoque les combats de sa vie

► Après la guerre, cet homme au destin unique a été marchand d'art et historien. A 97 ans, il prépare le deuxième tome de ses Mémoires

► Il porte un regard d'une grande fraîcheur sur la société actuelle, saluant notamment le mariage homosexuel

PAGES 12 À 14

### Cannes Mémoires chinoises des crimes maoïstes

Avec « Les Ames mortes », Wang Bing signe, en ouverture du Festival, un documentaire de huit heures, minéral, poignant et sans fioritures, sur les victimes du Grand Bond en avant

PAGE 15

### Islam Marwan Muhammad veut consulter les musulmans

PAGE 8 ET DÉBATS PAGE 20

### Collectivités Plongée dans le labyrinthe de la fiscalité locale

PAGE 9

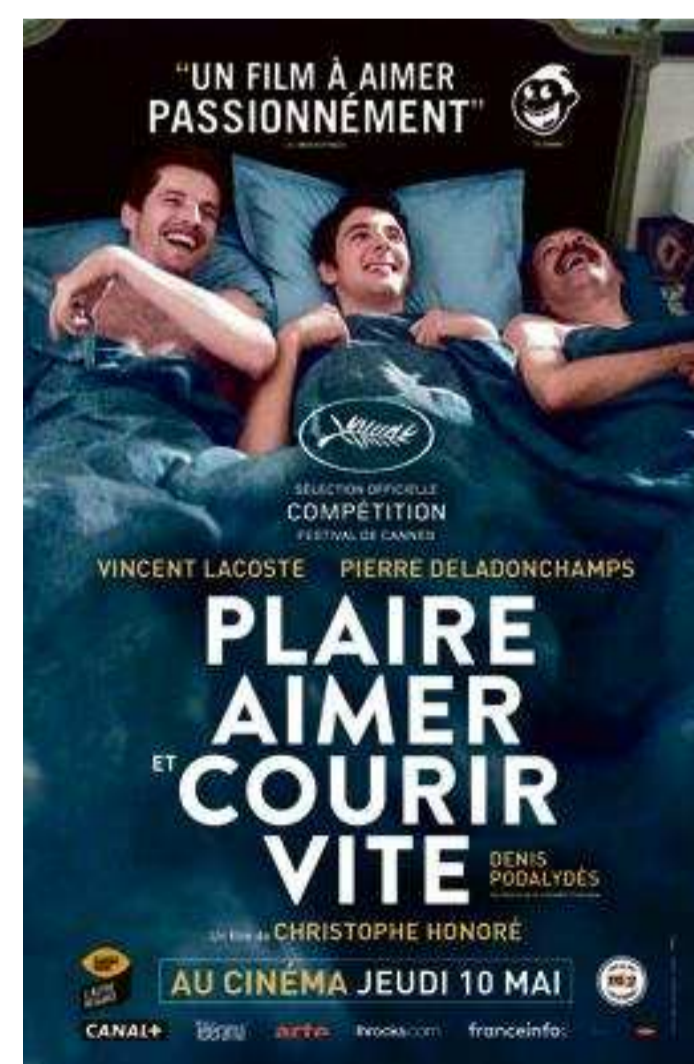
### LE MONDE DES LIVRES



► Retour de « Moby-Dick », chef-d'œuvre abyssal  
► Qu'est devenu le propre de l'homme ?  
► Pourquoi les riches votent à gauche  
► Iain Levison, l'écrivain américain lu en France

### À NOS LECTEURS

En raison du jour férié de l'Ascension, nous publions un numéro double du « Monde », qui regroupe nos éditions du mercredi 9 datée jeudi 10 mai et du jeudi 10 datée vendredi 11 mai



## L'ACCORD SUR LE NUCLÉAIRE IRANIEN

Le président Donald Trump montre le document officialisant la sortie de Washington de l'accord nucléaire iranien, le 8 mai. JONATHAN ERNST/REUTERS



# Trump saborde l'accord nucléaire avec l'Iran

Le président américain rompt les engagements pris en 2015, au risque de relancer la course à l'arme atomique

WASHINGTON - correspondant

Donald Trump a spectaculairement renoncé à un accord forgé par son propre pays, mardi 8 mai, en retirant les Etats-Unis de l'accord nucléaire iranien conclu en 2015. Le président américain n'a pris personne par surprise. Contempteur infatigable du « pire » accord, selon lui, jamais conclu par Washington, il n'avait cessé d'agiter la menace d'un départ. Faute d'obtenir une improbable réécriture en profondeur du texte, exclue par les autres signataires, l'Allemagne, la Chine, la France, la Russie et le Royaume-Uni, comme par l'Iran, Donald Trump n'avait d'autre choix que le retrait, conforme à l'une de ses promesses électorales. « La décision d'aujourd'hui envoie un message crucial. Les Etats-Unis ne font plus de menaces vides de sens. Quand je fais des promesses, je les tiens », a-t-il assuré.

Parce qu'elle concerne une région déjà fracturée par les crises et les guerres, cette décision unilatérale est la plus lourde de conséquences prise jusqu'à présent par le président des Etats-Unis, même si elle se situe dans la droite ligne du retrait du projet de libre-échange avec des pays riverains du Pacifique, le 23 janvier 2017, ou de celui de l'accord de Paris contre le réchauffement climatique, le 1<sup>er</sup> juin de la même année.

Comme les précédentes, elle place en porte-à-faux les Etats-Unis avec leurs principaux alliés, à l'exception des ennemis régionaux de Téhéran, Israël et l'Arabie saoudite. Elle constitue pour la relation transatlantique une nouvelle épreuve, sur fond de tensions pour l'instant sans réponses sur le commerce.

Comme il en a l'habitude, Donald Trump a mis en cause, mardi, la compétence des négociateurs américains d'alors, qu'il

a jugé incapables, sous la houlette de son prédécesseur, Barack Obama, de tirer profit du rapport de force favorable créé à l'époque par l'imposition d'un régime de sanctions particulièrement dures pour l'économie iranienne. « Un accord constructif aurait facilement pu être conclu à ce moment-là, mais cela n'a pas été le cas », a-t-il déploré, balayant d'un revers de main des années de négociations ardues.

## « Pressions maximales »

En octobre 2017 et encore en janvier, lors de ses premières prises de distance vis-à-vis de l'accord obtenu par Barack Obama, que le retrait de mardi parachève, M. Trump avait déjà multiplié les attaques frontales.

Il a récidivé en dénonçant « un accord horrible » qui « n'a pas apporté le calme » ni « la paix » et qui « ne le fera jamais ». Il a dressé un état des lieux accablant mais partial, lorsqu'il a, par exemple, dénoncé la poursuite de l'enrichissement de l'uranium, sans préciser qu'il s'agit d'un taux incompatible avec un projet militaire, ou critiqué les failles supposées du régime de contrôle le plus sévère de l'histoire de la lutte contre la prolifération. Les services de renseignement américain considèrent d'ailleurs, tout comme l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), que l'accord est respecté.

De même, le président des Etats-Unis a repris sans la moindre nuance la théorie d'un mensonge d'Etat iranien, exposé une

semaine auparavant par le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, un adversaire déterminé de l'accord, à l'occasion de la présentation d'un programme militaire secret, cependant antérieur à l'accord de 2015.

Donald Trump a également mis en cause l'accord sur des questions auxquelles celui-ci n'était pas censé répondre, comme les activités balistiques de l'Iran ou son influence régionale. « Il est clair, pour moi, que nous ne pouvons pas empêcher une bombe nucléaire iranienne en restant dans la structure délabrée et pourrie de l'accord actuel. [Il] est fondamentalement défectueux. Si nous ne faisons rien, nous savons exactement ce qui va se passer. Dans un court laps de temps, le principal soutien de la terre dans le monde sera sur le point d'acquiescer les armes les plus dangereuses », a-t-il assuré avant d'opposer un « régime meurtrier » à la « fière nation » iranienne que celui-ci prend en « otage », selon lui.

Pour éviter l'Iran nucléaire qu'il redoute, Donald Trump veut désormais négocier « en position de force » selon la formule de son conseiller à la sécurité nationale, John Bolton. Ce faucon présent aux côtés du président depuis un mois avait rédigé pour le *New York Times*, en mars 2015, une tribune intitulée « Pour stopper la bombe iranienne, bombardons l'Iran ». Le président des Etats-Unis escompte obtenir cet avantage en rétablissant les sanctions suspendues depuis 2015.

Il n'est pas question d'un simple retour en arrière. « Nous allons imposer le plus haut niveau de sanctions économiques », a souligné M. Trump, qui s'est montré également menaçant en assurant que « toute nation qui aide l'Iran dans sa quête d'armes nucléaires pourrait également être durement sanctionnée par les Etats-Unis ».

Pour le président américain, qui y a fait explicitement référence,

## « Les Etats-Unis pourraient se retrouver avec un choix perdant-perdant »

BARACK OBAMA  
ancien président  
des Etats-Unis

l'heure est venue des « pressions maximales » qui ont contraint le dirigeant nord-coréen, Kim Jong-un, selon Washington, à se tourner vers la négociation.

« Alors que nous sortons de l'accord, nous allons travailler avec nos alliés pour trouver une solution réelle, globale et durable, à la menace nucléaire iranienne. Cela inclura des efforts pour éliminer la menace du programme de missiles balistiques [de Téhéran], pour arrêter ses activités terroristes dans le monde entier et pour bloquer son activité menaçante à travers le Moyen-Orient », a précisé Donald Trump.

## Menaces de sanctions

Cet optimisme s'est immédiatement heurté à la réaction unanime des autres signataires de l'accord, qui ont déploré la décision unilatérale américaine, à commencer par ceux qui en sont historiquement à l'origine : l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Tous ont indiqué qu'ils entendaient continuer à respecter l'accord, au risque de s'exposer à des sanctions américaines presque aussitôt agitées par le nouvel ambassadeur des Etats-Unis à Berlin, Richard Grenell. « Les entreprises allemandes faisant des affaires en Iran devraient cesser leurs opérations immédiatement », a-t-il déclaré sur Twitter.

Le sujet est d'autant plus critique que le tour de vis américain a précisément pour but de priver de ressources le régime iranien,

comme l'a revendiqué John Bolton, au cours d'un briefing tenu juste après la déclaration de Donald Trump. « C'est quelque chose que nous devrions poursuivre vigoureusement, parce que nous voulons mettre autant de pression économique sur l'Iran que possible », a-t-il dit, sans préciser à quelle échéance les entreprises présentes sur le marché iranien seront susceptibles d'être pénalisées.

La décision de Donald Trump n'a pas véritablement soulevé l'enthousiasme de son propre parti. De nombreux élus républicains, qui s'étaient pourtant opposés à l'accord lorsqu'il avait été conclu, avaient exprimé leurs plus grandes réserves à la veille de cette annonce, redoutant à la fois un saut dans l'inconnu et le coût à payer pour la crédibilité des Etats-Unis.

Le président iranien, Hassan Rohani, a d'ailleurs réagi, mardi, en estimant que ce retrait montre que « les Etats-Unis ne respectent jamais leurs engagements ». « Si (...) nous arrivons à la conclusion qu'avec la coopération de ces cinq pays [restants], les intérêts du peuple iranien sont assurés (...) l'accord nucléaire restera en vigueur », a-t-il ajouté. Il n'a pas exclu, cependant, une reprise des activités d'enrichissement d'uranium « sans limite », synonyme de fin de l'accord, si ce dernier s'avère « un papier sans garanties ».

La Chine a regretté la décision de Trump et indiqué qu'elle continuera à veiller au respect de l'accord. L'artisan américain du compromis, Barack Obama, est sorti de la réserve à laquelle il s'estreint généralement depuis son départ de la Maison Blanche pour déplorer « une grave erreur ». « Les Etats-Unis pourraient se retrouver avec un choix perdant-perdant, entre un Iran doté de l'arme nucléaire ou une autre guerre au Moyen-Orient », a déclaré, pessimiste, l'ancien président. ■

GILLES PARIS

## LE CONTEXTE

L'accord sur le nucléaire iranien, signé le 14 juillet 2015 à Vienne après vingt mois de négociation entre les « 5 + 1 » – les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, plus l'Allemagne – et Téhéran, avait mis un terme à une crise entamée dès 2003. Il prévoit une levée progressive et conditionnelle des sanctions adoptées par l'ONU depuis 2006, ainsi que des mesures de rétorsion unilatérales américaines et européennes, en échange d'une limitation drastique du programme nucléaire iranien, et de l'acceptation par Téhéran du régime de contrôle le plus sévère de l'histoire de la lutte contre la prolifération. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) certifie depuis avec régularité que l'Iran respecte ses obligations. Une bonne partie des restrictions techniques doivent devenir progressivement caduques entre 2025 et 2050.

L'accord de juillet 2015 reste centré sur le nucléaire et ne concerne pas les activités balistiques de Téhéran dénoncées dans une résolution spécifique, la résolution 1929, adoptée en juin 2010 par l'ONU.

# En Iran, désarroi et bruits de bottes

## Téhéran menace de relancer son programme d'enrichissement

L'Europe, étroite planche de salut. Les élites iraniennes qui défendent jusqu'ici l'accord sur le nucléaire et une forme d'apaisement avec l'Occident ont mal masqué, mardi 8 mai, leur désarroi après l'annonce par le président américain, Donald Trump, du retrait des Etats-Unis.

Le coup est dur, injuste, répète-t-on à Téhéran, puisque le pays respecte ses obligations, selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Mais l'Iran, englué dans la crise économique et dans des luttes politiques toxiques, manque cruellement d'options pour réagir, sauf à violer à son tour l'accord, ce qui n'est pas encore à l'ordre du jour. Reste donc à compter sur les autres signataires : la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Russie et la Chine, sans grande illusion.

Dans un discours retransmis en direct à la télévision d'Etat – contrairement à celui de M. Trump –, le président Hassan Rohani est apparu déjà démonétisé, creux, aux côtés des principaux membres de son gouvernement qui se balançaient sur leurs pieds en rang, gênés.

M. Rohani a annoncé que le pays ne relancerait pas immédiatement l'enrichissement de l'ura-

nium et mènerait des consultations durant « une courte période de quelques semaines » avec les autres signataires. « Et si l'accord n'est finalement qu'une feuille de papier, alors notre prochain mouvement sera clair », a-t-il dit. La parenthèse d'ouverture prendrait fin. M. Rohani a joué sa vie politique sur elle face à ses rivaux conservateurs, qui se nourrissent de l'opposition à l'ennemi américain.

### Risque d'une escalade militaire

Des figures d'ordinaire critiques de l'accord se sont alignées sur cette voie médiane : la République islamique serre les rangs face au danger. Cependant, l'appareil iranien se fait de longue date peu d'illusions sur la capacité de l'Europe à résister aux pressions américaines sur ses banques et ses entreprises, si celles-ci s'exercent avec suffisamment de force.

« Ceux qui militent pour continuer à appliquer l'accord et à séparer les Etats-Unis de l'Europe se réduisent à un cercle de plus en plus étroit autour du président Rohani », constate Ali Vaez, de l'ONG International Crisis Group, dans un récent rapport.

Quel intérêt l'Iran a-t-il à maintenir sa position de hauteur morale, quand les bénéfices qu'il en tire ne cessent de se réduire, et au



Des parlementaires ultraconservateurs brûlent un drapeau américain, mercredi 9 mai, au Parlement à Téhéran. HO/APF

risque de projeter une dangereuse image de faiblesse? L'intérêt de l'accord n'est pourtant pas qu'économique, « c'est une garantie de sécurité pour la région », rappelle l'analyste conservateur, Foad Izadi. Sans lui, le risque d'une escalade militaire avec Israël en Syrie, ou d'une confrontation avec le grand rival régional saoudien, s'accroît dangereusement.

### Economie désastreuse

Mais la perspective d'une amélioration de la situation économique désastreuse de l'Iran que l'accord devait garantir est également un gage de sécurité intérieure, pour l'Etat dans son ensemble – et non pour le seul Hassan Rohani, que des internautes vilipendent en « traître » sur Twitter, tandis que des parlementaires ultraconservateurs mettaient le feu symboliquement à l'accord et à un drapeau américain au Parlement, mercredi matin.

Des syndicalistes sont emprisonnés, intimidés en nombre et pourtant les grèves perdurent aux quatre coins du pays. Le système bancaire est au bord de l'implosion, le pays fait face à une importante fuite de capitaux, les prix grimpent en ville. La sécheresse dévaste le centre et le sud du pays depuis cinq ans et des manifestations disparates ont toujours lieu dans les petites villes depuis la vague de protestation au tournant de l'année, dont la répression a fait plus de vingt-cinq morts.

Aujourd'hui, la majorité de l'appareil politico-sécuritaire paraît estimer qu'en cas d'échec des consultations l'Iran devrait répliquer en violant à son tour l'accord. Il pourrait remettre sur pied son programme de recherche et de développement, relancer l'enrichissement de l'uranium à 20 % sur le site militaire souterrain de Fordow ou cesser de collaborer avec l'AIEA. Téhéran peut également

**Le coup est dur, injuste, répète-t-on à Téhéran, puisque l'Iran respecte ses obligations, selon l'AIEA**

orchestrer des attaques de ses alliés miliciens en Syrie et en Irak contre les forces américaines, au risque d'une riposte.

Enfin, une minorité milite pour une sortie du traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP), auquel l'Iran a adhéré en 1970. Le souriant ministre des affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a lui-même brandi cette menace ces derniers mois. Elle pourrait rouvrir la voie à la quête de l'arme atomique. Des militaires estiment qu'à l'image

de la Corée du Nord le seul moyen d'engager un dialogue avec les Etats-Unis, direct et en position de force, serait d'avoir la bombe.

Ces bruits de bottes, la rue iranienne les percevait déjà nettement, mardi soir, dans l'annonce de M. Trump. A Téhéran, Nassim, photographe de 34 ans, avait peine à se souvenir de cette nuit du 14 juillet 2015, où elle était descendue sur une avenue de la capitale pour célébrer, dans un concert de klaxons et de sifflets, la signature de l'accord avec la communauté internationale.

« Nous pensions que la vie serait meilleure, résume-t-elle. Tout ça, c'est du passé. Je pense de nouveau qu'une guerre peut nous tomber dessus. Je regrette de n'avoir pas écouté ma sœur, à Londres, qui m'incitait à émigrer et à vivre avec elle. Si je l'avais écoutée, j'aurais déjà construit une vie là-bas. Mais ces jours-ci, je ne fais plus que m'accrocher aux informations. »

LOUIS IMBERT

## Nouveau raid d'Israël en Syrie

Peu de temps après le discours de Donald Trump mardi 8 mai, Israël a conduit un raid aérien en Syrie, au sud de Damas, selon l'agence officielle syrienne Sana, qui rapporte l'interception de deux missiles. La cible, dans la zone de Kiswah, était un « dépôt d'armes appartenant aux gardiens de la révolution iraniens », affirme l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), qui évoque la mort de neuf combattants. Plus tôt dans la soirée, l'armée israélienne avait noté des « mouvements inhabituels des forces iraniennes en Syrie » et appelé les habitants du plateau du Golan à préparer les abris antibombes.

# Aux Etats-Unis et en Israël, la tentation du changement de régime

## Les faucons à Washington et à Tel-Aviv tablent sur la multiplication des sanctions pour faire vaciller la République islamique

WASHINGTON, JÉRUSALEM - correspondants

Elle n'est pas affichée, seulement suggérée. Elle a même été exclue par le conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, John Bolton, mardi 8 mai. Pourtant, la tentation d'un changement de régime en Iran relie les Etats-Unis, Israël et l'Arabie saoudite. Proche de l'Organisation des moudjahidin du peuple iranien, un groupe d'opposition en exil, au fonctionnement sectaire, le même John Bolton en a souvent fait un objectif avant d'entrer au service des Etats-Unis, de même que l'ancien maire de New York, devenu avocat de Donald Trump, Rudy Giuliani.

Comme pour chacune de ses interventions visant cet ennemi de Washington, le président américain a tenu à distinguer, mardi, le sort du peuple iranien de celui de ses dirigeants. « Cela fait près de quarante ans que cette dictature a pris le pouvoir et une fière nation en otage, a-t-il dit. (...) Mais le futur de l'Iran appartient à son peuple. » Le 1<sup>er</sup> janvier, sur Twitter, il avait été encore plus clair en réaction aux

manifestations dans les villes iraniennes : « TIME FOR A CHANGE ! », avait-il écrit.

Difficile pour M. Trump d'appeler de ses vœux la chute du régime après n'avoir cessé de dénoncer les aventures extérieures coûteuses des néoconservateurs américains. Pendant sa campagne, il avait estimé que les Etats-Unis n'auraient jamais dû intervenir en Irak. « Nous avons déstabilisé le Moyen-Orient », disait-il alors. En outre, les exemples de Cuba ou de la Russie montrent que les sanctions ne fragilisent pas un régime autoritaire.

### « Maléfique »

Toutefois, le ton de M. Trump – très sévère contre le régime, compatissant envers les Iraniens – rappelle en tout point celui du premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, voire certaines formules du prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, comparant le guide suprême iranien, Ali Khamenei, à Adolf Hitler.

Le 19 septembre 2017, lorsqu'il a pris la parole à l'Assemblée générale de l'ONU, le dirigeant israélien avait évoqué l'Iran et un accord

**« Les Iraniens s'uniront contre une tentative de changer le régime de l'extérieur »**

SIMA SHINE  
Institut d'études pour la sécurité, Tel-Aviv

qu'il n'a cessé de combattre. Mais il avait aussi prononcé quelques mots en farsi à l'intention des Iraniens, leur promettant qu'ils seraient « libérés un jour de ce régime maléfique qui [les] terrorise, pend les homosexuels, enferme les journalistes, torture les prisonniers politiques et abat les femmes innocentes ». Ce jour de libération venu, a-t-il conclu, « l'amitié entre [leurs] deux peuples anciens pourra à nouveau s'épanouir à coup sûr ».

Israël a accueilli avec grande méfiance les « printemps arabes » de 2011, y voyant surtout un cycle de déstabilisation dangereux du Moyen-Orient. Mais fut un temps

où l'idée d'un changement de régime dans cette région séduisait M. Nétanyahou. En 2002, six mois avant le début de l'offensive américaine en Irak, il s'exprimait en ces termes devant le Congrès américain, alors qu'il n'occupait pas de fonction officielle en Israël : « La question n'est pas de savoir si le régime irakien doit être mis à bas, mais quand. Elle n'est pas de savoir si on veut un changement de régime, mais comment l'obtenir. » M. Nétanyahou avait alors espéré un éventuel effet domino, la jeunesse iranienne pouvant être inspirée par un tel événement.

A aucun moment, ces derniers mois, le premier ministre n'a employé des termes aussi clairs sur l'Iran. Mais l'idée circule, au sein des élites politiques et de l'appareil sécuritaire israélien, que le régime iranien pourrait vaciller, ou au moins revoir ses ambitions régionales, si la monnaie nationale perdait fortement de sa valeur, si l'économie était gagnée par la panique sous le coup des sanctions, si les revenus du pétrole étaient asséchés et le système bancaire isolé.

« Il existe une supposition, peut-être fondée, que le régime actuel

n'abandonnera jamais son ambition d'obtenir des armes nucléaires, explique Dan Shapiro, ancien ambassadeur américain en Israël, analyste à l'Institut pour les études nationales de sécurité (INSS), à Tel-Aviv. Mais annuler l'accord n'est pas une stratégie. Si on retire toutes les contraintes qu'il prévoyait, il ne reste plus beaucoup d'outils pour agir, à part l'option militaire et essayer de changer le régime. De façon inexorable, faute d'alternative, on penchera vers cela. Mais le faire de l'extérieur est extrêmement compliqué, largement infructueux et très coûteux. »

### « Gouffre »

Ex-directrice générale au ministère des affaires stratégiques, chargée du dossier iranien (2009-2015), Sima Shine, chercheuse à l'INSS, exprime des doutes sur la possibilité d'un renversement du régime à Téhéran. « Je pense qu'il y aura, au bout du compte, un changement majeur en Iran, au travers de personnalités ou d'un nouveau régime, car il existe un gouffre entre la population et les dirigeants, dit-elle. En

Israël, on aimerait bien avoir un régime iranien plus ouvert. Mais si le premier ministre écoute les experts de l'Iran, il entendra qu'on ne peut changer le régime de l'extérieur. Au contraire, les Iraniens s'uniront contre cette tentative. »

Côté américain, Patrick Clawson, expert au Washington Institute for Near East Policy, relève une contradiction dans l'attitude de Donald Trump : « En faisant cette distinction [entre le « régime » et le « peuple »], Trump fait face au même problème de crédibilité que lors des manifestations, il y a cinq mois. Trump est celui qui a imposé l'interdiction de visas aux Iraniens [pour se rendre aux Etats-Unis], qui a frappé durement les grands-parents voulant rendre visite à leurs familles de Los Angeles et les étudiants désireux d'aller à l'université, sans parler de la centaine de réfugiés iraniens de confession chrétienne arrivés en Autriche parce que Trump refuse de les accueillir. Il est difficile, pour les Iraniens, de le considérer comme un ami. A tout le moins, il doit reconnaître cet antagonisme apparent. »

GILLES PARIS ET PIOTR SMOLAR

## L'ACCORD SUR LE NUCLÉAIRE IRANIEN

## Un échec et un défi pour Macron et les Européens

France, Allemagne et Royaume-Uni veulent tenter de sauver le compromis en dépit du retrait de Washington

Le sort de l'accord sur le nucléaire iranien (Joint Comprehensive Plan of Action, JCPOA), signé par les « 5 + 1 » (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, plus l'Allemagne) avec Téhéran le 14 juillet 2015, est un moment de vérité pour la diplomatie macronienne. Les trois pays européens signataires font bloc pour tenter de sauver le compromis malgré, voire contre Washington. La décision de Donald Trump de se retirer de l'accord et de rétablir des sanctions dures représente en effet un net désaveu des efforts des Européens et, en tout premier lieu, de la France. Dans un communiqué commun, Paris, Londres et Berlin, les capitales européennes signataires, ont « regretté » la décision américaine.

Emmanuel Macron, comme il l'avait rappelé le 5 mai dans un entretien avec l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, craint que ce retrait « ouvre une boîte de Pandore pouvant mener à une guerre », tout en se disant convaincu que telle n'est pas l'intention de Donald Trump.

Fort de sa bonne relation personnelle avec son homologue américain, le chef de l'Etat a tout fait pour tenter de garder à bord les Etats-Unis, en particulier lors de sa récente visite à Washington. C'était le sens de la proposition d'un « nouvel accord sur le nucléaire » faite le 24 avril lors d'une conférence de presse avec M. Trump, à l'issue d'un franc et long entretien entre les deux dirigeants. L'objectif est, désormais, de sauver ce qui peut l'être dans le cadre d'un accord plus large alors même que « le régime international de lutte contre la prolifération est en jeu ».

## Comblent les lacunes

Improvvisée dans le feu de la discussion, cette formulation reprenait nombre d'idées déjà évoquées depuis septembre 2017 par le président français. Les mots choisis ne pouvaient que donner satisfaction à son interlocuteur, qui n'a jamais cessé de dénoncer « le pire accord » jamais signé par les Etats-Unis.

Mais Paris reste aussi en ligne avec Londres et Berlin, en soulignant que, dans ce projet, le JCPOA resterait en l'état mais serait complété par trois autres piliers pour en combler les lacunes :

**Paris redoute un « saut dans le vide », selon un diplomate, après la décision de Donald Trump**

les : l'un sur la prolongation des clauses arrivant à échéance en 2025 ; un deuxième pour encadrer le programme balistique iranien ; et un troisième sur le rôle déstabilisateur de l'Iran dans la région, notamment en Syrie.

Cette continuité clairement affirmée devrait, selon Paris, permettre de poursuivre les discussions avec Moscou, Pékin et bien évidemment Téhéran. Une réunion à Paris avec des officiels iraniens, britanniques et allemands est prévue lundi 14 mai. L'idée est de garder l'essentiel du JCPOA malgré le retrait américain. C'est une quintessence du « en même temps » cher à M. Macron, avec ses intuitions et ses limites. Les chances de ramener les Iraniens à la table des négociations pour un « nouvel accord plus large » sont pourtant dans l'immédiat bien minces.

Les Européens s'activent. « Cet accord, pour nous, est respecté, donc nous avons l'intention de nous y maintenir quelle que soit la décision américaine », a ainsi rappelé le ministre français des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. En visite à Washington avant l'annonce de M. Trump, son homologue britannique, Boris Johnson, avait tenté un ultime plaidoyer, affirmant que « maintenir les contraintes sur le programme nucléaire iranien aidera aussi à contrer le comportement régional agressif de l'Iran ».

Mais le président américain semble d'autant plus inébranlable que c'est aussi pour lui un enjeu de politique intérieure. Emmanuel Macron lui-même ne se faisait pas trop d'illusion. Mais la proposition française vise plutôt l'après, et à fixer un cadre pour une future renégociation afin d'éviter un « saut dans le vide », selon un diplomate.

« Je ne crois pas qu'Emmanuel Macron ait réellement pensé à faire changer d'avis Donald Trump, mais il espère, s'il y a un retrait, négocier les conditions pour

**Donald Trump et Emmanuel Macron, à la Maison Blanche, le 24 avril.**

JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/FRENCH POLITICS POUR « LE MONDE »



que les Européens puissent continuer à faire vivre l'accord sans représailles américaines, et surtout ménager l'avenir en évitant qu'une éventuelle crise transatlantique monte aux extrêmes», analyse Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique, tout en regrettant que le président français, avec cette idée d'une discussion globale, « nous a[it] certes bien positionnés vis-à-vis des Etats-Unis, mais nous a[it] ôté des marges de manœuvre vis-à-vis des Russes comme des Iraniens ».

Tout en reconnaissant les limites du JCPOA et ses préoccupations aussi bien sur le balistique que sur l'expansionnisme régio-

nal iranien, la ligne de la diplomatie française ces dernières années avait été de bien différencier les problèmes. « Tout mélanger, c'est prendre le risque de tout perdre », a longtemps martelé le Quai d'Orsay. En fait, les futures négociations se dérouleraient sur « deux voies complémentaires mais distinctes », l'une sur le régional, l'autre sur l'après-2025 et le balistique.

## « Grands perdants »

Emmanuel Macron, en partance pour l'Australie le 30 avril, avait téléphoné à Vladimir Poutine afin de lui expliquer le sens de la proposition française. La veille, il s'était entretenu à ce sujet plus

d'une heure avec le président iranien, Hassan Rohani. Celui-ci lui a répété sans surprise que « l'accord nucléaire n'[était] en aucune manière négociable ». Le militaire Ali Shamkhani, secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale – une instance dont certains à Téhéran envisagent qu'elle reprenne le dossier nucléaire des mains du ministère des affaires étrangères –, adressait mardi ce message de défiance aux Européens, Emmanuel Macron en tête, qui ont durci ces derniers mois leur posture face à l'Iran pour convaincre M. Trump de ne pas tuer le « deal » : « L'Iran rejettera les demandes excessives et les grands

perdants seront les Européens, qui [auront] suivi la volonté de Trump pour nous soutirer plus de concessions. »

Avec ce pari, Emmanuel Macron se place néanmoins au centre du jeu pour ce qui s'annonce déjà comme une crise majeure. Il a le soutien des Européens et l'oreille du président américain, malgré leurs divergences sur le dossier iranien, et il conserve un canal ouvert de dialogue notamment avec Vladimir Poutine, alors qu'il doit se rendre le 24 mai à Moscou et à Saint-Petersbourg. Le dossier iranien, avec celui de la Syrie, en bonne part connexe, sera bien évidemment sur la table. ■

MARC SEMO

## Trump ou l'illusion de la cohérence

Les décisions prises par le président américain sont en contradiction avec sa vision du monde

## ANALYSE

WASHINGTON - correspondant

Donald Trump peut cocher une nouvelle promesse de campagne. Entré officiellement en politique à la veille de l'annonce de l'accord sur le nucléaire iranien, en 2015, il n'a cessé de le décrire comme le « pire » jamais négocié par les Etats-Unis, plaidant sans relâche pour sa remise en cause.

En passant à l'acte, mardi 8 mai, le président américain veut mettre en avant une cohérence et une continuité avec ses engagements de candidat républicain lors de la campagne présidentielle. Une partie des décisions les plus importantes prises depuis son arrivée à la Maison Blanche sont pourtant souvent en contradiction avec sa vision du monde et avec la place que doivent y occuper, selon lui, les Etats-Unis.

La sortie du projet d'accord de libre-échange avec des pays riverains du Pacifique (le TPP), le 23 janvier 2017, a constitué un premier exemple de ce décalage entre la rhétorique et les réalités géopolitiques. Négocié par son prédécesseur démocrate, Barack Obama, avec le soutien au Congrès des élus républicains, ce projet constituait en effet la base d'un effort de « rééquilibrage » américain dans la région la plus dyna-

mique du globe. Le TPP avait pour principal objectif un endiguement subtil de la puissance économique de la Chine.

Après avoir placé en partie sa campagne sous le sceau de la lutte contre une concurrence internationale jugée biaisée, notamment chinoise, Donald Trump a pourtant décidé de retirer les Etats-Unis de cet accord multilatéral. Il s'est ainsi privé d'un outil efficace contre cette même puissance, qui permettait par ailleurs de réviser certaines dispositions de l'accord de libre-échange conclu par les Etats-Unis avec le Canada et le Mexique, aujourd'hui objet d'une âpre renégociation.

Le départ de Washington n'a en outre pas signé la mort du TPP. Il a été repris par les autres signataires, symboliquement au cours d'un sommet régional auquel assistait le président américain, en novembre au Vietnam. En avril, Donald Trump a laissé entendre qu'il pourrait réexaminer un retour des Etats-Unis aux conditions de Washington, une hypothèse cependant restée sans lendemain. Il s'est depuis engagé dans des négociations bilatérales délicates avec la Chine qui pourraient tourner à la guerre commerciale.

La décision de déplacer l'ambassade des Etats-Unis en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem a procédé de la même logique, avec les mêmes

conséquences négatives. Il s'agissait également d'une promesse de campagne, répétée avant lui par les candidats républicains aux présidentielles de 2008 et de 2012. Le 6 décembre, M. Trump est passé à l'action, même s'il n'assistera pas en personne à l'inauguration de la représentation américaine, le 14 mai, pas plus que le vice-président, Mike Pence, ou encore le secrétaire d'Etat, Mike Pompeo.

## Tentation isolationniste

Alors que le gendre du président, Jared Kushner, travaille depuis des mois avec un ancien avocat de Donald Trump, Jason Greenblatt, pour parvenir à un nouveau plan de paix israélo-palestinien, l'initiative a déclenché une crise historique avec la partie palestinienne, outrée par cet arbitrage favorable à Israël sur l'un des points les plus sensibles du conflit. L'Autorité palestinienne revendique en effet le droit de proclamer la capitale d'un éventuel Etat dans la partie orientale de Jérusalem conquise militairement par Israël en 1967 et dont l'annexion n'a jamais été reconnue par les Nations unies. Une percée diplomatique, depuis le 6 décembre, semble donc plus illusoire que jamais.

La décision de Donald Trump sur l'Iran illustre de nouveau ce manque de cohérence. Lors de son discours de déclaration de candida-

ture, en juin 2015, M. Trump avait en effet pris l'engagement que l'Iran n'obtiendrait jamais l'arme nucléaire. Le retrait des Etats-Unis, mardi 8 mai, porte pourtant un coup peut-être mortel au mécanisme de contrôle le plus sévère jamais mis en place dans le cadre de la lutte contre la prolifération.

Pendant la présidentielle, Donald Trump n'a cessé également de déplorer l'engagement de son pays au Moyen-Orient depuis bientôt deux décennies. Selon lui, cet enlèvement coûteux a détourné les Etats-Unis de la tâche, pour lui, prioritaire d'investissements intérieurs. L'endiguement de l'Iran qu'il appelle de ses vœux est pourtant incompatible avec un retrait rapide de Washington.

Chacune de ces décisions a pris de court les alliés des Etats-Unis, tout en esseulant Washington. Une autre constante qui alimente les interrogations sur une tentation isolationniste de Donald Trump. Paradoxalement, l'un des principaux succès obtenus jusqu'à présent par M. Trump en politique étrangère, une ouverture diplomatique avec la Corée du Nord mentionnée mardi par le président en miroir de la décision sur l'Iran, a été le produit d'un effort multilatéral, conduit qui plus est sous l'égide des Nations unies et en concertation avec la Chine. ■

GILLES PARIS



LES MATINS.

du lundi au vendredi  
07H00-09H00

Guillaume Erner et la rédaction

Demain matin, le monde aura changé.



franceculture.fr/  
@franceculture

En partenariat avec

Le Monde



L'esprit d'ouverture.

# Nouvelle visite de Pompeo à Pyongyang

La préparation du sommet Trump-Kim donne lieu à un ballet diplomatique en Asie

TOKYO, PÉKIN - *correspondants*

La perspective du sommet entre Donald Trump et le dirigeant nord-coréen, Kim Jong-un, donne lieu à un tourbillon d'activité diplomatique en Asie du Nord-Est. Le président américain a tweeté en fin de semaine dernière que le lieu et la date de leur rencontre avaient été choisis, sans les révéler. C'est pour avancer sur l'organisation de ce dialogue historique que Mike Pompeo, fraîchement confirmé à la tête de la diplomatie américaine, a atterri à Pyongyang, mercredi 9 mai.

M. Pompeo s'était déjà rendu en Corée du Nord au cours du week-end de Pâques, alors qu'il était encore directeur de la CIA. Outre la volonté de «fixer le cadre permettant de faire du sommet un succès», le secrétaire d'Etat pourrait avoir cette fois entrepris de négocier la libération des trois Américains détenus en Corée du Nord,

qui constituerait un geste symbolique du régime en faveur de l'administration américaine à l'approche du sommet. M. Trump avait conseillé une semaine plus tôt de «rester à l'écoute» sur ce dossier.

Kim Dong-chul, un homme d'affaires américain âgé d'une soixantaine d'années, a été condamné en avril 2016 en Corée du Nord à dix ans de travaux forcés après son arrestation l'année précédente pour subversion et espionnage. Kim Hak-song et Kim Sang-duk, également connu sous le nom de Tony Kim, travaillaient tous deux pour l'université des sciences et de la technologie de Pyongyang lorsqu'ils avaient été arrêtés en 2017 pour «agissements hostiles».

Selon certaines sources, les trois ressortissants américains auraient été déplacés à Pyongyang avant une possible libération. «Nous nous attendons à ce qu'il ramène (...) les captifs», s'est avancé un responsable de la présidence sud-coréenne, cité par l'agence

**Le nouveau secrétaire d'Etat espère obtenir la libération de trois Américains détenus en Corée du Nord**

Yonhap, au sujet de la visite de M. Pompeo en Corée du Nord.

Ce dernier a atterri dans la capitale nord-coréenne le lendemain du retour à Pyongyang de Kim Jong-un, parti, lui, les 7 et 8 mai, à Dalian, dans l'est de la Chine, pour une nouvelle rencontre surprise avec le président chinois, Xi Jinping. Kim Jong-un s'était déjà rendu à Pékin fin mars en train, effectuant alors son premier déplacement à l'étranger depuis qu'il a succédé en 2011 à son père au pouvoir. Il a cette fois pris l'avion, prouvant qu'il pourrait le faire de nouveau pour rencontrer le président américain dans un pays tiers – comme Singapour, la destination pressentie du sommet.

M. Kim aurait confié à Xi Jinping, selon la presse chinoise, son espoir que la Corée du Nord et les Etats-Unis «instaurent entre eux une confiance mutuelle» et «prennent des mesures progressives et synchrones» pour dénucléariser la péninsule coréenne.

C'est tout l'enjeu des négociations à venir. A l'opposé du démantèlement immédiat, irréversi-

ble et vérifiable du programme nucléaire de Pyongyang exigé par Washington, Pékin prône une dénucléarisation progressive en parallèle à une levée des sanctions économiques. Lors d'un entretien téléphonique avec Donald Trump mercredi matin (heure chinoise) – soit quelques heures après sa rencontre avec Kim Jong-un – M. Xi l'a d'ailleurs appelé à «considérer les demandes sécuritaires raisonnables de Pyongyang».

**Divergences de vues**

A Tokyo, dans le même temps, le premier ministre, Shinzo Abe, accueillait son homologue chinois, Li Keqiang, et le président sud-coréen, Moon Jae-in, pour le premier sommet trilatéral depuis 2015. Les trois dirigeants ont réaffirmé leurs efforts conjoints pour une dénucléarisation pacifique de la Corée du Nord. Conformément au souhait de M. Moon, M. Abe et Li ont également émis un communiqué spécial exprimant leur soutien à la déclaration signée lors du sommet intercoréen du 27 avril.

Le sommet n'a pourtant pas effacé les divergences de vues entre les trois pays. M. Abe appelle à l'abandon du programme nucléaire mais aussi balistique de Pyongyang et insiste pour que soit incluse dans la négociation la question des enlèvements de Japonais par des agents de Pyongyang dans les années 1970 et 1980. Il a plaidé pour continuer d'appliquer les résolutions de l'ONU.

Le premier ministre nippon colle sur le nucléaire à la position de

Washington, qui dit ne pas vouloir d'un processus par étapes avec la Corée du Nord après l'échec des précédents du début des années 2000. Washington fait de la dénucléarisation un préalable à la fin des sanctions et veut maintenir une «pression maximale» sur Pyongyang d'ici là.

Le dossier nord-coréen n'était pas l'unique enjeu du sommet de Tokyo, où la coopération économique a aussi été évoquée, mais il contribue à pousser la Chine, déjà bousculée par Washington sur la question de ses excédents commerciaux avec les Etats-Unis, à renouer des relations de travail productives avec le Japon après plusieurs années de crise. Aucun dirigeant chinois n'était venu dans l'Archipel depuis la visite du premier ministre Wen Jiabao en mai 2011, en raison des tensions sur les questions historiques et les contentieux territoriaux, le tout sur fond de renforcement de l'alliance nippo-américaine.

La rencontre de Tokyo avait pour objectif de sortir le premier ministre nippon du relatif isolement où il se trouve depuis la relance début 2018 du dialogue avec la Corée du Nord, qu'il rejetait et auquel s'est converti M. Trump. Depuis le sommet intercoréen entre Moon Jae-in et Kim Jong-un, Séoul, qui défend toujours une certaine fermeté, semble plus enclin à des concessions progressives dans le domaine économique, s'éloignant de ce fait de la position nipponne. ■

PHILIPPE MESMER  
ET BRICE PEDROLETTI

**Le Vietnam demande à la Chine de retirer des missiles**

Le Vietnam a demandé mercredi 9 mai à la Chine de retirer les armes que Pékin viendrait d'installer sur des îlots de Mer de Chine méridionale, et qui, selon Hanoï, représentent une menace pour la souveraineté vietnamienne et la stabilité régionale. La chaîne d'information américaine CNBC a affirmé début mai que la Chine a placé des missiles de croisière anti-navires et des missiles sol-air sur les récifs de Fiery Cross, Mischief et Subi, qu'elle a bétonnés pour les transformer en îles artificielles dans les Spatleys. (AP)

**Enquête russe: un oligarque interrogé par le FBI**

Des agents du FBI enquêtant sur l'ingérence de Moscou dans l'élection présidentielle américaine de 2016 ont interrogé un oligarque russe à propos d'importantes sommes d'argent versées à Michael Cohen, l'avocat personnel de Donald Trump, a révélé CNN, mardi 8 mai. Il s'agit de Viktor Vekselberg, patron du groupe russe Renova, qui figure sur une liste de sept oligarques proches du Kremlin sanctionnés début avril par Washington. Mardi également, l'avocat de l'actrice de films X Stormy Daniels, Michael Avenatti, a publié un rapport de son cabinet affirmant que M. Vekselberg et son cousin Andrew Intrater, à la tête de la branche américaine de Renova (Columbus Nova), avaient versé «environ 500 000 dollars» à l'avocat. (AFP)

## La majorité de May toujours plus déchirée sur les modalités du Brexit

La Chambre des lords a voté un amendement favorable au maintien du Royaume-Uni dans le marché unique européen

LONDRES - *correspondant*

Alors que son gouvernement et le Parti conservateur sont au bord de l'implosion sur le Brexit, Theresa May va devoir trancher. Mardi 8 mai au soir, la Chambre des lords a en effet mis au défi la première ministre britannique en votant un amendement favorable au maintien du Royaume-Uni dans l'Espace économique européen (EEE, soit l'Union européenne plus la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein), autrement dit dans le marché unique.

Quelques heures plus tôt, le ministre des affaires étrangères, Boris Johnson, lui avait lancé un défi inverse en qualifiant de «fou» le projet d'union douanière de compromis que M<sup>me</sup> May veut faire adopter par son gouvernement avant le Conseil européen des 28 et 29 juin. Deux ans après le référendum qui a décidé la sortie de l'UE et moins d'un an avant le Brexit officiel, Londres ne sait toujours pas quel régime douanier il souhaite avec ses voisins de l'UE.

L'avertissement des Lords est retentissant. Par 247 voix contre 218, ces personnalités non élues ont adopté un amendement à la loi sur la sortie de l'UE selon lequel le maintien dans l'EEE doit être «un objectif du gouvernement dans la négociation» sur le Brexit. Le projet de loi en question vise à mettre fin à la suprématie du droit européen tout en le transposant dans le droit britannique.

Le vote de mardi soir traduit une double rébellion : celle de 17 Lords conservateurs qui ont approuvé l'amendement déposé par un Lord travailliste, mais aussi celle de 83 Lords travaillis-

tes qui ont bravé la consigne de leur parti en joignant leurs voix à celle des libéraux démocrates, proeuropéens.

Ce début de soulèvement côté Labour souligne la position ambiguë de Jeremy Corbyn, le leader travailliste, qui refuse de défendre le maintien du pays dans le marché unique, pourtant souhaité par 87 % des adhérents du parti, selon un sondage. «Fantastique résultat conforme à la volonté des membres et sympathisants du Labour, des syndicats et du patronat», a tweeté Chuka Umunna, figure proeuropéenne du Labour. *Le pays, l'emploi et notre économie doivent passer avant tout.*

**«Fouillis bureaucratique»**

Le vote des Lords constitue la troisième défaite du gouvernement sur le même projet de loi devant cette Chambre qui n'a pas le dernier mot pour voter les lois (rôle qui revient à la Chambre des communes). Mais il porte sur un point central du Brexit sur lequel les députés vont désormais devoir débattre et se prononcer, au grand dam de M<sup>me</sup> May, qui craint l'étalement des divisions et l'affaiblissement de sa position dans la négociation avec Bruxelles.

L'inconfortable position de Theresa May avait été soulignée quelques heures avant le vote des Lords par l'entretien accordé au tabloïd *Daily Mail* par Boris Johnson. Se posant une fois de plus en champion du Brexit face à la première ministre, le patron du Foreign Office y torpille le projet de Brexit très édulcoré désormais défendu par M<sup>me</sup> May. En position de faiblesse, celle-ci n'a pas répliqué.

PHILIPPE BERNARD

# Je suis celui qui donne le rythme



L'engagement des collaborateurs est au cœur de la réussite des entreprises. En combinant paie, RH et gestion des talents, vous faites plus que rémunérer vos collaborateurs. Vous les connaissez vraiment, leur donnez les moyens de s'épanouir et de révéler leur potentiel.

Créez votre environnement de travail idéal. Révélez tous vos talents.

fr.adp.com/revelez-vos-talents

ADP, son logo et ADP A more human resource sont des marques déposées d'ADP, LLC. Copyright © 2018 ADP, LLC.

**ADP**  
A more human resource.®

# La longue marche de « Pachinian l'Arménien »

Porté par la rue, l'ancien journaliste a été élu à la tête du gouvernement par un Parlement pourtant hostile

## PORTRAIT

EREVAN - envoyée spéciale

En six semaines, un homme a réveillé, secoué, uni et fait rêver l'Arménie en un avenir meilleur. Il l'a fait se dresser contre un régime décrédibilisé et haï, a mis dans la rue des dizaines de milliers de personnes, poussé à la démission un premier ministre et mené une révolution « de velours », en vue de prendre le pouvoir ou plutôt, insiste-t-il, de « le redonner au peuple ».

Sac au dos, tee-shirt camouflage et allure de baroudeur, il a mis debout un pays, et même « en marche », car tel est le slogan de sa campagne (littéralement « un pas en avant ») en lui redonnant confiance en sa puissance. De député d'opposition marginal, Nikol Pachinian, 42 ans, est devenu un phénomène politique et a réussi l'exploit de respecter la Constitution en se faisant élire, le 8 mai, par un Parlement pourtant très hostile, au poste de premier ministre.

Son parcours stupéfie les politologues qui peinent encore à analyser ce que le chercheur Gevorg Melikian appelle son « *abracadabra* ». « *C'est arrivé si vite!* », s'étonne-t-il : « *Ces foules ardentes dans la rue alors qu'elles paraissent léthargiques; et cette efficacité pour faire plier le pouvoir qui croyait pouvoir agir éternellement en toute impunité. C'est tout simplement incroyable!* »

Car personne n'avait vu venir M. Pachinian. Et personne n'avait imaginé qu'il puisse exploiter et canaliser la colère qui couvait depuis tant d'années contre la clique au pouvoir, les élections truquées, la corruption endémique... « *Il connaît la psychologie et la logique des foules*, explique Gevorg Melikian. *Il parle leur langue, évite les termes ou idées trop sophistiqués. Et le message était positif: si on est tous ensemble, ça marchera! Chacun le considère comme faisant partie de son cercle. D'ailleurs, on le tutoie et on l'appelle par son prénom.* »

## Journaliste engagé

L'homme né en 1975 à Idjevan, dans le nord-est de l'Arménie, a toujours été perçu comme un rebelle. Dès la fac de journalisme, à l'université d'Erevan, il écrit des articles subversifs avant de se faire exclure pour « absences ». Un prétexte fallacieux, affirme sur sa page Facebook une ancienne camarade de classe. La vraie raison tenait à « *ses principes et sa droiture* » et « *parce qu'il avait publié un article [sur la corruption] qui avait déplu au doyen de l'université. (...) Tous les étudiants*

**Après son exclusion de la fac, il fonde « The Armenian Times » avec « 400 dollars et un ordinateur et demi », dit un ami**

*de la fac de journalisme de la promo 1996 témoigneront que Nikol avait les notes les plus élevées et qu'il pouvait prétendre au diplôme avec mention excellente.*

Mais Nikol Pachinian ne s'attendait pas. Il commence par travailler au journal *Lragir*, puis fonde avec Hayk Gergian un quotidien vite fermé après la publication d'une enquête à charge sur un oligarque. Enfin, il lance *The Armenian Times* avec, se souvient son ami, « *un budget de 400 dollars et un ordinateur et demi* ».

Enquêtes, portraits, polémiques... Le journal se vit immédiatement comme un contre-pouvoir, avec une affirmation nette de ses valeurs : liberté, démocratie, droits de l'homme. « *Le credo de Pachinian, précise M. Gergian, était que l'Arménie ne devait pas mettre ses difficultés sur le compte des pays voisins, mais sur celui de ses démons internes : corruption, monopoles, rapports incestueux entre business et politiques, népotisme. Tout Pachinian est là!* »

Il veut être le meilleur. En tout. Avale des dizaines de livres, travaille de 10 heures à 4 heures du matin. « *Il relisait le journal de la première à la dernière page. Il pouvait renvoyer dix fois un texte en exigeant une précision ou d'autres témoignages, demandant d'écouter lui-même l'enregistrement d'une interview s'il trouvait une citation étrange.* » Les ventes s'envolent jusqu'à faire d'*Armenian Times* le plus gros tirage d'Arménie (12000 exemplaires pour un pays de 2,9 millions d'habitants) et une affaire très rentable.

Les procès en diffamation sont multiples, comme les pressions et les menaces. Il n'en a cure. Quand sa voiture prend feu, un soir de novembre 2004, il dénonce en « une » du journal celui qu'il pense être le commanditaire de l'attentat, l'oligarque Gagik Tzarukian, lequel dément. La police parle de batterie défectueuse. Mais le Comité pour la protection de la liberté d'expression fustige un nouvel exemple d'intimidation de la presse. Et M. Pachinian proclame que rien ne le fera taire. On le voit sur les estrades, les meetings, à la télé. Son épouse, Anna Hakobian, journaliste, travaille à ses côtés.



Nikol Pachinian au Parlement arménien, à Erevan, le 29 avril. OLGA KRAVETS POUR « LE MONDE »

A la présidentielle de 2008, il soutient l'ex-président Levon Ter-Petrosian pour barrer la route, en vain, à Serge Sarkissian. Des manifestants contestent les résultats, M. Pachinian en première ligne. Des affrontements le 1<sup>er</sup> mars font dix morts. Recherché par la police, il disparaît complètement.

## Prisonnier politique

Mais son journal, tenu par son épouse, maintient la flamme et publie des articles et des chroniques à son nom. Au fil des mois, il écrit même une série improbable, « *Le revers du pays* », dans laquelle il fait croire qu'il voyage à l'étranger et fait passer de nombreux messages, espérant toujours une révolte du pays. Les services secrets enquêtent, il est même poursuivi pour avoir franchi la frontière illégalement. En réalité, il n'a pas quitté Erevan et se cache dans la maison d'un ami.

« *Nous étions suivis par la police*, raconte son collègue Gergian. *Mais on trouvait des solutions pour acheminer ses lettres ou lui faire rencontrer sa femme. Il dessinait lui-même les itinéraires secrets. On était si forts qu'on aurait pu cacher Ben Laden!* » Il finit par se rendre à la justice en juillet 2009, est condamné à sept ans de prison avant de bénéficier, en mai 2011, d'une amnistie.

Artur Sakunts, de l'Assemblée des citoyens d'Helsinki (un réseau international de défense des droits humains en Europe), lui a souvent rendu visite en prison : « *Tout était fait pour l'empêcher d'écrire et le briser - encouragements aux malfrats afin qu'ils le maltraitent, téléphones publics rendus indisponibles, confiscation des lettres qu'il écrivait, dix à quinze par jour, et qui atterrisaient dans le tiroir du directeur de la prison.* »

M. Sakunts se souvient d'être souvent reparti avec des articles de Nikol Pachinian cachés sous la veste. « *Il a une détermination et un sang froid sidérants... Et c'est profondément un honnête homme.* » Sa référence constante au peuple n'en fait-elle pas un populiste? « *Un populiste attise la haine entre factions pour gagner le pouvoir. Lui fait le contraire. Il n'a parlé que de mains ouvertes et refuse l'idée de vendetta.* »

**« Un populiste attise la haine pour gagner le pouvoir. Lui n'a parlé que de mains tendues »**

ARTUR SAKUNTS  
membre de l'Assemblée des citoyens d'Helsinki, un réseau pour la paix en Europe

Sorti de prison, Nikol Pachinian se lance à fond dans la politique, est élu député en 2012, puis en 2017. C'est une grande voix de la petite opposition (Yelk, l'alliance qu'il dirige, ne compte que neuf députés). Certains le soupçonnent de n'être qu'un alibi, vendu au président Serge Sarkissian. Il est pourtant sur tous les fronts de la contestation, fréquemment dans la rue et les manifestations. Et solidifie sa crédibilité patriotique en rejoignant, pendant la guerre d'avril 2016 avec l'Azerbaïdjan, les milliers de volontaires venus renforcer le front arménien dans le Haut-Karabakh.

## Le « candidat du peuple »

Quand Serge Sarkissian, après dix ans de présidence, s'apprête à se faire élire premier ministre à la suite d'un changement constitutionnel transférant le pouvoir à ce poste, c'en est trop. Nikol Pachinian espère un sursaut populaire. Mais le Parti républicain de M. Sarkissian tient tous les rouages du système et le peuple semble résigné. Alors il songe à une action « *hors normes* » : une marche, sac au dos, sur les routes d'Arménie, pour appeler le peuple à se bouger, « *faire un pas* ».

Il n'en parle qu'à un noyau de proches, les partenaires de son alliance ne comprennent rien à son geste. Mais un autre groupe, « *Rejette Serge* », s'associe à sa démarche. Son chef, David Sanasarian, va même marcher avec lui sur une étape. « *On a longuement parlé pour se coordonner. Pachinian s'inspire beaucoup de Mandela,*

*moi, c'est plutôt de Martin Luther King et de Gandhi. Actions pacifiques, tolérance, respect* », dit-il. Entamée fin mars à Gumri, à 120 kilomètres au nord d'Erevan, la marche dure deux semaines. Les images, relayées sur la page Facebook du meneur, sur fond d'hymne révolutionnaire composé pour l'occasion, sont spectaculaires.

En arrivant dans la capitale, le 13 avril, il va directement à l'université, encourageant les étudiants à participer à une série d'actes de désobéissance civile. Le 14, il investit les bâtiments de la radio publique. La foule devient massive. Les rues sont bloquées, la grève des écoles et des universités s'étend, des actions pacifistes paralysent le travail des administrations. M. Pachinian insiste sur la non-violence, parle de « *fraternisation* » avec la police, prévient à chaque meeting qu'il désavouera « *tout acte agressif qui jetterait de l'ombre sur [leur] victoire.* »

Le départ de Serge Sarkissian est exigé à chaque meeting. C'est chose faite le 23 avril, à la surprise générale. Il faut un « *candidat du peuple* ». Pour tous, ce ne peut être que Nikol Pachinian. Jamais leader arménien n'a connu cette popularité. « *Ce n'est pas moi qui importe, répète-t-il cependant. C'est vous, le peuple, qui comptez. Je peux disparaître, mourir, être chassé. Vous seuls, désormais, êtes les maîtres de ce pays.* »

Mille questions se posent, bien sûr, sur son programme, qu'il s'est engagé à dévoiler d'ici vingt jours. Il a rassuré la Russie et affirmé que la politique étrangère ne devrait pas changer en substance. L'urgence est intérieure : lancer des élections justes et transparentes, éliminer la corruption gouvernementale, séparer le monde des affaires de la politique, le tout avec une majorité défavorable... Rude défi.

La liesse de la foule, réunie mardi 8 mai sur toutes les grandes places d'Arménie, dit l'espoir énorme suscité par son avènement. « *La marche pacifique de Pachinian l'Arménien et sa révolution de velours sont entrés à jamais dans la grande histoire mondiale des révolutions* », affirme le politologue Hayk Martirosian, les yeux embués de larmes. ■

ANNICK COJEAN

## LE CONTEXTE

### ÉLECTION

Seul candidat en lice, Nikol Pachinian a été élu premier ministre de l'Arménie par une majorité de 59 députés, mardi 8 mai, alors qu'il avait besoin de 53 voix pour être désigné. Il s'agissait du deuxième vote du Parlement sur sa candidature. Ses adversaires du Parti républicain au pouvoir, disposant de 58 sièges sur 105, avaient fait bloc contre lui le 1<sup>er</sup> mai.

### VOLTE-FACE

Les Républicains ont cette fois décidé d'assurer 11 voix à M. Pachinian, au nom de la « *stabilité du pays* », tout en exprimant leur opposition à sa candidature, donnant un premier aperçu des difficultés auxquelles M. Pachinian sera confronté à la tête du gouvernement. Les députés du parti au pouvoir ont fait volte-face afin de maintenir leur contrôle sur le Parlement, qui aurait été automatiquement dissous s'il avait échoué à élire un premier ministre pour la deuxième fois d'affilée.



CULTURES MONDE.

du lundi  
au vendredi  
11H - 11H50  
Florian  
Delorme

franceculture.fr/  
@franceculture

En partenariat avec  
Le Monde



L'esprit d'ouverture.

# Le Congrès américain ausculte la crise des opioïdes

Les élus ont auditionné les fabricants d'antidouleurs qui ont inondé le pays de leurs produits addictifs

WASHINGTON - correspondance

S'ils ne sont pas tous satisfaits des budgets consacrés à la lutte contre la crise sanitaire qui ravage le pays, les élus américains semblent en revanche unanimement déterminés à remonter la chaîne des responsabilités ayant mené à l'explosion du nombre d'overdoses liées aux antidouleurs. Mardi 8 mai, durant trois heures, une commission de la Chambre des représentants a questionné, parfois durement, les dirigeants de cinq des plus grands distributeurs de médicaments du pays, responsables, selon eux, d'avoir fourni durant des années des quantités excessives d'opiacés aux pharmacies de certains Etats. Alors que les plaintes se multiplient à travers le pays contre les fabricants et les distributeurs d'antidouleurs, certains d'entre eux ont déjà dû payer de fortes amendes.

«Aujourd'hui, 115 personnes vont mourir d'une overdose due aux antidouleurs», a relevé en préambule l'un des membres de la commission, Greg Walden, un élu républicain de l'Oregon. En tant que distributeurs, «vous êtes en première ligne dans cette crise», a-t-il ajouté. En 2016, plus de 42 000 personnes ont succombé à une overdose d'opioïdes, en grande partie obtenus sur prescription médicale, une hausse de 28 % par rapport à l'année précédente. Et, selon les experts, l'année 2017 devrait être aussi sombre avec, en outre, une augmentation des morts liées aux opioïdes de synthèse.

**Défense surprenante**  
En colère, frustrés ou incrédules, les élus ont cherché à savoir comment ces entreprises avaient pu livrer, sans se poser de questions, des millions d'opiacés à certains de leurs clients, des pharmacies de communes rurales comptant seulement quelques centaines d'habitants. Les chiffres que la presse américaine et l'enquête des élus ont révélés sont vertigineux.

Ainsi, dans une ville de 1779 habitants de Virginie-Occidentale, l'Etat le plus touché par la crise des opioïdes, une officine a reçu, entre 2006 et 2016, 16,5 millions de pilules d'oxycodone et d'hydrocodone, les médicaments antidouleur les plus répandus aux Etats-Unis. Et l'unique pharmacie d'un

«Aujourd'hui, 115 personnes vont mourir d'une overdose due aux antidouleurs»

GREG WALDEN  
élu républicain de l'Oregon

village de 406 habitants a emmagasiné, entre 2006 et 2007, 9 millions de pilules, dont 76 % fournis par un seul distributeur. Au total, entre 2007 et 2012, la Virginie-Occidentale a reçu l'équivalent de 433 doses d'opiacés par habitant, enfants compris. Or, durant cette période, 1728 personnes sont mortes d'une overdose due à l'un des deux principaux antidouleurs en vente sur le marché. Les médicaments commandés par les médecins ou les pharmacies étaient en partie revendus à des consommateurs n'ayant pas d'ordonnance ou écoulés sur le marché noir.

Face à ces faits «défiant toute logique», selon M. Walden, seul un des dirigeants des entreprises mis sur la sellette, Joseph Mastandrea, de la société Miami-Luken, Inc., a reconnu une responsabilité dans le développement des addictions et la crise actuelle. Les autres se sont contentés de fournir des excuses et ont admis que leurs services auraient sans doute dû intervenir plus tôt pour mettre fin à ces anomalies. John Hammergren, le président de McKesson Corporation – un mastodonte au chiffre d'affaires de 192 milliards de dollars –, a estimé que le système de contrôle de son entreprise n'avait pas été «assez efficace par le passé mais que l'entreprise avait appris de ses erreurs». D'autres ont aussi mis en cause la Drug Enforcement Administration (DEA), chargée de la lutte contre le trafic de stupéfiant et du contrôle de la vente des substances légales réglementées.

Une défense surprenante pour certaines de ces entreprises, qui ont déjà eu maille à partir avec les autorités. Ainsi l'un des plus gros distributeurs, Cardinal Health, dont le représentant a été particulièrement cuisiné par les élus, a payé il y a un peu plus d'un an, une amende de 44 millions de dollars pour ne pas avoir alerté la DEA sur des commandes suspectes d'antidouleurs venant de pharmacies en Floride, dans le Maryland et à



Des dirigeants d'entreprises pharmaceutiques interrogés par le Congrès américain, le 8 mai. ALEX BRANDON/AP

New York. Déjà en 2008, l'entreprise, quinziesme plus grande société du pays, avait dû verser 34 millions de dollars pour les mêmes raisons. Or, depuis les années 1970, la loi fédérale oblige les entreprises pharmaceutiques à signaler aux autorités des cas suspects de commandes venant de médecins, d'hôpitaux ou de pharmacies avant de les honorer. Cette réglementation avait été rappelée par la DEA en 2007 à tous les acteurs du secteur.

**Nouvelles infractions**  
Cela n'a pas empêché de nouvelles infractions. En janvier 2017, l'entreprise McKesson a, quant à elle, réglé une amende record de 150 millions de dollars – l'entreprise avait déjà manqué à ses obligations en 2008 et dû payer 13 millions de dollars. En 2016, le procureur de Virginie-Occidentale a aussi contraint Miami-Luken à payer une amende de 2,5 millions de dollars pour avoir omis de détecter, de signaler et d'arrêter le flot de commandes suspectes d'antidouleurs venues de pharmacies de cet Etat. Tous les responsables mis en

**Entre 2007 et 2012, la Virginie-Occidentale a reçu l'équivalent de 433 doses d'opiacés par habitant**

cause ont fait valoir les progrès réalisés ces dernières années dans leurs moyens de contrôle et de suivi, sans toujours convaincre les élus de leur bonne foi.

«Malgré les amendes, vos centres de distribution ont continué sur le même modèle», a lancé l'élu de Virginie au dirigeant de McKesson. Son collègue de Virginie-Occidentale, visiblement très remonté, a persifflé: «Des gens sont morts à cause du manque d'attention de vos algorithmes. J'espère que vous avez honte.» Pour une élue de Floride, seuls «les profits» attendus expliquent que les entreprises n'aient pas réagi, «alors que l'épidémie ravageait déjà le pays».

Signe de la prise de conscience de ces manquements, le procureur général des Etats-Unis, Jeff Sessions, a récemment lancé une enquête sur 80 millions de transactions liées aux opioïdes. Début avril, 28 pharmaciens et prescripteurs ont été arrêtés. Dans un entretien au *Washington Post*, le 1<sup>er</sup> mai, M. Sessions a accusé les distributeurs de médicaments d'avoir «profité de ce tort fait aux Américains» et leur a assuré: «Je ne verserai pas de larmes si vous faites moins de profits.»

Ce contexte n'est pas sans rappeler les procédures menées dans les années 1990 contre les fabricants de tabac, qui avaient nié le caractère addictif de la cigarette. En 1999, l'industrie avait signé un accord l'obligeant à payer 200 milliards de dollars sur vingt-cinq ans, pour permettre aux Etats qui avaient porté plainte de régler les frais de santé liés à la consommation de tabac. Les premiers procès liés aux plaintes déposées par des Etats, des comtés ou des villes contre des fabricants d'antidouleurs devraient se tenir en 2019. ■

STÉPHANIE LE BARS

## LES CHIFFRES

**183 000**  
morts de surdose aux Etats-Unis entre 1995 et 2015

Le nombre annuel de morts par overdoses a été multiplié par quatre en vingt ans. Cette hausse est largement liée à celle de la consommation d'opioïdes vendus sur prescription médicale. En 2016, officiellement, 42 000 décès ont été recensés, un chiffre qui ne comprend pas les morts par surdose causées par des produits opiacés obtenus illégalement par des patients devenus dépendants.

**207 MILLIONS**  
Nombre d'ordonnances délivrées en 2013 aux Etats-Unis

Selon une étude de l'Institut national sur l'abus de drogues, près de 207 millions d'ordonnances pour des antidouleurs ont été délivrées en 2013, contre 76 millions près de vingt ans plus tôt.

# Les énergies renouvelables passent le cap des 10 millions d'emplois

La Chine domine un secteur tiré par la croissance du solaire photovoltaïque. Pour sa part, la France recrute trois fois moins que l'Allemagne

Alors que les énergies «vertes» peinent à trouver leur place dans le paysage français, les indicateurs restent au beau fixe pour ce secteur à l'échelle planétaire. Pour la première fois, le cap des 10 millions d'emplois a été franchi en 2017, selon le décompte publié mardi 8 mai par l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (Irena). Toutes filières confondues, le total s'établit à 10,34 millions, soit un bond de plus de 500 000 en un an. Par rapport à 2012, la progression est considérable puisqu'elle atteint 45 %.

«Les énergies renouvelables sont devenues un pilier d'une croissance économique faiblement carbonée partout dans le monde», selon Adnan Z. Amin, directeur général de l'Irena, qui met en avant «les avantages économiques, sociaux et environnementaux de ces énergies».

Les forces vives sont toutefois très inégalement réparties. L'Asie en concentre 60 %, dont près de 40 % chez le géant chinois, tandis

que l'Inde, malgré son développement dans le solaire, ne pèse encore que pour à peine 4 % du total. Le dynamisme du continent asiatique s'explique bien sûr par la taille de son marché intérieur, mais aussi, souligne l'étude, par les politiques de soutien public mises en place. Les deux autres poids lourds sont le Brésil et les Etats-Unis, avec respectivement 893 000 et 786 000 emplois.

Considérée dans son ensemble, l'Europe occupe une place significative, avec 1,2 million d'emplois. Elle le doit pour beaucoup à l'Allemagne, qui représente plus du quart de ce potentiel, loin devant le Royaume-Uni et la France. Celle-ci ne totalise que 107 000 postes dans les renouvelables, soit seulement 1 % du score mondial.

**Une bascule**  
Enfin, l'Afrique, bien que sous-représentée, figure désormais dans le recensement de l'Irena, où elle n'apparaissait pas avant 2016. Un essor timide qui reste

**Les carburants issus de l'agriculture emploient 1,9 million de personnes, dont 41 % au Brésil**

surtout le fait de l'Afrique du Sud, où sont localisés près de 60 % des 76 000 emplois du continent.

Toutes les filières n'affichent pas non plus le même niveau de développement. Le solaire photovoltaïque, qui a enregistré un volume record de nouvelles installations en 2017 (94 gigawatts de capacités supplémentaires, contre 73 gigawatts en 2016), demeure l'industrie la plus pourvoyeuse d'emplois: 3,36 millions, soit près du tiers du total. C'est dans cette activité que la Chine affirme le plus sa supré-

matie, avec pas moins de 65 % des effectifs mondiaux.

Loin derrière arrivent les agro-carburants, avec 1,9 million d'emplois, dont 41 % pour le Brésil qui en est le premier producteur. Les grands barrages hydrauliques (1,5 million d'emplois majoritairement en Chine, en Inde et au Brésil) se classent en troisième position. L'éolien complète le tableau de tête, avec 1,1 million d'emplois: un résultat en très légère baisse par rapport à 2016, du fait du peu de nouvelles installations (46 gigawatts) l'an passé. Là encore, la Chine est aux avant-postes, avec 44 % du total des salariés.

Selon l'Irena, ces résultats globaux montrent que «la décarbonation du système énergétique peut faire croître l'économie mondiale et créer jusqu'à 28 millions d'emplois d'ici à 2050». Dans sa feuille de route pour 2050, publiée mi-avril, l'organisation intergouvernementale, qui fédère 155 Etats et l'Union européenne, estime qu'en réorientant les in-

vestissements énergétiques du secteur fossile vers les ressources renouvelables, celles-ci pourraient, au milieu du siècle, couvrir les deux tiers des besoins mondiaux, contre 18 % aujourd'hui.

Une telle bascule, associée à une meilleure efficacité énergétique, est indispensable, ajoute l'agence, pour réduire drastique-

ment les émissions de gaz à effet de serre du secteur de l'énergie. Et conserver ainsi une chance de contenir le réchauffement climatique sous la barre des 2 °C, comme le prévoit l'accord de Paris scellé lors de la COP21. Malgré les bons chiffres des emplois verts, on en est encore loin. ■

PIERRE LE HIR

**OSP** CESSION - FUSION - ACQUISITION - PARTENARIAT  
01.49.04.01.85 - annonces@osp.fr

**APPEL D'OFFRES DE PARTENARIAT / REPRISE**

Toute personne intéressée par la mise en œuvre d'un partenariat ou la reprise d'une association gestionnaire de 3 crèches sises à Marseille, revenues au 31/12/2017 : 3 090 422.00€ - Effectif : 69 salariés est priée de se manifester dans les meilleurs délais auprès de l'Administrateur Judiciaire :  
Me Frédéric AVAZERI - SCP DOUHAIRE-AVAZERI-BONEITO  
23/29 rue Haxo - 13001 MARSEILLE

aux fins d'obtenir, contre signature d'une lettre de confidentialité à récupérer sur le site [www.ajilink.fr](http://www.ajilink.fr), les codes d'accès à la dataroom électronique. Les propositions de partenariat / offres de reprise devront être déposées en l'étude de l'Administrateur Judiciaire au plus tard le :  
**vendredi 15 juin 2018 à 18h00**



Marwan Muhammad devant le Conseil d'Etat, à Paris en août 2016. ALAIN GUILHOT/DIVERGENCES

# Une enquête pour organiser le culte musulman

L'ancien responsable du CCIF Marwan Muhammad veut que les musulmans prennent « leur destin en main »

Un nouvel acteur fait son entrée sur la scène complexe de l'organisation du culte musulman. Marwan Muhammad, l'ancien directeur exécutif du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), annonce, dans une tribune publiée par *Le Monde*, son intention d'organiser prochainement une consultation des musulmans pour connaître leurs souhaits en la matière.

Avec quelles institutions, pour quelles missions et par quelles personnalités souhaitent-ils que les affaires cultuelles de l'islam soient réglées à l'avenir sur le plan national? Il est temps pour les musulmans de « prendre leur destin en main », écrit le militant associatif, et de choisir eux-mêmes leur mode d'organisation.

Pour les interroger, un site Internet baptisé Consultationdesmusulmans.fr a été créé. Ceux qui le souhaitent pourront répondre de façon anonyme à un questionnaire portant sur le Conseil français du culte musulman (CFCM), l'actuelle instance de représentation du culte, sur le rôle de l'Etat et sur celui des Etats d'origine (Algérie, Maroc, Turquie essentiellement). D'autres questions interrogent sur les « personnes » par lesquelles les répondants se sentent « représentés » et les associations dont ils apprécient le travail, religieux ou non.

## Nouvelles institutions

La consultation, qui se fera aussi sur le terrain, durera « idéalement jusqu'à la fin juin », c'est-à-dire en grande partie pendant le mois du ramadan, qui commencera mi-mai. « C'est un bon temps pour interroger les gens, pour participer à des activités », explique Marwan Muhammad. Une bonne trentaine de mosquées, notamment indépendantes, sont déjà prêtes à organiser en leur sein la consultation.

Un travail de synthèse des réponses – certaines questions sont

**Pour nombre d'acteurs musulmans, l'organisation actuelle serait marquée par une intrusion induite de l'Etat**

ouvertes et nécessiteront un traitement non automatisé – sera ensuite mené d'ici la rentrée. Comme gage du sérieux de cette étude, l'initiateur du projet voudrait faire « certifier » les résultats du questionnaire par un huissier, en sollicitant au besoin des financements d'entreprises.

Et après? Pour que puisse être envisagée une seconde étape, à savoir la définition de nouvelles institutions pour gérer les affaires du culte musulman, il faudrait d'abord que la participation à cette « consultation » soit suffisamment importante pour traduire une véritable attente parmi ceux qui se reconnaissent de confession musulmane. Il faudrait aussi que s'impliquent et trouvent leur place des acteurs suffisamment variés, pouvant se prévaloir d'une expertise (religieuse, financière, juridique) et d'une légitimité de terrain, et que différents courants religieux acceptent de travailler ensemble, ce qui est loin d'aller de soi.

Quelle serait la place de l'ancien directeur du CCIF dans cette éventuelle perspective? « Aucune, assure-t-il. Je peux initier la démarche, jouer le rapporteur, le conciliateur, mais je n'ai pas envie d'occuper la moindre responsabilité dans cette organisation si celle-ci se fait. »

C'est la première fois qu'un acteur de la « société civile », du monde associatif musulman, s'empare de la question de l'organisation culturelle. Pourtant, de-

puis des années, les critiques ne manquent pas sur le dispositif existant aujourd'hui, fruit des efforts de plusieurs gouvernements successifs et qui a pris corps lors de la création du CFCM, en 2003.

Pour de nombreux acteurs musulmans, l'organisation actuelle serait marquée par une intrusion induite de l'Etat dans les affaires de la seconde religion en France, mais aussi par celle des Etats dont sont originaires une bonne partie de leurs familles, à qui l'Etat français continuerait de réserver un rôle aujourd'hui en déphasage avec les générations de musulmans nés et éduqués en France. Pour autant, les récriminations n'ont jamais débouché sur une action.

Alors pourquoi maintenant? « D'abord parce qu'il y a un nouveau président et qu'on constate qu'il n'a pas une approche nouvelle », explique Marwan Muhammad. Il y a aussi une maturation dans les communautés musulmanes où ces critiques sont omniprésentes, et où des cadres associatifs sont aujourd'hui présents et mobilisables. »

Sans doute aussi un effet de générations, les responsables des grandes fédérations n'ayant pas su faire suffisamment de place aux jeunes, pas plus d'ailleurs qu'aux femmes. « Enfin, ajoute le militant associatif, après les questions liées à la laïcité et à la sécurité, une nouvelle période de mise en cause des musulmans s'est ouverte, notamment sous l'accusation d'antisémitisme. Tout cela a créé des conditions d'opportunité. »

**Pesanteurs**  
Les nombreux clivages, notamment religieux, et les rivalités qui traversent les communautés musulmanes à travers les grandes fédérations qui trulent le pouvoir au CFCM, paralysaient aussi, jusque-là, l'émergence d'une telle initiative. Le profil de Marwan Muhammad lui permet de s'emanciper en partie de ces pesanteurs. Son activité militante n'en faisait

pas directement un acteur du champ religieux, mais elle lui a malgré tout apporté une bonne connaissance de ses cadres. A la tête du CCIF, il a toujours veillé à ne critiquer aucune tendance de l'islam – ce qui lui est d'ailleurs reproché par ceux qui voient dans son combat anti-islamophobie le faux nez d'un islam politique et conservateur. Enfin, dans le monde associatif, l'action du CCIF, qui a contribué à imposer le concept d'islamophobie, a fait de son ancien chef l'une des figures les plus visibles du militantisme musulman.

Les pesanteurs et les clivages ne risquent-ils pas malgré tout d'étouffer son initiative? Sans l'exclure, Marwan Muhammad observe cependant que les cadres de l'islam ne peuvent ignorer la « réalité du terrain »: « Dans les mosquées, les quartiers, les familles, des gens ayant des options différentes vivent ensemble. Les citoyens lambda, dont les trois quarts ne sont pas impliqués dans les mosquées ou la vie culturelle, vivent en-

semble. » Il en déduit qu'il doit aussi être possible de coexister au sein d'une structure nationale commune.

Cette initiative intervient à un moment particulier. Emmanuel Macron prépare des propositions visant à réformer l'organisation actuelle du culte musulman, pour répondre notamment aux questions toujours en suspens du financement de la construction de mosquées et des imams ainsi que de la formation de ces derniers.

De son côté, la direction du CFCM prépare elle aussi un projet de réorganisation, censé aboutir avant les nouvelles élections internes, qui auront lieu dans les mosquées en juin 2019. Les précédentes avaient tourné à la farce, un accord entre fédérations ayant, avant même le scrutin, dessiné la future direction. Le CFCM y avait un peu plus perdu de son crédit. Les plus lucides de ses dirigeants ont bien conscience que, sans réforme, son avenir apparaît problématique. ■

CÉCILE CHAMBRAUD

## Une personnalité centrale, mais qui divise

**DEPUIS QU'IL A QUITTÉ** la direction du collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), en octobre 2017, il scie, usine, assemble, cheville, polit. Lorsqu'il ne donne pas des formations « d'autodéfense intellectuelle » à de jeunes militants associatifs aux quatre coins de la France, Marwan Muhammad s'initie à l'art de la menuiserie. Tenons et mortaises n'auront bientôt plus de secret pour lui. Une façon comme une autre de se recentrer, après dix-huit mois passés à la tête du CCIF comme directeur exécutif. Dix-huit mois tendus, marqués par des controverses – notamment autour des arrêtés municipaux antiburkini. Avec l'annonce de cette « consultation des musulmans », le répit actuel pourrait cependant être de courte durée.

A 39 ans, Marwan Muhammad est une personnalité centrale mais aussi clivante du militantisme issu de l'immigration. De nombreux musulmans lui sont reconnais-

sants de défendre leur image, qu'ils estiment salie, dans le débat public, par des soupçons sur les thèmes de la radicalité religieuse et de la laïcité. Ses détracteurs, eux, l'accusent de nourrir la méfiance entre la République et les musulmans et d'être un contrebandier d'un islam politique.

## « Musulman lambda »

Porte-parole (2010-2014) puis directeur exécutif (2016-2017) du CCIF, il a efficacement fait décoller les adhésions à cette association fondée en 2003, à l'époque de la discussion de la loi contre le voile à l'école. Il a bénéficié pour cela de la décision du Conseil d'Etat, saisi par la Ligue des droits de l'homme et le CCIF, de suspendre l'arrêt antiburkini pris par le maire de Ville-neuve-Loubet (Alpes-Maritimes), à l'été 2016. S'il a quitté la direction du CCIF, il ne s'est pas pour autant tenu à l'écart de l'actualité des derniers mois. En février, il a co-

signé une tribune intitulée « Pour une justice impartiale et égalitaire » en faveur de Tariq Ramadan, mis en examen pour viols, avant de se tenir par la suite à l'écart de la campagne de soutien à l'islamologue. En avril, il a publié sur *Mediapart* une réponse indignée au « Manifeste contre le nouvel antisémitisme » qui dénonçait l'existence d'un « antisémitisme musulman », qualifiant ce texte de « raciste ».

Aujourd'hui, c'est en « musulman lambda » qu'il propose de mettre ses qualités d'organisateur et son épais carnet d'adresses au service de la régulation du culte musulman. Il y a peu de chance pour que cela se fasse sans difficultés. Pour tenter d'entraîner et d'assembler les pièces éparses de l'islam de France, il pourra puiser dans ses compétences nouvelles de menuisier. Encore une affaire de tenons et de mortaises, en somme. ■

cé. c.



# Plongée dans le millefeuille de la fiscalité locale

## Afin de compenser la taxe d'habitation pour les collectivités, le gouvernement doit toucher à l'équilibre du système

La fiscalité locale est un maquis quasi inextricable que seuls quelques – rares – spécialistes parviennent à déchiffrer. Chargés par le premier ministre d'une mission sur la refonte de la fiscalité, le sénateur (LRM) du Val-d'Oise Alain Richard et l'ex-préfet Dominique Bur, ancien directeur général des collectivités locales, devaient remettre leur rapport mercredi 9 mai. Le dispositif retenu pour remplacer la taxe d'habitation, dont la suppression intégrale a été annoncée pour 2020, est évidemment au centre des attentions. Mais quand on touche à un élément de cet écheveau complexe, c'est tout l'édifice qui est atteint. Aussi importe-t-il d'en identifier les différentes composantes. C'est ce qu'a fait le Conseil économique, social et environnemental (CESE) dans un avis adopté le 10 avril.

**Les ressources** En 2016, les ressources globales des collectivités territoriales se sont élevées à 230 milliards d'euros. Sur ce total, les impôts locaux en représentent un peu plus d'un tiers (36 %), les autres impôts et taxes, 20 %, les tarifs publics et les redevances, 12 %. Les concours de l'Etat interviennent pour un peu moins d'un quart (24 %). Ainsi, entre 2012 et 2016, malgré la baisse des concours financiers de l'Etat, notamment de la dotation globale de fonctionnement (DGF), les ressources des collectivités ont continué à progresser légèrement de 0,5 % par an, du fait de l'augmentation des impôts locaux et autres impôts et taxes à un rythme annuel supérieur à 3 %. Si la situation financière globale des collectivités s'est améliorée dans la période récente, avec des résultats positifs de 1,1 milliard d'euros en 2015 et de 4,1 milliards en 2016, cela s'est fait au prix d'une baisse sensible des investissements. Entre 2005 et 2016, la part des investissements dans les dépenses des collectivités a régressé de 27 % à 21 %, en particulier pour les départements, où le poids de l'investissement est passé de 22 % à 14 %.

**Les impôts et taxes** Les impôts locaux reposent sur les trois taxes ménages (taxe d'habitation, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe foncière sur les propriétés non bâties) et les impôts dits « économiques » acquittés par les entreprises. En 2016, l'ensemble de ces impôts a rapporté 81 milliards d'euros, dont 55 milliards pour les trois taxes ménages.

Toutefois, ces « grands » impôts locaux ne représentent qu'une partie du millefeuille fiscal des collectivités. S'y ajoute une myriade d'autres recettes fiscales, pour un rapport total de 52 milliards. Les impôts locaux au sens strict représentent 21 % des ressources des régions, 33 % de celles des départements et 50 % pour le bloc communal. Tandis que les autres impôts et taxes pèsent pour 44 % des ressources des régions, 36 % dans les départements et 23 % pour le bloc communal.

A cette multitude de taxes et contributions se greffe un autre élément de complexité : les dégrèvements et compensations d'exonération, qui s'élevaient en 2016 à 12,9 milliards d'euros, dont 11,2 milliards pour les seuls dégrèvements. Ils représentent 13,6 % de l'ensemble des transferts financiers de l'Etat aux collectivités

**Le système actuel ne répond que très imparfaitement à la montée en puissance des régions et des intercommunalités**

et 16 % du produit des taxes ménages et des impôts économiques.

Enfin, un autre élément entre en ligne de compte dans l'attribution des ressources des collectivités : la péréquation, dans laquelle il faut distinguer la péréquation « verticale » – c'est-à-dire la modulation des dotations versées par l'Etat en fonction de divers critères – et la péréquation « horizontale », qui consiste à prélever une fraction des ressources des collectivités les plus riches pour les reverser aux plus défavorisées. Il existe au total 16 fonds de péréquation, chacun ayant ses propres règles. En 2016, le montant total des sommes versées au titre de la péréquation verticale s'élevait à 7,6 milliards d'euros et à 3,2 milliards pour la péréquation horizontale.

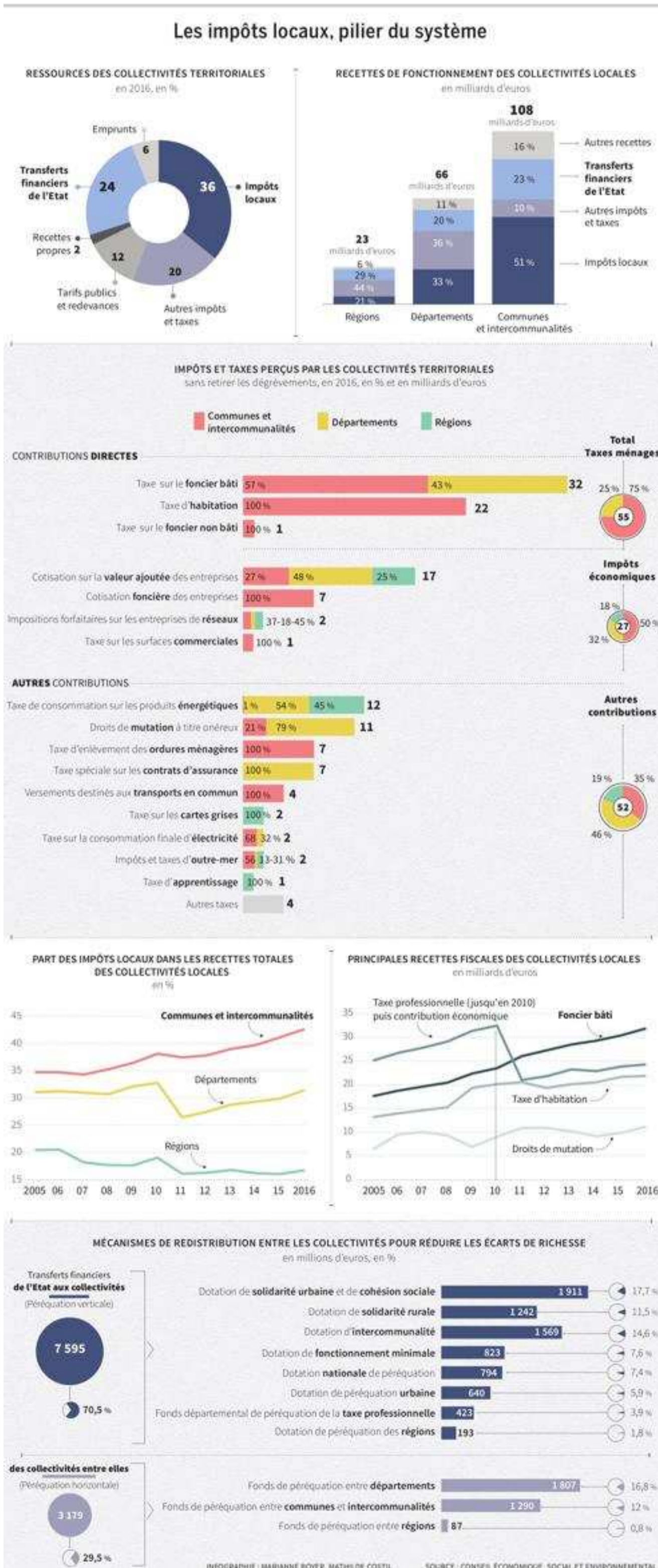
La fiscalité locale des entreprises est tout aussi complexe. Elle est composée de quelques grands impôts (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, cotisation foncière des entreprises, imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux, taxes sur les surfaces commerciales) et d'une multiplicité de petites taxes au rendement faible. En 2016, la part des impôts et taxes qu'elles ont acquittée s'est élevée à 39,3 milliards d'euros (47,2 milliards en incluant le versement transport), soit 48 % de l'ensemble de la fiscalité locale.

**Les compétences** Toucher à l'équilibre des ressources des collectivités territoriales a nécessairement des répercussions sur les moyens dont elles disposent pour exercer leurs compétences. Or, sur le versant des compétences, l'enchevêtrement n'est pas moindre. Les ressources, quant à elles, ne sont pas toujours en adéquation avec l'évolution des compétences. L'exemple le plus caractéristique en est fourni par les départements, qui doivent faire face à l'augmentation du nombre de bénéficiaires des allocations individuelles de solidarité et qui ne disposent d'un pouvoir de taux que sur la taxe sur le foncier bâti et les droits de mutation à titre onéreux, recettes par ailleurs fortement cycliques.

Le système de fiscalité locale actuel, tout le monde en convient, est illisible et inadapté. De plus, il ne répond que très imparfaitement à la réalité qui s'est affirmée au fil des réformes territoriales, à savoir la montée en puissance des régions et des intercommunalités.

Le CESE suggère une réforme radicale où ne subsisteraient que deux échelons chargés de répartir les impôts locaux : « Les intercommunalités se chargeraient de ventiler les ressources auprès des communes, alors que les régions le feraient auprès des départements. » Une autre préconisation consisterait à affecter aux collectivités une part d'impôts nationaux en fonction de leurs compétences. Il s'agirait là d'un véritable changement de paradigme. Peut-être trop ambitieux à ce stade. ■

PATRICK ROGER









A Cannes, le 23 avril. OLIVIER MONGE/MYOP POUR « LE MONDE »

# Daniel Cordier

## « Il faut être optimiste »

Résistant de la première heure, ancien secrétaire de Jean Moulin, marchand d'art éminent et historien reconnu, cette figure de la France libre a connu plusieurs vies et a toujours refusé la fatalité. A 97 ans, alors qu'il met la dernière main à la deuxième partie de ses Mémoires, il revient pour « Le Monde » sur son destin singulier dans un siècle de tumultes

CANNES (ALPES-MARITIMES) - envoyé spécial

Un petit appartement avec vue panoramique sur la baie de Cannes. C'est là, juste au-dessus du square du 8-Mai-1945 – cela ne s'invente pas –, que Daniel Cordier s'est installé il y a quelques années, après avoir quitté son appartement parisien du Palais-Royal. A 97 ans, celui qui fut l'un des tout premiers à rallier la France libre du général de Gaulle, à Londres, en juin 1940, est resté d'une humilité déconcertante. « Si vous trouvez que ce que je vous ai dit n'a pas d'intérêt, vous le mettez à la poubelle, je ne vous en voudrai pas. Surtout, sentez-vous libre ! », a prévenu, après notre entretien, l'ancien secrétaire de Jean Moulin – entre juillet 1942 et juin 1943.

Se définissant comme un « vieux monsieur très très heureux », Daniel Cordier porte aujourd'hui un regard apaisé sur ses « vies successives et si différentes les unes des autres ». Celle du jeune militant maurassien, monarchiste et antisémite, d'avant 1940. Celle du « Français libre » – il préfère ce terme à celui de « résistant », pour bien marquer sa distance avec les mouvements de la Résistance intérieure pour lesquels il n'a pas grande considération –, parti à 19 ans pour « tuer du boche ». Celle de marchand d'art et de galeriste, qui l'occupa pendant plus de trente ans. Celle, enfin, de l'historien qu'il est devenu « par hasard et par accident » autour de la soixantaine, afin de





# Mémoires plurielles des crimes maoïstes

Le cinéaste chinois Wang Bing filme les rescapés des camps communistes

LES ÂMES MORTES

SÉLECTION OFFICIELLE  
Hors compétition

**P**ardon, mais il faudra surseoir, en ce premier jour ouvré du calendrier cannois, à l'injonction du glamour.

Le premier grand événement de cette édition 2018, projeté ce mercredi 9 mai à 10 heures du matin dans la modeste jauge de la «salle du soixantième», est un documentaire chinois de huit heures, consacré aux victimes des purges maoïstes. Film d'une âpreté totale, minéral comme le sable du désert, intensément focalisé sur la parole des survivants, dépourvu de la moindre fioriture esthétique, et pourtant film de feu et de dévotion, geste de courage et de défi, inscription inédite par son ampleur de la tragédie du peuple chinois sous le joug communiste.

Auteur en 2000 d'une des plus grandes œuvres du siècle qui se levait – le non moins monumental *A l'ouest des rails*, consacré au démantèlement d'un complexe industriel dans le nord de la Chine –, Wang Bing, réalisateur quasi clandestin dans son propre pays, ne dément pas avec ce nouveau film sa réputation d'exceptionnel documentariste. *Les Ames mortes* est le troisième volet d'une obsession historique et filmique inaugurée pour le cinéaste en 2004, à la lecture d'un ouvrage de Yang Xianhui (*Le Chant des martyrs. Dans les camps de la Chine de Mao, Balland, 2010*), fictionnalisation des récits de survivants de Jianbiangou, complexe concentrationnaire du désert de Gobi, situé dans la région de Gansu.

Parti à son tour à la recherche des survivants, Wang Bing les a longuement filmés entre 2005 et 2017, accumulant six cents heures de rushes dans des périples rendus improbables par l'absence de moyens, et dont le récit à lui seul pourrait passer pour épique. Il s'en est suivi un premier documentaire, intitulé *Fengming, histoire d'une femme chinoise* (2007), puis une fiction,

*Le Fossé* (2010), aujourd'hui enfin, *Les Ames mortes*, dont la production a été rendue possible par la société française Les Films d'ici. La séquence historique dans laquelle s'inscrit le film est celle du Grand Bond en avant (1958-1962), un processus économique et politique qui se solde par des millions de victimes. Le film circonscrit son propos au complexe de Jianbiangou, où trois mille deux cents «droitiers» sont envoyés censément pour se rééduquer, en réalité pour y mourir d'inanition.

**Des paroles terrifiantes**

Cinq cents d'entre eux survivent en 1961, mais demeurent objets de persécution jusqu'à la mort du Grand Timonier en 1978. Une quinzaine de survivants témoignent aujourd'hui dans le film. Les paroles de ces hommes et de ces femmes sont terrifiantes. Elles disent la faim torturante, la dysenterie et l'anémie, l'animalisation et la chosification, l'infestation par les poux, le cannibalisme, la solitude et le désespoir les plus absolus. Elles disent, aussi bien, le mépris souverain de la dignité et de la vie des hommes, l'indifférence féroce à leurs souffrances. Elles stigmatisent enfin l'ineptie ubuesque en même temps que l'insigne perversité du régime responsable de cette atrocité.

En cela beaucoup de ces témoignages se recoupent, décrivant un même processus d'exclusion. Encouragés à critiquer le Parti durant la libéralisation de la «campagne des cent fleurs» (1957), ces hommes et ces femmes – des intellectuels et des enseignants dans leur majorité – se retrouvent quelques mois plus tard pris dans la nasse de la persécution anti-droitière lors du retour de bâton du Grand Bond en avant. Une parole un tant soit peu critique, voire nulle parole mais leur simple statut ou un rapport difficile avec le secrétaire de la cellule du quartier leur vaut une déportation d'autant plus assurée que chaque cellule a des quotas de dénonciation à satisfaire. Beaucoup partent au camp avec la volonté sincère de se rééduquer. Tous,

**Wang Bing, à Cannes, le 8 mai.**

STEPHAN VANFLETEREN POUR «LE MONDE»



aujourd'hui, disent n'avoir jamais compris de quoi on les accusait. Un ancien cadre du camp, lui seul, accablé et lucide, ose le premier et dernier mot de ce mystère: «Ils voulaient leur mort (...) l'agriculture, c'était du fottage de gueule, les terres étaient stériles.»

Au-delà de Jianbiangou, au-delà de ses ossements encore ostensibles que Wang Bing filme longuement entre deux entretiens, rien ne devrait interdire de penser que *Les Ames mortes* vaut aussi pour les millions de victimes, non recensées, de la violence d'Etat en Chine, qui s'exerce sous diverses appellations, depuis les exécutions de masse des «contre-révolutionnaires» lors de l'avènement de la République populaire jusqu'au massacre de Tiananmen en 1989, en passant par la sinistre Révolution culturelle. On pourrait être tenté, à ce titre, de com-

**La séquence historique dans laquelle s'inscrit le film est celle du Grand Bond en avant (1958-1962)**

parer *Les Ames mortes* au Shoah de Claude Lanzmann. Même obsession à recueillir la parole des survivants, même souci d'évoquer les morts par l'entremise de ceux qui les virent mourir. Même démiurgie du film qui fonde dans l'Histoire un événement insu et enfoui en même temps qu'il en écrit le tombeau. Mais les deux œuvres, aussi bien, divergent. Wang Bing s'attache moins à la pédagogie minutieuse d'un processus de mise à mort et à la construction d'un récit qu'à la pure exaltation de la parole des survivants et au miracle industriel de leur survie, opération d'autant plus émouvante que les témoins de son film, âgés et affaiblis, filmés longuement dans ce que l'on pressent être leur dernière demeure, rejoignent au moment où ils parlent la mort à laquelle ils ont miraculeusement échappé.

La répétition possiblement fastidieuse de ces témoignages est pourtant cela même qui transcende le film et définit son registre, qui n'est autre que celui de la prière, plus précisément de la litanie dans sa dimension mélancolique et incantatoire. C'est à la version laïque de Paul Eluard qu'on sera pourtant tenté de rapprocher ce plus téméraire d'entre les films de fantômes chinois. *Liberté*, illustre poème écrit clandestinement sous l'Occupation, qui célèbre tout ensemble les vertus de l'anaphore et de l'aspiration à la délivrance: «Sur toutes les pages lues, sur toutes les pages blanches, pierre sang papier ou cendre, j'écris ton nom.» ■

JACQUES MANDELBAUM

Documentaire chinois de Wang Bing (8h16).

Sortie en salle le 24 octobre.

## Sur le visage de Cate Blanchett, un sourire de reine mère...

Pour cette 71<sup>e</sup> édition du Festival de Cannes, l'actrice australienne préside un jury majoritairement féminin

**U**ne hôtesse enlève ses talons, suivie d'une autre. Elles ne peuvent pas s'asseoir dans le Grand Théâtre Lumière et vont rester debout, près de la sortie, pendant toute la cérémonie d'ouverture du Festival de Cannes. Une comédienne se cale contre le mur à côté d'elles: elle s'est incrustée sans carton d'invitation en se collant derrière le cinéaste Martin Scorsese... Mardi 8 mai, vers 19 heures, la montée des marches de la 71<sup>e</sup> édition

cannoise s'achève, fidèle à elle-même. Elle a paru toujours très longue malgré l'absence de selfies, désormais interdits.

Mais c'est ailleurs que l'on guette le vrai changement: huit mois après le scandale de l'affaire Weinstein, du nom du producteur américain accusé d'agressions sexuelles par de nombreuses actrices, le Festival ne peut plus tout à fait être le même. Cannes n'était-il pas le «terrain de jeu» d'Harvey Weinstein, comme l'a souligné un journa-

liste du *Guardian*, dans un article paru le 4 mai? Edouard Baer, animateur en chef de la soirée, se contente d'une petite allusion. Evoquant les carrières au cinéma, l'acteur distingue «ceux qui ont couché, ceux qui ont refusé de coucher» ou «ceux qui ont couché avec la mauvaise personne».

Les VIP sont prévenus: avec leur badge d'accréditation, ils reçoivent un fac-similé de billet d'entrée, orné d'un nœud papillon et de cet avertissement:

«Comportement correct exigé. Ne gâchons pas la fête, stop au harcèlement.» Suit le numéro de la hotline pour «toute victime ou témoin de violences sexistes ou sexuelles».

Le délégué général du Festival, Thierry Frémaux, avait déjà annoncé, le 7 mai, sur France Inter, une montée des marches 100% féminine pour le samedi 12 mai. Et, pour la première fois, lors de la cérémonie d'ouverture, le «patron» du Festival est venu présenter lui-même le jury de la

71<sup>e</sup> édition, paritaire et divers. Cinq femmes et quatre hommes venant des cinq continents: l'acteur taïwanais Chang Chen, la chanteuse burundaise Khadja Nin, le réalisateur russe Andreï Zviagintsev, etc.

Puis vint le tour de la présidente du jury, Cate Blanchett. Est-ce parce que sa réputation de féministe est faite? Ou parce qu'elle a tout récemment dévoilé dans *Variety* que Weinstein l'avait harcelée, elle aussi? «Comme la plupart des prédateurs, il s'attaquait

principalement aux gens vulnérables», a-t-elle déclaré. Toujours est-il que l'actrice australienne, bientôt 49 ans et l'une des mieux payées du monde, n'a rien dit sur les femmes. Mais quelque chose se lisait sur son visage: sur la scène du Grand Théâtre Lumière, elle avait ce sourire de reine mère veillant sur son royaume, alors qu'elle déclarait ouverte la 71<sup>e</sup> édition aux côtés de Martin Scorsese. Qu'elle dépassait d'une tête. ■

CLARISSE FABRE

# L'hiver forcé de Kirill Serebrennikov

Assigné à résidence, le metteur en scène et cinéaste russe est en compétition avec son film « Leto »

## PORTRAIT

MOSCOU - correspondante

Absent à Cannes, invisible à Moscou. Arrêté une nuit d'août 2017 à Saint-Pétersbourg en plein tournage de son film *Leto* («l'été»), Kirill Serebrennikov n'assistera pas à l'entrée en compétition sur la Croisette, mercredi 9 mai, de ce long-métrage consacré au chanteur rock Viktor Tsoi, figure underground des temps soviétiques crépusculaires. Depuis neuf mois, le metteur en scène et cinéaste russe, accusé de détournements de fonds publics, vit reclus dans son petit appartement moscovite, en résidence surveillée. Ses amis soupirent, son public se désole. C'est un « maître » de la scène russe, disent-ils, que l'on contraint à jouer dans une mauvaise pièce.

Une farce qui éreinte cet artiste de 48 ans à l'énergie redoutable, muselé par un procès à l'issue incertaine, malgré ses plaidoyers d'innocence. « Je n'ai commis aucun crime », répète-t-il à

chacune de ses audiences au tribunal, visage tendu derrière des lunettes sombres.

Il est si facile, en Russie, de poursuivre n'importe quel dirigeant artistique, dépendant comme tout un chacun, ici, des subsides de l'Etat... La preuve en est : hormis des témoignages de solidarité, aucune révolte n'a éclaté. Et, comme si de rien n'était, le ministre de la culture a envoyé un Tweet, le 8 mai, pour souhaiter « bonne chance » aux deux films russes présentés en compétition à Cannes, qui n'en avait plus accueilli depuis 2007. Dont *Leto*.

### Un jeune homme de Rostov

« Le théâtre russe a été toujours un monument, une cathédrale, et aujourd'hui on peut jouer, faire des expériences, mais, si vous allez trop loin, on vous met dans la "chambre des enfants", au coin... », dit doucement Alla Demidova. A 81 ans, l'actrice, connue et respectée en Russie, est aussi la « marraine » de Serebrennikov, fière d'exposer chez elle tous les objets qu'il lui rapportait de ses voyages

à l'étranger, comme ce collier africain de perles noires.

« A la fin des années 1990, narrette-elle avec une diction impeccable, je jouais chez Ariane Mnouchkine, à Paris, avec Vassiliev [Anatoli, fondateur du Théâtre-Ecole d'art dramatique de Moscou], quand il m'a tendu les cassettes des spectacles d'un jeune homme de Rostov. C'était... une vision

inhabituelle du théâtre. » Une série pour la télévision sur *Les Al-lées sombres*, d'Ivan Bounine [écrivain et Prix Nobel de littérature en 1933], achève de convaincre Alla Demidova : l'inconnu a du talent. « Lorsque Bob Wilson [metteur en scène américain] m'a proposé de travailler sur *Le Journal d'un fou*, de Gogol, j'ai appelé à Rostov. Au nom de Bob, Kirill m'a tout de suite répondu : "J'arrive." Il parle l'anglais, il lui a montré *Moscou, la statue de Gogol*. Finalement, le projet ne s'est pas réalisé, mais Kirill est resté. »

Rien ne prédisposait ce fils unique diplômé en sciences physiques, né en septembre 1969 à Rostov-sur-le-Don, tout près de la frontière avec l'Ukraine, d'un père urologue réputé et d'une mère ukrainienne enseignante de russe, à se passionner pour la mise en scène ; rien si ce n'est peut-être ce grand-père maternel réalisateur de documentaires et grand amateur de cinéma. Et, très vite, Kirill Serebrennikov est parvenu à se faire un nom dans un Moscou où le théâtre, avec ses 211 salles et ses 150 troupes, est bien davantage qu'un art, une institution.

Il devient l'assistant du directeur artistique du MKhAT, le Moskovski Khoudojestvenni Teatr, fondé au XIX<sup>e</sup> siècle par le maître Konstantine Stanislavski, dirige sa propre troupe, le 7<sup>e</sup> Studio, enchaîne séries télévisées et films, s'inspire du théâtre pour faire du cinéma, ou le contraire, et prend les rênes du vieux théâtre Gogol, qu'il transforme en centre moderne. Ce touche-à-tout, passionné de lecture et de culture, en fait un lieu où les jeunes et la société huppée se côtoient, un endroit convivial où l'on peut boire un café, admirer une exposition, consulter un li-

**Accusé de détournements de fonds publics, l'artiste vit reclus depuis neuf mois dans son appartement moscovite**

vre, avant de profiter du spectacle. « Je n'ai jamais vu une telle capacité de travail, s'anime Alla Demidova. Il y a beaucoup de théâtres à Moscou mais, pour moi, en cent ans, seuls trois se sont imposés, *Taganka* avec Loubimov, *Sovremennik* avec Efremov et *Gogol* avec Serebrennikov. »

### « J'engage des kamikazes »

Un bel hommage partagé par la jeune génération. Nikita Koukouchkine, 27 ans, a joué dans plusieurs de ses pièces après avoir suivi ses cours au 7<sup>e</sup> Studio. « Quand il m'a recruté, moi et d'autres, il nous a dit : "J'engage des kamikazes." On a rigolé et puis on a oublié. Ce qui se passe aujourd'hui est une suite logique dans un pays où les réflexes soviétiques n'ont pas encore disparu, bien qu'ils soient à l'agonie », confie l'acteur, en partance pour une tournée à Baden-Baden. « C'est un maître, un enseignant, presque un père, poursuit-il. Avant, le théâtre moderne, avant-gardiste, était plutôt confidentiel. Lui, il organise l'espace, dirige les énergies, rassemble des éléments éparpillés et les restitue. » Kirill Serebrennikov dessine même les costumes de ses pièces. C'est un homme pressé, sans cesse sous pression.

Un trublion critique, aussi, qui n'hésitait pas à se revendiquer homosexuel, à se dire prêt à défilier avec une pancarte « Je suis géorgien » lors de la guerre éclair de 2008 entre la Russie et la Géorgie, à signer des lettres ouvertes pour demander la libération des Pussy Riot, ou à manifester contre le retour au Kremlin de Vladimir Poutine en 2012. « La Russie se comporte comme un gopnik, un loubard pauvre », assénait-il dans la version russe du magazine *Esquire*, en septembre 2014. « 86 %, c'est le pourcentage de la peur, ajoutait-il, à propos du taux record de popularité de Poutine après l'annexion de la Crimée. Ce n'est même pas du soutien, mais une demande : "Défendez-nous, s'il vous plaît, de la réalité, nous ne voulons rien savoir de terrible ou de mauvais", car ces gens effrayés deviennent que la réalité pourrait entraîner l'effondrement de leur vision du monde. »

Ces positions n'ont pas empêché le Tout-Moscou, dont le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, de se précipiter à la première du ballet Noureev. Déprogrammé en juillet 2017, le spectacle, consacré à la vie du danseur étoile soviétique, mort du sida en 1993 à Paris, avait finalement eu lieu six mois plus tard au Bolchoï, où il avait remporté un triomphe. Kirill Serebrennikov était déjà en résidence surveillée. Absent aussi, en février, lors du cinquième anniversaire du Centre Gogol, il avait fait parvenir un enregistrement audio. « Il présentait chacun, il blaguait et cela a duré deux heures ! », rapporte Alla Demidova. Mais beaucoup aussi pleuraient. » L'artiste, dont l'assignation à demeure a été prolongée jusqu'en juillet, encourt toujours jusqu'à dix ans de prison. ■

ISABELLE MANDRAUD



Ilya Stewart (à gauche) et Charles-Evrard Tchekhoff, producteurs du film « Leto », représentent Kirill Serebrennikov et portent un badge avec sa photo. STEPHAN VANFLETEREN POUR « LE MONDE »

# Sur Téléràma.fr, vivez le Festival de Cannes

## Chaque jour, du 8 au 19 mai, Téléràma vous propose des rendez-vous

7h

notre newsletter spéciale Cannes, la présentation des films du jour

10h

notre interview vidéo avec une personnalité du cinéma

15h

"Cinérama 100% Cannes", notre émission vidéo depuis la Croisette

18h

retour sur les temps forts de la journée avec "Le Journal de Cannes"

Et aussi : nos critiques, nos enquêtes, nos portraits, nos coups de cœur et nos coups de griffe...

## À retrouver sur telerama.fr

**BOX-OFFICE « Avengers: Infinity War » dépasse le milliard de dollars de recettes**

Les dernières aventures des super-héros d'*Avengers* continuent de battre les records au box-office avec des recettes de 114,8 millions de dollars (135,7 millions d'euros) aux Etats-Unis et au Canada au cours de leur seconde semaine à l'écran. D'après les chiffres définitifs de la société spécialisée Exhibitor Relations, publiés lundi 7 mai *Avengers: Infinity War*, de Joe et Anthony Russo a rapporté 453,1 millions de dollars en Amérique du Nord en deux

semaines d'exploitation. Un succès largement partagé puisque les recettes mondiales ont franchi dès samedi le milliard de dollars, à 1,16 milliard de dollars. Du jamais-vu en onze jours d'exploitation selon Comscore. — (AFP)

**Un remake de « La Vache et le Prisonnier » avec Ewan McGregor**

Selon le magazine américain *Variety*, l'acteur britannique Ewan McGregor devrait tenir le rôle principal d'un prochain remake américain de *La Vache et le Prisonnier*, le film d'Henri Verneuil sorti en 1959 avec Fernandel dans

le rôle d'un prisonnier s'aidant d'une vache pour fuir l'Allemagne durant la seconde guerre mondiale. C'est le réalisateur Marc Forster (*Quantum of Solace*) qui devrait prendre la réalisation de cette reprise.

**RECTIFICATIF Asghar Farhadi**

Dans l'entretien avec le réalisateur iranien Asghar Farhadi (*Le Monde* du 9 mai), c'est en 2012 et non en 2005 qu'un film a fait à la fois l'ouverture du Festival et a été présenté en compétition officielle (*Moonrise Kingdom*, de Wes Anderson).



# En Colombie, un « Scarface » tribal et halluciné

Ciro Guerra et Cristina Gallego retracent la naissance et le développement d'un empire de narcotrafiquants

## LES OISEAUX DE PASSAGE

QUINZAINE DES RÉALISATEURS

Film d'ouverture

Trois ans après *L'Étreinte du serpent* (2015) et sa somptueuse descente sous psychotropes sur le fleuve Amazone, dont le cours remontait celui de l'histoire coloniale, le cinéaste colombien **Ciro Guerra** revient à Cannes. Son quatrième long-métrage, co-signé avec son épouse et productrice **Cristina Gallego**, fait ainsi l'ouverture de la Quinzaine des réalisateurs.

*Les Oiseaux de passage* prennent le parti culotté de retracer la naissance et le développement d'un empire de narcotrafiquants, en l'enracinant dans les mythes et les structures claniques des tribus Wayuu, de la pointe nord de la Colombie, entre la fin des années 1960 et le début des années 1980.

Commencé comme une fiction anthropologique en dialecte indigène, le film s'érige peu à peu en une sorte *Scarface* colombien, reprenant à son compte les codes du film de gangsters, plus précisément le schéma moral et scorsésien du « *rise & fall* » (« grandeur et décadence ») caractéristique du genre.

Rafa, jeune homme froid et déterminé, revient dans son village de bergers wayuu, pour demander la main de sa cousine. L'oncle et la tante, les chefs du clan, lui réclament une dot exorbitante en échange de leur fille. Rafa se lance avec un complice allogène, dans le commerce illicite de marijuana, à destination des touristes américains puis en exportation directe vers les États-Unis.

Les affaires prennent de l'ampleur, Rafa fait le vide autour de lui et renforce sa position au sein du clan, devenu riche et puissant grâce à lui. Mais Leonidas, petit-fils gâté, au comportement de

chien fou, se rend responsable d'un grave affront auprès d'un parrain voisin, patriarche d'une famille wayuu rivale. Les relations ne tardent pas à s'envenimer et la guerre à être déclarée.

### Coutumes et croyances

On reconnaît le scénario de démesure, l'hubris tragique, qui préside d'ordinaire aux mises en scène de la pègre. Mais le film doit son originalité à sa tentative de replonger cette « histoire de la violence » dans l'imaginaire d'un folklore vernaculaire, empreint de croyances légendaires.

Deux logiques apparaissent alors à l'œuvre et s'affrontent. Celle rationnelle des intérêts particuliers (l'argent et le pouvoir), que **Cristina Gallego** et **Ciro Guerra** ont l'intelligence de traiter de manière elliptique, l'évolution de la famille se constatant par-delà les coupes, dans les trous du récit. Mais aussi celle irrationnelle des coutumes et des croyances

### Entre la réalité et l'imaginaire, entre la Colombie des indigènes et l'Amérique du film de gangsters

imbibant le tout, qu'il s'agisse des rêves de la jeune épouse, gonflés d'augures menaçants, des rites ou des interdits qui régulent les usages de la communauté.

Gangstérisme et anthropologie se rejoignent dans le tronc commun de la famille, cette entité mythologique qui concentre les motifs universels de la pureté et des origines. Et il faut sans doute voir, dans le personnage de la mère, véritable chef du clan, la stature antique d'une Clytemnestre ou d'une Médée.

Dire que la greffe prend tout à fait serait pourtant exagéré. La

mise en scène, d'un sérieux à toute épreuve, penche vers une forme de sévérité distante, implacable jusque dans le jeu « à froid » des comédiens (Rafa reste un personnage opaque et impénétrable) et la construction programmatique (le récit découpé en chapitres numérotés). Cerné par le surnaturel, la magie, les visions, le film ne se laisse que rarement posséder par leurs puissances, hormis quelques songes désignés comme tels.

Parti pris pragmatique d'autant plus étonnant qu'on entrevoit par moments quel magnifique « film en transe » *Les Oiseaux de passage* auraient pu être, s'ils avaient accompli jusqu'au bout leur vœu syncrétique. Notamment lors de cette scène de la danse pré-nuptiale, où l'étoffe rouge et ruisellante de la jeune fille envahit l'écran comme une extension d'elle-même, avant qu'elle n'entame une course circulaire endiablée avec ses prétendants. Alors,

le talent de Gallego et Guerra éclate, vibrant d'une énergie rituelle qui semble venir de la nuit des temps.

*Les Oiseaux de passage* n'en demeurent pas moins un film impressionnant, habité, stimulant, mais jusqu'au bout scindé entre sa spécificité locale et le genre exogène dont il se drape, entre la réalité et l'imaginaire, entre la Colombie des indigènes et l'Amérique du film de gangsters – et accessoirement du prochain film en préparation de **Ciro Guerra**, *Waiting for the Barbarians*, avec **Mark Rylance** et **Robert Pattinson** en têtes d'affiche. Les pieds ici, la tête là-bas, on se demande : où est le cœur ? ■

MATHIEU MACHERET

Film colombien, mexicain, danois et français de **Cristina Gallego** et **Ciro Guerra**. Avec **Carmina Martínez**, **Natalia Reyes**, **José Acosta** (2 h 05). Sortie en salle prochainement.

## Une Quinzaine très sud-américaine

Réalisme social, fable, fantastique... La sélection propose une grande variété de genres

Le rideau s'ouvre sur la Quinzaine des réalisateurs, la dernière d'Édouard Waintrop avant que le délégué-général ne passe le relais, après six ans de bons et loyaux services, à **Paolo Moretti**, nommé à sa succession en mars par le conseil d'administration de la Société des réalisateurs de films (SRF), association chargée de la manifestation depuis ses origines, en 1969. Le sélectionneur sortant s'est donc offert, pour cette édition, un florilège à sa mesure, foisonnant et bigarré, faisant la part belle aux cinématographies du monde. Avec une nouvelle fois une forte présence de l'Amérique du Sud, envers laquelle Waintrop a toujours manifesté une certaine attirance.

Ce sont donc non moins de sept films (trois courts et quatre longs-métrages) et quatre pays différents (Colombie, Argentine, Brésil, Mexique) qui se partagent cette année la représentation du sous-continent. A commencer par la Colombie, à laquelle échoit l'honneur d'ouvrir la sélection, avec *Les Oiseaux de passage*, de **Cristina Gallego** et **Ciro Guerra**, duo à l'origine du très remarqué *L'Étreinte du serpent* (2015). Le film se penche sur le fléau du narcotrafic, mais avec cette particularité de l'aborder sous un versant primitif, puisque l'inscrivant dans les coutumes grégaires de villageois indigènes du nord du pays. C'est le même sujet brûlant dont s'empare *Comprame un revolver*, du Mésio-Américain **Julio Hernandez Cordon**, mais à la façon diamétralement opposée d'une fable dystopique glaçante. Postulant un Mexique entièrement sous la domination des cartels, où les femmes viennent à manquer, il décrit un monde de violence absolue où ne demeure plus aucune trace d'humanité, en dehors d'adultes asservis et d'enfants errants.

### Mélanges et fusions

À côté de cela, deux courts-métrages étrangers ont choisi la Colombie pour point de chute : *Las Cruces*, du Français **Nicolas Boone**, immersion en plans-séquences dans un quartier pauvre de la capitale Bogota, et *Our Song to War*, de la Colombo-Belge

### La Colombie, l'Argentine, le Brésil et le Mexique se partagent la représentation du sous-continent

**Juanita Onzaga**, dérive poético-documentaire dans un village de la côte pacifique. Il est encore question de personnages colombiens dans *Los silencios*, de la Brésilienne **Beatriz Seigner**, plus précisément des réfugiés fuyant les conflits armés qui continuent à déchirer le pays, malgré l'accord de paix conclu récemment avec les FARC. Une mère et ses deux enfants rejoignent l'île transfrontalière de la Fantasia, dans une sinuosité du fleuve Amazone, lieu d'un interrègne mystique entre les vivants et un peuple de fantômes, qui ne sont autres que les victimes civiles de la guérilla.

Autre réalisatrice brésilienne à rejoindre les rangs de la Quinzaine, **Carolina Markowicz** présente *O orfao*, un court-métrage sur un enfant orphelin rejeté par sa famille d'accueil, car jugé trop efféminé.

Enfin, représentant l'Argentine, *El motoarreatador*, premier long-métrage « en solitaire » d'**Agustin Toscano** (qui avait co-signé un précédent film, *Los dueños*, en 2013, avec **Ezequiel Radusky**), relate l'épineux cas de conscience d'un arracheur de sacs à main à moto, petit délinquant ayant infligé par ses méfaits de graves blessures à une dame âgée. Du réalisme social au fantastique diffus, des fables imaginaires aux rivages documentaires, les cinématographies d'Amérique latine prouvent une fois de plus, non seulement leur infinie variété, mais aussi leur soif inaltérée de mélanges et de fusions, entre matérialité brute et volutes spirituelles. La Quinzaine éclaire à travers elles toute une jeune génération de réalisateurs prometteurs et renouvelle ses vœux adressés à l'avenir. ■

MA. MT.

Festival de L'INNOVATION

# NOVAK

2018

« Oser, le progrès est à ce prix »  
Victor Hugo

Le grand rendez-vous DE L'INNOVATION

**2 JOURS**  
POUR ÉCHANGER, DÉCOUVRIR, EXPÉRIMENTER.

Pour défricher les frontières de l'inconnu et vous emparer des enjeux de l'innovation, des personnalités présentent leurs idées, confrontent leurs visions et interrogent les limites de l'innovation. Innovation technologique, comportementale, économique...

L'océan, l'espace et le cerveau seront le fil rouge de cette 1<sup>re</sup> édition.

CONFÉRENCES  
DÉBATS  
WORKSHOPS  
DÉMONSTRATIONS  
RÉSEAU

**13 & 14 Sept.**  
HANGAR 14 - BORDEAUX  
Nouvelle-Aquitaine

inscriptions sur **novaq.fr**  
Entrée libre

Un événement

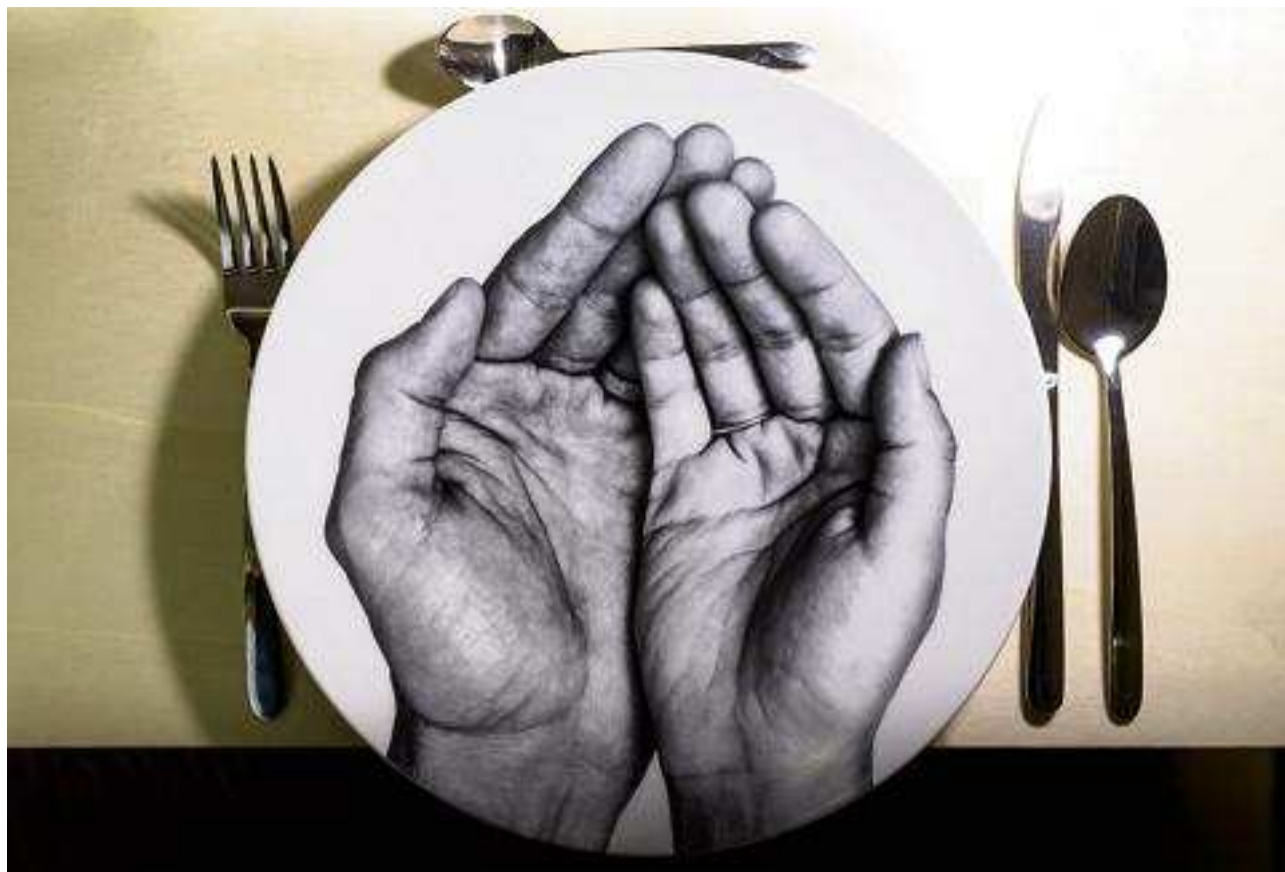


RÉGION Nouvelle-Aquitaine

avec Le Monde

Crédits photos : Gettyimages / Siska - Conception graphique : @www.novaq.fr





**Les assiettes du Refettorio ont été conçues par l'artiste JR, également associé au projet.**

SHEHAN HANWELLAGE

## GASTRONOMIE

Un restaurant qui réconcilie les chefs ennemis de la gastronomie française, où Marion Cotillard assure le service, où la cuisine voit défiler les trois étoiles, où l'on dîne dans un décor raffiné pensé par l'artiste JR... vous pensez que ça n'existe pas ? Et si, et en plus, c'est gratuit ! Il s'agit du Refettorio, omni de la cuisine solidaire apparu à la mi-mars dans le foyer de l'église de la Madeleine, à Paris.

Bien sûr, Marion Cotillard n'est pas là tous les soirs, pas plus qu'Alain Ducasse ou Yannick Alléno, qui ont épluché des oignons lors de la conférence de presse. Mais ces célébrités ont assuré un écho retentissant au projet. Tous les journaux ont parlé de ces « chefs étoilés [qui] cuisinent pour les sans-abri et les migrants ». Cette surmédiation et la dimension luxueuse interrogent. Car s'il est évidemment très louable d'offrir un cadre agréable à des personnes dans le besoin, la Madeleine, dans le très chic 8<sup>e</sup> arrondissement, est-elle le lieu le plus adapté ?

Pour ceux qui n'auraient pas suivi : à l'initiative de ce projet, il y a Massimo Bottura. Chef italien dont on parle partout et tout le temps, pour sa table l'Osteria Francescana, à Modène, trois étoiles au Michelin et désignée à plusieurs reprises « meilleur restaurant du monde » par le classement des « Fifty Best ». Massimo Bottura a fait l'objet d'un documentaire sur Netflix, a sorti plusieurs livres chez Phaidon, dont le dernier, *Le pain est d'or* (424 pages, 39,95 euros), parle de gaspillage alimentaire. Ce problème est au cœur de ses « refettorio », ses restaurants où l'on ne cuisine qu'à partir de surplus de nourriture.

Massimo Bottura a ouvert le premier à Milan à l'occasion de l'Exposition universelle en 2015, puis a décliné le concept à Rio, Londres, Modène, Bologne et, enfin, à Paris. Dans la capitale française, le chef italien est associé à Jean-François Rial (fondateur de l'agence Voyageurs du monde) et l'artiste JR. Tous les soirs, du lundi au vendredi, des re-

# LA MADELEINE DE BOTTURA

Ouvrir un restaurant solidaire à la cuisine raffinée dans un quartier chic parisien, le pari du chef italien était osé. Mais, près de deux mois après son ouverture, le Refettorio est loin d'afficher complet

**MARION COTILLARD N'EST PAS LÀ TOUS LES SOIRS POUR ASSURER LE SERVICE, PAS PLUS QU'ALAIN DUCASSE OU YANNICK ALLÉNO QUI ONT ÉPLUCHÉ DES OIGNONS LORS DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE**

pas gratuits sont servis à des personnes démunies. Le projet parisien est financé par des partenaires privés, dont Carrefour, qui fournit aussi les invendus de nourriture. La marque de design Flos a pourvu les lampes, Bernardaud a offert de la vaisselle, notamment les assiettes conçues par JR qui coûtent près de 100 euros pièce... « Avec la beauté, on va reconstruire la dignité de ceux qui viennent manger ici », promettait Massimo Bottura lors de l'inauguration. « Je ne dirais pas que c'est luxueux, mais qualitatif », nuance Jean-François Rial.

**Riz cantonnais et ragoût de légumes**  
Le problème de ce projet fort estimable, c'est qu'il ne semble pas vraiment tourner à plein régime. Les migrants ne se déplacent pas jusqu'au quartier de la Madeleine, loin des camps du Nord-Est parisien. Pour eux, les obstacles sont nombreux. Ceux qui n'ont pas de papiers n'ont pas envie de s'exposer à des contrôles de police. « Quitter sa tente, c'est risquer de se la faire vo-

ler, ou de se faire prendre son emplacement », explique Letizia Calcamo, fondatrice de l'association Va faire cuire un œuf, qui vient en aide aux migrants. « Et tous ceux qui ont une place dans un hôtel doivent souvent pointer à 18h30 pour conserver leur place. » C'est justement l'heure à laquelle commence le service du Refettorio, qui ferme à 20h30.

Jusqu'à présent, le Refettorio rassemble surtout quelques dizaines de sans-abri qui reviennent régulièrement. Le mercredi soir de mai où l'on a assisté au service, la plupart d'entre eux étaient connus des bénévoles. Certains sont ravis, d'autres bougons ou hésitants, craignant de ne pas avoir de place parce qu'ils n'ont pas la carte du Refettorio (délivrée gratuitement), plusieurs signalent le bonheur que leur procure ce repas chaud, entrée-plat-dessert, servi comme au restaurant par des bénévoles enjoués.

La cuisine est assurée par le chef résident Maxime Bonnabry-Duval, régulièrement épaulé par un chef invité (et souvent réputé : César et

Michel Troisgros, Jean Imbert, Olivier Roellinger...). Une dame se plaint du service, pas assez rapide (« mais pourquoi vous n'apportez pas un chariot pour distribuer les plats ? »), un autre du menu (« Y a pas de couscous plutôt ? »). Non, le chef est chinois ce soir-là, et c'est végétarien : poireaux aux petits oignons et chapelure de pain, riz cantonnais et ragoût de légumes, pomme au four à la crème.

Les convives sont un peu moins d'une soixantaine, alors que la capacité du lieu est de 120 personnes (voire 170 s'ils ouvrent une autre salle disponible). Face aux critiques, Jean-François Rial assure ne pas faire de différence entre les SDF et les réfugiés et accueillir toute personne dans le besoin. Il dit aussi que ce démarrage modeste est voulu, qu'il faut le temps de se chauffer : « On fonctionne avec un volume de nourriture aléatoire, un nombre de bénévoles et de couverts aléatoires, il ne faut pas aller trop vite au début. Dans deux ou trois mois, on sera à 120 tous les soirs. » Il

compte notamment sur les associations pour lui envoyer plus de monde.

Mais la magnificence du projet, sa tête d'affiche bling-bling et sa notoriété ont aussi engendré de l'agacement du côté des associations déjà en place. Va faire cuire un œuf, Ernest, Le Recho... parmi les initiatives personnelles qui ont fleuri ces derniers temps, aucune n'a fait autant parler d'elle que le Refettorio. Certaines, qui peinent à réunir les moyens humains et financiers nécessaires pour servir les repas aux migrants, n'ont guère envie de prêter main-forte au Refettorio. Elles le voient comme une entreprise de novices jouissant d'une énorme communication alors qu'ils ne connaissent rien au terrain. La soixantaine de repas que le Refettorio sert chaque soir leur semble dérisoire comparé aux distributions de sandwiches par certaines que les associations effectuent sur le terrain, dans les camps.

### « Faire de belles choses »

Du côté des chefs, d'autres actions plus discrètes se sont mises en place. Bertrand Grébaut, du restaurant Septime à Paris, organise, par exemple, avec sept autres restaurateurs de son quartier, des distributions hebdomadaires de repas pour des réfugiés au parc de Belleville. « Tous les chefs de ma génération qui travaillent avec éthique font quelque chose », assure le cuisinier de 37 ans. « Être un cuisinier durable en 2018, c'est aussi mettre son temps au service des autres », estime-t-il.

« Je comprends l'initiative du Refettorio », affirme Letizia Calcamo. « De notre côté aussi, on a envie de faire de belles choses. J'emmène par exemple des groupes de migrants au musée. Pour réaliser ce genre de projets, il faut les connaître, gagner leur confiance, puis les accompagner. Tu ne peux pas leur demander de s'adapter à toi. » Le Refettorio semble l'avoir compris : Jean-François Rial prévoit d'organiser sous peu une distribution de nourriture (préparée par le Refettorio) au moyen d'un camion qui ira jusqu'aux camps de migrants. ■

ELVIRE VON BARDELEBEN



**CUISINEZ-MOI** | CHRONIQUE PAR CAMILLE LABRO

## J'ai croqué dans la pomme (gastro) de Blanche-Neige à Disneyland

Je n'étais jamais allée à Euro Disney. Certes, j'ai dû voir la plupart des films de Walt, mais le pays de Mickey au bout de la ligne du RER était, pour moi, terra incognita. Or me voici en ce samedi matin d'avril aux portes du royaume francilien des princesses, pour un déjeuner de presse « exceptionnel », un « voyage culinaire inédit » orchestré par le remuant chef Jean Imbert, à l'Hôtel Disneyland. Tandis que ma fille surexcitée et son père partent faire des loopings avec Peter Pan et des batailles laser avec Buzz l'Éclair, je me retrouve attablée dans une salle feutrée – tables nappées et moquette profonde – avec vue sur le château des rêves en carton-pâte, bercée par la parade qui inonde « Main Street » et les coups de sifflet du train qui tourne en boucle autour du parc. Un vrai tohu-bohu pour fond sonore.

A ma table, des consœurs et confrères journalistes et une professionnelle du tourisme. Ils semblent tous être en terrain connu. Ils parlent de Disneyland comme d'un quartier de Paris, où l'on croiserait des personnalités joufflées à tous les coins de rue. Des serveurs en queue-de-pie

prune nous servent diligemment du champagne « green », et distribuent des jeux de cartes en guise de menus. L'idée ? Elle est claironnée par l'attachée de presse empressée : « Jean Imbert a puisé dans ses souvenirs d'enfance et dans les grands classiques de Disney pour créer ce menu unique en douze créations originales. » D'où le nom du menu, « Petit Jean ». Et la RP de psalmodier : « La gastronomie a toujours été un élément-clé des dessins animés Disney. Jean Imbert a conçu ce menu en respectant ses convictions culinaires – bio, produits locaux, fournisseurs engagés... » Le prix de cette fantaisie, vins compris : 150 €, soit deux à trois fois le prix d'entrée du parc.

On s'étrangle un peu sur l'amuse-bouche – les cheveux de Raiponce (des filaments de poireaux frits), à couper soi-même aux ciseaux. Suivent des ravioles de homard dans une (bonne) bisque, rapport à la Petite Sirène... dont nous mangeons donc le meilleur ami, mais personne ne relève l'ironie. Puis une Ratatouille, évidemment. Bien exécutée, avec des légumes parfaitement hors saison. En accord avec un chinon « végétan »,

**ON S'ÉTRANGLE UN PEU SUR LES CHEVEUX DE RAIPONCE. SUIVENT DES RAVIOLES DE HOMARD, RAPPORT À LA PETITE SIRÈNE, DONT NOUS MANGEONS DONC LE MEILLEUR AMI...**

s'il vous plaît. Le serveur tente de nous expliquer ce qui rend ce vin végétan – « parce que, sinon, il y a de la viande dans le vin ? » lance quelqu'un. Passons. Voici le bouillon aux épluchures de Madame Samovar (le personnage théière de *La Belle et la Bête*), puis les pâtes aux boulettes de *La Belle et le Clochard*. Les spaghettis ont beau être « bio » et la viande de « veau élevé sous la mère de la vallée d'Osso, blonde d'Aquitaine », comme indiqué sur la carte à jouer, il n'en reste qu'on mange un bon plat de nouilles. Peut-être le plus adapté à la situation, finalement.

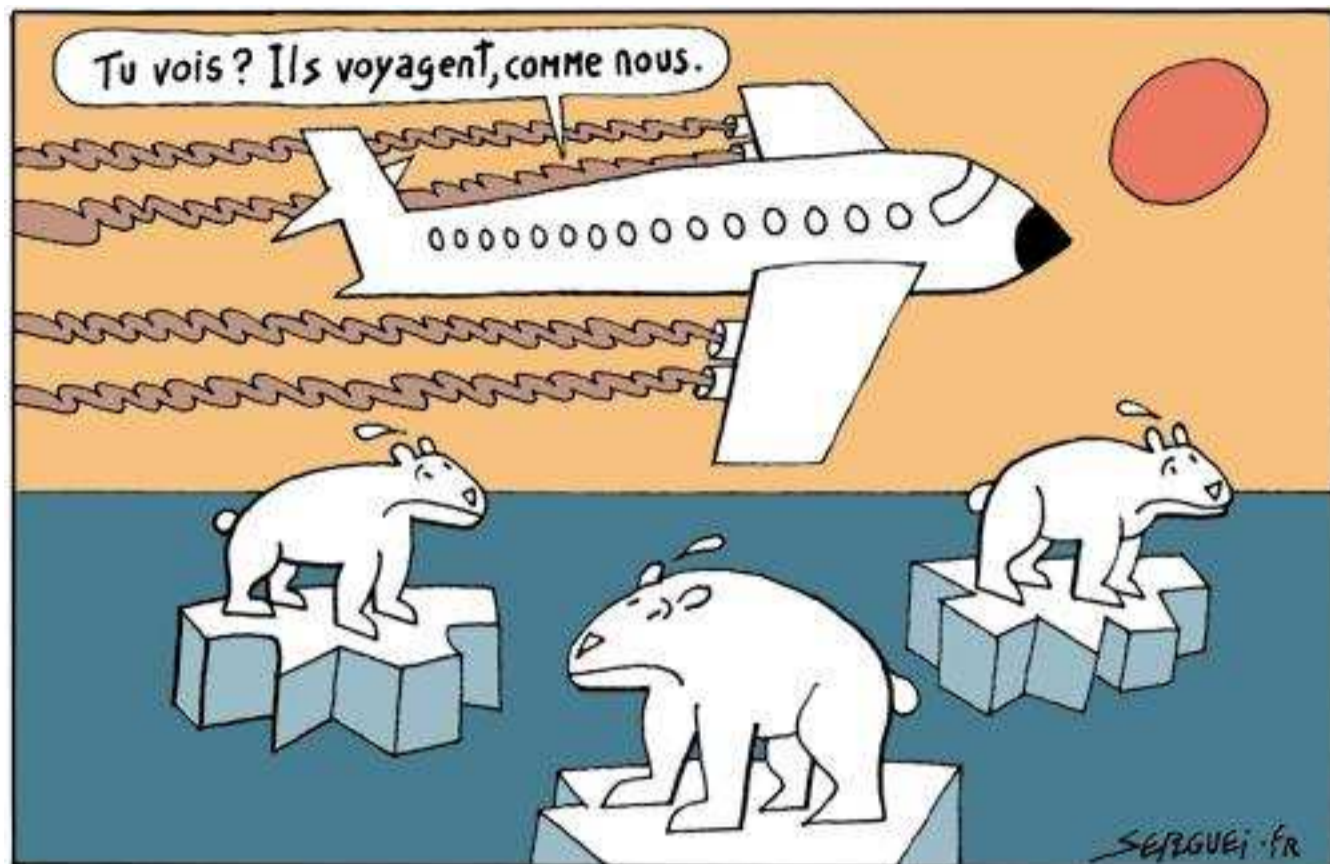
### LE RHUM À L'ANANAS MANQUE DE BABA

Je m'interroge sur l'intérêt de ce « menu gastro ». Ma voisine professionnelle du tourisme m'éclaire : « Ici on est au Castle Club. Les gens riches qui viennent à Disneyland Paris dépensent parfois plus de 20 000 €... Outre le parc d'attractions, ils veulent vivre une expérience « parisienne ». Et quoi de plus parisien que la haute cuisine ? C'est vraiment ce qui manquait ici ! » En effet, vu sous cet angle... Mais de quelle gastronomie parle-t-on ? Je n'ose suggérer que ces privilégiés poussent l'expérience

jusqu'à la capitale, pour manger dans un vrai bon resto.

On est passé au sucré. Le gâteau penché de la Belle au bois dormant est bleu et insipide, le rhum à l'ananas du pirate des Caraïbes manque cruellement de baba. Et puis il y a, bien sûr, la pomme de Blanche-Neige. Un trompe-l'œil signé par la nouvelle star de la pâtisserie Cédric Grolet, invité spécial de Jean Imbert. L'assemblée se pâme devant ce petit chef-d'œuvre technique, saveur fraise-basilic. Le chef et le pâtissier font irruption dans la salle, suivis d'une armada d'assistants affairés. Et disparaissent aussi vite.

Alors qu'on apporte des sucres dans des cuillères de Mary Poppins pour accompagner le café (ce sera la douzième et dernière « création »), et que tout le monde à ma table se met à entonner sa chanson préférée de Disney, la lassitude m'assaille. Vite, il faut que je m'en aille. Quand je demande à échanger trois mots avec Jean Imbert, son attachée de presse me suggère de faire un « phoner » un autre jour. Le chef est parti faire un photo-call avec Blanche-Neige, Cédric Grolet et sa pomme. Sûr que la princesse va encore se faire avoir. ■

CARTE BLANCHE - SERGUEI | **Tourisme involontaire**

## Et si on consultait les musulmans sur l'organisation de leur religion ?

L'ex-directeur du Collectif contre l'islamophobie en France déplore la déshérence des institutions représentatives de l'islam

Par **MARWAN MUHAMMAD**

J'observe depuis mon jeune âge la manière dont les musulmans sont traités. Je vois les réussites, les élans de solidarité mais aussi les épreuves. Je vois la richesse, la diversité et la vitalité des communautés musulmanes. Je vois le courage et l'endurance de ces millions de personnes qui, chaque jour, œuvrent à leur échelle pour accomplir leur part du beau projet qu'est notre pays, mais je vois aussi la condition sociale et politique à laquelle ils sont assignés.

Les présidents et les gouvernements se succèdent, mais le constat demeure : la façon dont l'Etat se comporte avec les citoyens de confession musulmane reste bloquée dans un autre temps, dans un autre siècle. Cette relation est faite le plus souvent de contrôle et d'injonctions, lorsqu'elle ne bascule pas explicitement dans la mise en cause, que ce soit sur des questions de sécurité, d'identité ou de laïcité, des notions trop souvent dévoyées de leur sens initial pour en faire des instruments d'exclusion.

Face à cela, les musulmans sont sans cesse sommés de donner des gages de citoyenneté, alors même qu'ils participent activement à notre société et définissent par leurs idées et leurs actes une part de ce à quoi ressemble notre pays. Ils le font vivre et le vivent eux-mêmes, comme tous nos concitoyens.

Après plusieurs générations, les musulmans n'ont toujours pas d'instance représentative d'ampleur nationale qui soit à la hauteur des enjeux de notre temps. Dans les régions, le constat est différent : il y existe des dynamiques beaucoup plus ancrées et plurielles, au plus près des communautés locales. Mais, sur le plan national, la paralysie est totale et le débat inexistant, alors même que c'est à ce niveau que se discutent des questions d'importance, qui affectent l'organisation et la condition des musulmans. L'interminable déshérence du Conseil français du culte musulman (CFCM) n'en est qu'une triste illustration.

Face à cet échec, les torts sont partagés. D'une part, les pays d'origine ont, pour des raisons compréhensibles, toujours cherché à influencer la manière dont s'organisent leurs ressortissants vivant en France. Les grandes fédérations musulmanes sont une incarnation directe de cette évidence sociologique et démographique des premières générations. Elles ont servi (aussi) de relais d'influence à ces pays, sans vraiment être capables d'entrer en résonance avec les problématiques que rencontrent au quotidien nos concitoyens de confession musulmane, notamment les plus jeunes.

D'autre part, l'Etat français a, avec une redoutable constance, cherché à contrôler toute forme d'organisation des musulmans, quitte à la prendre en charge lui-même et à l'imposer aux plus de 5 millions de fidèles qui vivent en France. Cela s'est fait en accord avec les pays d'origine et par le biais d'un simulacre de consultation. Le CFCM est le fruit de cela. Les ministres de l'intérieur successifs ont choisi leurs interlocuteurs comme un fait du prince et les musulmans, au mépris du principe de laïcité, ont dû s'en accommoder. Dans un système de présidence tournante, l'Algérie, le Maroc puis la Turquie ont vu leurs représentants nommés à la tête de l'institution, dont les musulmans, agacés, lassés puis déabusés, ont fini par ne plus rien attendre. Il ne faut pas trop en vouloir à ses membres successifs : je veux croire qu'ils ont fait comme ils ont pu, en fonction des moyens et de l'autonomie dont ils disposaient.

### EXPÉRIENCES LOCALES TRÈS RICHES

Nouvelle présidence, nouvelles pratiques ? Apparemment pas, puisqu'une fois de plus le gouvernement impose ses obligations, ses choix et ses idées sur ce que les musulmans devraient faire ou non, avec un constant mépris des dynamiques de terrain et de tout ce qui peut ressembler à une forme d'organisation autonome. On peut, au demeurant, considérer que les conseillers parachutés par le président ont des compétences très utiles par ailleurs, mais que décider en lieu et place des musulmans de la manière dont ils devraient s'organiser n'en fait tout simplement pas partie. Ce constat s'applique de la même manière à l'auteur de ces lignes.

De leur côté et pour être juste, il est à noter que les musulmans eux-mêmes ne se sont pas donné les moyens suffisants pour prendre en charge ces questions à l'échelle nationale. Conscients des interférences des gouvernements français et étrangers, ainsi que de la difficulté à réunir des sensibilités, au sein de l'islam, parfois diamétralement opposées, beaucoup se sont concentrés sur un travail local et/ou thématique. Il en résulte des expériences locales très riches et des associations d'ampleur nationale spécialisées sur des questions précises : abattage rituel, éducation religieuse, humanitaire, organisation du pèlerinage, etc.

**CETTE CONSULTATION, À ENRICHIR ET À DÉVELOPPER, DÉFINIRA LES BASES DE CE QUE POURRAIT ÊTRE L'ORGANISATION DES COMMUNAUTÉS MUSULMANES**

Est-ce qu'il n'est pas aujourd'hui temps de remédier enfin à cette situation ? Est-ce que le moment est venu, pour tous les musulmans, de prendre leur destin en main et de s'organiser selon leurs choix ? Je suis personnellement convaincu que oui. C'est justement pour cela qu'après avoir recueilli l'avis, durant les derniers mois, de centaines de personnes qui font un constat similaire j'ai souhaité proposer une idée simple mais qui, dans le contexte actuel, peut sembler révolutionnaire : et si on consultait les musulmans sur les questions qui les concernent en premier lieu ?

Cela, avec l'aide des associations de terrain et la mobilisation (en ligne comme hors ligne) de toutes les bonnes volontés, peut être un moment décisif pour les musulmans de notre pays. Pour la première fois, ils pourraient s'exprimer sur des sujets qui les touchent particulièrement : quelles sont les thématiques qui leur semblent centrales dans l'organisation du culte musulman ? Quelles sont les structures et personnalités dont ils apprécient le travail et qui pourraient, en lien avec toutes les sensibilités, participer à cette œuvre de refondation et d'organisation des communautés musulmanes au niveau national ?

Cette consultation, à enrichir et à développer, définira les bases de ce que pourrait être l'organisation des communautés musulmanes dans les mois et années à venir. Elle permettra aussi de poser les fondations d'une relation constructive et franche avec l'Etat, fondée sur l'égalité de traitement de tous les citoyens et sur l'indépendance réciproque du politique et du religieux, conformément au principe de laïcité.

A titre strictement personnel et en tant que musulman lambda, j'aimerais qu'une telle organisation soit plurielle, qu'elle inclue toutes les sensibilités présentes au sein des communautés musulmanes et qu'elle allie légitimité de terrain et expertises thématiques, pour répondre aux besoins réels des fidèles. Elle doit inclure les femmes et les jeunes, tout en accordant une place à nos aînés, dont il faut célébrer l'héritage et se montrer dignes. Une telle organisation, dotée de la légitimité de celles et ceux qu'elle représente, aura une immense responsabilité : réparer, au cœur des communautés musulmanes, comme plus largement au sein de notre peuple, des années d'incompréhension et parfois de rejet, répondre aux enjeux de notre temps et faire la démonstration éclatante d'une vérité que nous vivons au quotidien : entre leur citoyenneté et leur foi, les musulmans n'auront jamais à choisir, car à travers ce qu'ils incarnent et apportent à notre pays ils ont fait de l'islam une religion française.

Consultationdesmusulmans.fr

**Marwan Muhammad** est essayiste et ancien directeur du Collectif contre l'islamophobie en France

## Parcoursup, s'il est réaménagé, est un progrès

Il existe un réel malaise dans les universités qui n'arrivent pas à sélectionner leurs étudiants, analyse le sociologue François Vatin. Il faut faire revenir vers ces établissements les populations qui les ont délaissés

Par **FRANÇOIS VATIN**

**LE SYSTÈME REND MOINS ABSURDE LA SÉLECTION LÀ OÙ ELLE EXISTAIT**

En remplaçant Admission post bac (APB) par Parcoursup, le gouvernement aurait donc franchi la « ligne rouge ». Cette analyse est-elle fondée ? La mobilisation étudiante est si faible qu'aucune manifestation d'ampleur n'a pu avoir lieu ; surtout, les principaux intéressés, les lycéens, ne se sont aucunement mobilisés.

Parcoursup n'accroît en aucune manière la sélection à l'entrée des universités françaises, puisque autant de places y seront ouvertes en 2018 qu'en 2017 et qu'elles resteront dans l'obligation d'accueillir tous les bacheliers qui le désireront. C'est exclusivement dans les filières « en tension » (droit, médecine, psychologie, Staps...) que les établissements pourront choisir leur public, au lieu de devoir le tirer au sort. Autrement dit, on n'introduit pas de sélection ; on la rend moins absurde là où elle existait.

Si on veut comprendre ce qui se joue, rappelons une vieille loi de mouvements étudiants : ceux-ci ont toujours été favorisés quand ils disposaient du soutien d'une partie du corps enseignant. Les étudiants mobilisés entendent se garantir qu'ils ne seront pas pénalisés. Les étranges revendications, reprises par certains enseignants, de l'attribution à tous de la note de 10/20, voire de 20/20 « politique », illustrent de façon caricaturale ce jeu complexe entre étudiants et enseignants. On peut donc supposer qu'une fronde enseignante a favorisé la crise présente.

En effet, Parcoursup pose de graves difficultés dans un certain nombre de cursus, ceux-là mêmes qui sont atteints par les troubles actuels. Dans le nouveau dispositif, les universités reçoivent l'ensemble des vœux des lycéens, non classés. Il incombe alors aux responsables de formation de sélectionner le public qui leur paraît le plus adapté à la formation. Quand les lycéens reçoivent des réponses positives, ils doivent opter pour la formation qu'ils préfèrent. Des places sont alors libérées pour un prochain tour de choix par les établissements.

### PENSÉ « PAR LE HAUT »

Au moment de la discussion du dispositif, on a évoqué le problème que cette organisation posait pour les lycéens : ceux qui avaient le moins bon dossier ne trouveraient une place qu'en fin de parcours. On n'avait en revanche pas examiné la situation du point de vue des formations. Or, de la même manière, celles qui sont les moins demandées ne se voient attribuer un public qu'au terme du processus, mais en ayant dû procéder à plusieurs vagues successives de « sélection » virtuelle d'un public qui ne viendra pas, parce qu'il aura opté pour d'autres formations mieux « cotées ».

On comprend l'irritation ressentie par les équipes pédagogiques sommées de réaliser ce travail aussi ingrat qu'inutile. Le paradoxe est en effet que, moins les formations sont en mesure de sélectionner véritablement, et plus elles doivent

consacrer du temps à des opérations fictives de sélection. Pour les étudiants comme pour les établissements, le système a été pensé « par le haut », c'est-à-dire pour ceux qui sont en situation d'être sélectionnés ou de pouvoir sélectionner, et non « par le bas », pour les étudiants et formations en bas de l'échelle. Il va falloir assurément que les pouvoirs publics réaménagent ce dispositif dès l'année prochaine en réintroduisant, d'une manière ou d'une autre, une hiérarchie des vœux des lycéens, afin que chaque formation puisse aller chercher, parmi les candidatures, celles qui s'adressent réellement à elle.

Mais au-delà de ce cafoillage que peut expliquer le contexte d'une réforme qui n'avait pas été prévue dans le programme présidentiel et qui a dû être menée au pas de charge en raison du scandale de l'extension du tirage au sort à la rentrée universitaire 2017, la crise présente est lourde de significations. On voit en effet s'élever contre la « sélection », non ceux qui pourraient être concernés (lycéens), mais certains de ceux (étudiants) qui ont franchi le barrage dénoncé ; non ceux qui sont amenés à la mettre en œuvre (enseignants des filières en tension), mais ceux (enseignants des cursus de lettres et sciences humaines) qui, faute de candidats, n'ont aucune réelle capacité à sélectionner !

Il faut prendre au sérieux le malaise qui s'exprime ici, même s'il est formulé à contresens. Il émane de la fraction des universités françaises la plus en peine, celle qui ne parvient plus à disposer d'un effectif d'étudiants en quantité et qualité convenables et qui, à raison, craint pour son avenir. Pour inverser la tendance, il faut faire revenir vers les universités la population qui les ont fuies pour des formations sélectives, de plus en plus souvent privées. A cet égard, Parcoursup, s'il est convenablement réaménagé, est un progrès.

Mais il ne faut pas se faire d'illusions. Remonter une telle pente, après des décennies de politique universitaire sans ambition, n'est pas chose facile et prendra longtemps. D'ici là, il faut rassurer une communauté universitaire traumatisée. Elle a assurément sa part de responsabilité dans la crise actuelle, car elle a partagé l'aveuglement des pouvoirs publics. Mais un tel jugement moral est vain. Il s'agit de fonctionnaires, payés par l'argent public. Il est de l'intérêt de tous qu'ils puissent travailler sereinement et efficacement au bénéfice de la nation. ■

**François Vatin** est professeur de sociologie à l'université Paris-Nanterre





L'AIR DU MONDE | CHRONIQUE

PAR SYLVIE KAUFFMANN

## Guerres et paix

Dans sa brutalité, Donald Trump a eu, mardi 8 mai, une attention d'une étonnante délicatesse : celle de prévenir, par téléphone, Emmanuel Macron, son « ami », « parfait », de sa décision de se retirer de l'accord sur le nucléaire iranien. Lui, le président aux mauvaises manières, le tueur compulsif, le roi du « fait alternatif » a, curieusement, respecté les formes. Comme un moment de courtoisie incongru, avant de lâcher une bombe.

Son homologue français ne s'y est pas trompé. La brièveté du communiqué de l'Élysée en dit long sur le caractère glacial de cet entretien téléphonique – un 8 mai, qui plus est, fâcheuse coïncidence : « Les deux présidents ont évoqué les questions relatives à la paix et à la stabilité au Moyen-Orient. » Une façon laconique de faire comprendre que, avec la décision attendue, cette paix, déjà passablement troublée, peut se transformer en vraie guerre et embraser la région, plus proche de l'Europe que des États-Unis.

Bombe à fragmentation, la décision de Donald Trump torpille aussi ses alliés européens et, derrière eux, l'ordre international libéral dont ils se sont faits les plus grands défenseurs. Le candidat élu sur le slogan *America First* avait déjà, dès son arrivée au pouvoir, ouvert les hostilités en retirant la participation des États-Unis à l'accord de Paris sur le climat. Il a poursuivi en quittant le traité de libre-échange transpacifique (TPP, Trans-Pacific Partnership), puis en décrétant des taxes sur les importations d'acier et d'aluminium, au mépris des règles commerciales internationales.

Abouissement de cette logique de puissance brute, le retrait du « JCPOA », nom technique de l'accord sur le nucléaire iranien (Joint Comprehensive Plan of Action), dynamique, lui, le système multilatéral qui régit les relations internationales depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Système, faut-il le rappeler, mis en place par les États-Unis.

### Unité des Européens

Pourquoi cette dénonciation-là est-elle plus grave que les précédentes ? Parce qu'il s'agit de sécurité et de prolifération nucléaire dans une zone particulièrement explosive. Parce qu'elle anéantit les efforts acharnés des diplomates de trois pays européens – la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni – menés depuis quatre mois avec leurs collègues américains pour sauver un accord certes imparfait mais considéré par ces mêmes diplomates comme le meilleur moyen d'empêcher l'Iran de construire sa bombe nucléaire. Parce que, enfin, elle pulvérise un principe fondamental du droit international : *pacta sunt servanda*. Les traités doivent être exécutés.

Pour les Européens, c'est une gifle retentissante. Initiative européenne, le JCPOA est le résultat d'une décennie de négociations tenaces et ardues, pur fruit de la diplomatie multilatérale, signé en juillet 2015 par les trois pays du Vieux Continent déjà cités, l'Iran, les États-Unis, la Chine, la Russie et l'Union européenne (UE).

**UNE GRAVE CRISE DE LA RELATION TRANSATLANTIQUE EST OUVERTE, PLUS GRAVE QUE CELLE DE LA GUERRE D'IRAK, EN 2003**

### LE RETRAIT DES ÉTATS-UNIS DE L'ACCORD SUR LE NUCLÉAIRE IRANIEEN DYNAMITE LE SYSTÈME MULTILATÉRAL

Il a été, comme le souligne la déclaration conjointe publiée dans la soirée par M. Macron, la chancelière allemande Angela Merkel et la première ministre britannique Theresa May, entériné par une résolution adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité des Nations unies (ONU).

Le président français est monté en première ligne pour le défendre, a engagé son capital politique. Angela Merkel est arrivée sur ses talons à Washington pour plaider la même cause, suivie du chef de la diplomatie britannique, Boris Johnson, qui n'avait pas terminé son numéro de flatterie sur « Fox & Friends », l'émission préférée de Trump, que celui-ci avait déjà pris sa décision. Aux efforts des Européens, à l'appel du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et à la force du droit, le président américain a préféré la manipulation médiatique du numéro un israélien, Benyamin Nétanyahou, et la force tout court.

Et maintenant ? Vaillamment, Paris, Berlin et Londres affirment maintenir leur ligne et leurs efforts avec l'Iran : leur unité est salutaire. Mais une grave crise de la relation transatlantique est désormais ouverte, plus grave que celle de la guerre d'Irak, en 2003 : l'Europe, à l'époque, était divisée entre les pays qui avaient suivi Washington dans l'aventure irakienne et ceux qui avaient résisté.

S'ajoutant aux fortes tensions sur le commerce entre Washington et Bruxelles, la crise iranienne dresse, elle, les États-Unis contre l'Europe sur des sujets si fondamentaux que l'on peut se demander s'il existe encore une communauté transatlantique.

À l'heure où se prépare une autre négociation, celle de la dénucléarisation de la péninsule coréenne, le système international est fortement ébranlé, la crédibilité de ses institutions mise en doute, alors qu'elles devraient être sollicitées pour les procédures de vérification et de démantèlement. Pékin et Moscou s'interrogent.

Spécialiste de l'ONU au think tank European Council on Foreign Relations (ECFR), le Britannique Richard Gowan prévoyait il y a quelques jours une « détérioration massive de l'atmosphère » au Conseil de sécurité en cas de retrait américain du JCPOA et « des dégâts terribles » pour la politique européenne à l'ONU. Nous y sommes, comme nous sommes dans ce que la diplomate française Jainaina Herrera appelle « l'ère de la brutalisation de la diplomatie ».

Mercredi 9 mai, Journée de l'Europe et anniversaire de la déclaration Schuman de 1950, le président Macron se rend à Aix-la-Chapelle. Il y retrouvera, jeudi, à la cathédrale, la chancelière Merkel, en compagnie de laquelle il doit assister à la messe de l'Ascension, avant de se voir remettre le prix Charlemagne. Vingt-quatre heures de réflexion et d'histoire européenne partagée pour un tandem franco-allemand mis à l'épreuve par le retour de la puissance brute et du rapport de forces : rarement la mission de l'UE aura paru aussi éloignée du « feu et de la fureur » d'outre-Atlantique. ■

kauffmann@lemonde.fr

## IRAN : UNE DÉCISION ABSURDE AUX EFFETS DÉSTABILISATEURS

### ÉDITORIAL III

Jamais l'accord sur le contrôle du nucléaire iranien de juillet 2015 n'a été aussi menacé. L'annonce, le 8 mai, par Donald Trump du retrait américain et du rétablissement de sanctions dures ne va pas nécessairement donner le coup de grâce immédiat à ce compromis laborieusement négocié entre les « 5 + 1 » (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité plus l'Allemagne) et Téhéran, mais elle le condamne à une lente agonie.

Obsédé par la volonté de défaire tout ce qu'a réalisé son prédécesseur, Barack Obama, à commencer par cet accord, qu'il définit comme « le pire jamais signé par les États-Unis », Donald Trump joue les bouffeux, alors même que la guerre en Syrie, devenue le théâtre de l'affrontement

entre les diverses puissances régionales, oppose toujours plus directement l'Iran et Israël. Malgré les mises en garde des autres signataires, à commencer par les Européens, le président américain persiste dans sa décision absurde, dont l'effet sur le Moyen-Orient s'annonce dévastateur.

Signé à Vienne après douze ans d'un bras de fer diplomatique, l'accord de Vienne ou Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA) est loin d'être parfait. Il gèle pour dix ans le programme nucléaire iranien et interdit à Téhéran un niveau d'enrichissement de l'uranium ouvrant la voie à une utilisation militaire. La République islamique doit en outre se soumettre à une surveillance stricte de ses installations nucléaires par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

En échange, les sanctions économiques qui ont étranglé l'économie iranienne ces dernières années ont été pour partie levées. C'était un compromis et, comme tel, nécessairement imparfait. C'était surtout un pari : le retour de l'Iran dans la communauté internationale et son ouverture économique favoriseraient une montée en puissance des courants modérés au sein de l'Etat et auraient une influence pacificatrice sur la région. Il fallait le tenter.

Les failles sont néanmoins tout aussi évidentes. Nombre des clauses arrivent à échéance en 2025 et un grand flou demeure sur l'après. L'accord n'interdit pas en outre

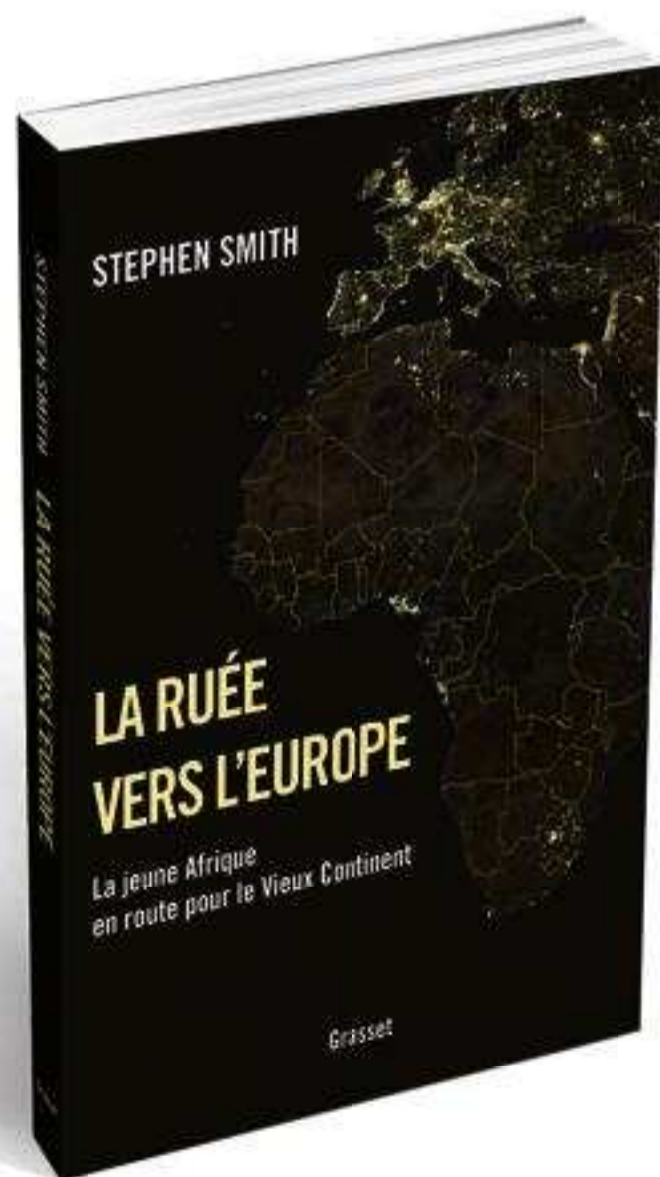
explicitement à l'Iran de continuer à développer la précision de son arsenal de missiles et de conserver ses missiles de longue portée, capables d'atteindre aussi bien l'Arabie saoudite qu'Israël.

Rien n'oblige non plus la République islamique à modérer ses ambitions régionales, alors même que l'influence iranienne est toujours plus forte au Liban, ainsi qu'en Syrie. Autant de points sur lesquels les Européens partagent les préoccupations de l'administration Trump, à commencer par Paris, qui fut la capitale occidentale la plus engagée pour un accord « robuste » avec Téhéran. D'où la proposition d'Emmanuel Macron de conserver le JCPOA, tout en le complétant.

Fort de sa relation personnelle avec Donald Trump, le président français espérait le convaincre d'éviter une sortie fracassante. Paris comme Londres et Berlin veulent désormais tout faire pour tenter de sauver l'accord malgré les États-Unis, voire contre eux, ouvrant potentiellement une crise sans précédent de la relation transatlantique. A la différence de Washington, Téhéran a, du propre aveu de l'AIEA, respecté jusqu'ici ses engagements, sans toutefois en retirer les bénéfices espérés. Il s'agit donc maintenant d'éviter la revanche des opposants iraniens à l'accord, qui déjà menacent de reprendre l'enrichissement de l'uranium, enclenchant l'engrenage vers le pire. ■

# « FORMIDABLE DESCRIPTION DE LA BOMBE DÉMOGRAPHIQUE AFRICAINE. »

**Emmanuel Macron**  
(Interview BFMTV-RMC face à J.-J. Bourdin et E. Plenet)



« Un livre posé, chiffré, qui a vocation à dépassionner le débat. »  
**Maryline Baumard, Le Monde**

« Un regard clinique, sans moralisme. Stephen Smith analyse avec une précision d'orfèvre le grand mouvement migratoire qui s'annonce entre l'Afrique et l'Europe. »  
**Thierry Fabre, Challenges**

« Attention, matière inflammable. »  
**Pierre-Laurent Mazars, Le JDD**

« Un livre passionnant qui vient projeter un éclairage cru sur un phénomène dont, à ce jour, nous n'avons vécu que le prologue. »  
**Jean-Louis Thiériot, Le Figaro histoire**

« Un essai passionnant et vertigineux, qui donne les clés pour appréhender le défi majeur des décennies à venir. »  
**Ghislain de Violet, Paris Match**

« Ses analyses refusent l'angélisme comme le catastrophisme, "l'irénisme humanitaire" comme "l'égoïsme nationaliste". »  
**Jacques Braunstein, Le Nouveau Magazine littéraire**

« Le livre de Stephen Smith vient nous réveiller. »  
**Hervé Nathan, Marianne**

# Fragile, l'économie iranienne se prépare à affronter le pire

► La décision de Donald Trump de sortir de l'accord sur le nucléaire risque d'affaiblir un peu plus l'économie iranienne

► Le retour du « plus haut niveau de sanctions économiques » pourrait signifier la fin des investissements avec l'Europe

► Dans un marché du pétrole déjà tendu, l'annonce du président américain a fait bondir les prix

PAGE 3



A la Bourse de Téhéran, le 8 mai. ATTA KENARE/AFP

« DIESELGATE »  
AUDI VISÉE PAR UNE NOUVELLE ENQUÊTE EN ALLEMAGNE

PAGE 4

TRANSPORTS  
UBER LÈVE LE VOILE SUR SON PROJET DE TAXIS VOLANTS

PAGE 4

VU D'AILLEURS | CHRONIQUE PAR BRICE PEDROLETTI

## La guerre d'usure sino-américaine est multiforme

La guerre commerciale entre Chinois et Américains se joue sur fond de rivalité stratégique en Asie. Dans la nouvelle ère inaugurée par le président chinois, Xi Jinping, en octobre 2017, Pékin compte bien récolter les fruits géopolitiques de sa position dominante dans le commerce mondial. A l'inverse, Donald Trump espère, lui, monnayer l'hyperpuissance militaire de son pays – quitte à faire payer ceux qui hébergent des bases américaines. Ces objectifs sont rarement convergents.

En novembre 2017, la Chine avait pourtant reçu un Donald Trump finalement bien moins exigeant que ses Tweet de campagne ne l'avaient laissé croire en matière commerciale. Pékin ne perdait rien pour attendre: la délégation de ministres et conseillers américains, dont Peter Navarro, l'auteur de *Death by China* (« la mort par la Chine », 2011, non traduit), envoyée par Washington vendredi 4 mai, a demandé une baisse de pas moins de 200 milliards de dollars (environ 169 milliards d'euros) de l'excédent commercial chinois vis-à-vis des Etats-Unis d'ici à

2020. Les prochains rounds de discussion décideront de la suite des négociations.

La Chine, qui dispose de capacités de représailles, promet de ne rien céder. Mais son économie surendettée a aussi des vulnérabilités, malgré les efforts du gouvernement chinois pour isoler ce problème de tout choc extérieur potentiel en menant en cachette sauvetages et apurements de bilans. Quant à l'obsession trumpienne d'échanges plus équilibrés entre la Chine et les Etats-Unis, elle fait abstraction d'autres réalités économiques et pourrait se tromper de cible. Mais elle a le mérite de donner l'initiative au camp américain.

### Taiwan, enjeu de puissance

Lors de voyages dans la région en 2017, le président américain avait objectivement besoin de la coopération chinoise pour assurer l'efficacité des sanctions contre la Corée du Nord. Depuis la détente entre les deux Corées, Pékin s'inquiète d'être relégué au second plan dans les discussions sur l'avenir de la péninsule coréenne et semble dépourvu de

levier vis-à-vis de Washington. Face à ces vents contraires, Pékin se déchaîne donc contre Taïwan, autre théâtre de confrontation virtuelle entre les deux géants depuis l'élection de la présidente, Tsai Ing-wen, en 2016. Taïwan est un enjeu de puissance de plus en plus explicite pour le président Xi Jinping, qui a lié sa réunification au continent à l'accomplissement de son rêve chinois. Evoquer une reprise de l'île par la force n'est même plus un tabou dans la presse nationaliste.

Première présidente « indépendante » à disposer de la majorité au Parlement taïwanais, M<sup>me</sup> Tsai a joué dès le départ la carte du traditionnel et inflexible soutien des républicains américains à Taïwan: contre toute attente, elle s'est entretenue de vive voix au téléphone avec Donald Trump fin 2016, une première. Puis, en mars 2018, le Congrès américain a adopté une nouvelle loi sur Taïwan, la plus importante depuis 1979, afin d'autoriser des voyages de plus haut niveau protocolaire entre Taipei et Washington.

Pékin, lui, fait tout pour isoler Taïwan. Trois des vingt-deux al-

liés diplomatiques de Taïwan en 2016 ont depuis rompu leurs liens avec Taipei au profit de Pékin – dont le dernier est la République dominicaine. Pékin l'a triomphalement annoncé le 1<sup>er</sup> mai.

A l'approche des négociations sino-américaines du 3 mai, la Chine a aussi cru bon d'ouvrir un nouveau front, commercial celui-ci, contre Taïwan: son administration de l'aviation civile a exigé le 25 avril de 36 compagnies aériennes dans le monde, dont les américaines, qu'elles cessent d'indiquer Taïwan comme un pays individuel sur leurs sites de réservation de billets d'avion, menaçant un boycott des consommateurs chinois. La Maison Blanche a dénoncé le 5 mai « une aberration orwellienne révélatrice d'une propension croissante du Parti communiste chinois à imposer ses vues politiques sur les citoyens américains et les compagnies privées ». Sur Weibo, le Twitter chinois, sous contrôle étroit de la censure, les internautes ont riposté en appelant à l'indépendance d'Hawaï ou de l'Alaska. ■

pedroletti@lemonde.fr

PERTES & PROFITS | AIR FRANCE - TOYOTA

## DU CARACTÈRE ALÉATOIRE DU RUISSELLEMENT

L'argent des riches fait-il au bout du compte le bonheur des pauvres? Cette question ancienne a rebondi récemment en France à la faveur d'une polémique politique sur l'efficacité et la justice des décisions impulsées par le nouveau président de la République, Emmanuel Macron. On a donc ressorti des tiroirs la fameuse théorie du ruissellement qui faisait déjà débat aux Etats-Unis dans les années 1930. Immédiatement démentie. Ce n'est pas une théorie, mais une métaphore dont la justesse est hautement aléatoire, car fonction des circonstances et des banals rapports de force.

Deux exemples extrêmes viennent nous le rappeler. A la compagnie Air France, les pilotes, entraînant derrière eux la majorité du personnel, ont réagi au quart de tour à l'amélioration des résultats de la compagnie pour demander un rattrapage des salaires de près de 6%. Un effort jugé trop important par la direction de l'entreprise au regard de la faible compétitivité de la société, de l'intensité de la concurrence et de la remontée des prix du pétrole. L'argent ruisselait à peine qu'il était déjà préempté par le personnel. Et quel que soit le nouveau patron qui sera nommé à la suite de la démission de Jean-Marc Janaillac, il devra lâcher du lest.


A l'autre bout de la planète, le constructeur japonais Toyota vient d'annoncer des résultats financiers exceptionnels pour son année fiscale 2017-2018. Près de 20 milliards d'euros de bénéfice net, faisant de lui, et de très loin, le champion du monde de l'industrie automobile. Une rentabilité exceptionnelle qu'il

partage avec ses concurrents locaux, comme Honda, dont les profits ont grimpé en 2017 à plus de 8 milliards d'euros. Pourtant, à l'issue des négociations de printemps, Toyota n'a accordé à ses salariés qu'une modeste augmentation de 10 euros et Honda de 13 euros. Rien à voir avec les centaines d'euros exigés par les salariés d'Air France. L'argent s'accumule au sommet dans les grandes entreprises japonaises, au point qu'elles pourraient couvrir deux fois leurs besoins d'investissement avec les liquidités dont elles disposent, mais pratiquement rien de cette manne ne parvient à la base. Zéro ruissellement.

### Explosion de la dette

La raison de ces deux situations antagonistes est simple. Toutes les compagnies aériennes, y compris celles des émirats du Golfe persique, peinent à gagner de l'argent car elles manquent de pilotes et leurs salaires explosent. D'où leur position de force. A l'inverse, la flexibilisation du travail et la fin de l'emploi à vie au Japon ont singulièrement affaibli les syndicats nippons, en dépit d'une pénurie d'emplois criante. Une situation dommageable pour le pays, car l'excès de trésorerie des entreprises est mal investi, dans des actifs peu rentables, tandis que la faiblesse des salaires mine la consommation intérieure et alimente la déflation et l'explosion de la dette publique. Ce qui pousse le pouvoir à mener une politique monétaire expansionniste de taux bas et de rachat d'obligations. Le Japon ne pourra rester éternellement le pays où l'argent ne ruisselle jamais. ■

PHILIPPE ESCANDE



**SMART CITIES**  
LES PRIX DE L'INNOVATION

Le Monde

## DÉCOUVREZ

# NOTRE ESPACE DÉDIÉ AUX SMART CITIES


Articles, interviews, vidéos, dossiers spéciaux, réalisés par la rédaction du Monde sur [Lemonde.fr/smart-cities](http://Lemonde.fr/smart-cities)

Partenaire principal



LA POSTE

Partenaires



CITEO



EDF



ENEDIS

L'ÉLECTRICITÉ EN RESEAU



Contrôle des rouleaux d'aluminium dans une usine de Zouping, en Chine, le 7 avril. AFP

## L'aluminium chinois, de la quantité à la qualité

SHANGHAI - correspondance

**G**ong Zhiyu est un patron heureux. Alors que les usines voisines sont touchées par les restrictions de production d'aluminium, son entreprise continue de tourner tranquillement. Ses 80 salariés fabriquent des cercles de ce métal destinés à alimenter les usines de canettes ou de tubes de rouge à lèvres. Les autorités locales ont choisi de privilégier les acteurs à plus forte valeur ajoutée, qui transforment le produit, aux dépens des producteurs de barres d'aluminium brut. Depuis novembre 2017, les mesures adoptées au niveau national ont fait remonter les prix. Les droits de douane imposés par les Etats-Unis sur les importations d'aluminium chinois ? M. Gong hausse les épaules : « La plupart de mes clients ont leurs usines en Chine. »

A Zouping, district industriel de la ville de Zibo, dans la province du Shandong, les droits de douane de 10 % sur les importations d'aluminium adoptés par l'administration Trump le 8 mars ne font pas peur. La Chine n'a pas attendu les sanctions américaines pour réformer le secteur.

Weiqiao, le géant local de l'aluminium, huitième producteur mondial, a déjà dû limiter sa production à 70 % de ses capacités depuis novembre. Comme bon nombre de firmes des secteurs de l'acier, du charbon et de l'aluminium, Weiqiao et toutes les entreprises du district qui en dépendent, vivent au rythme des décisions du gouvernement chinois plus qu'à celui des fluctuations des cours des métaux.

Fin 2015, la Chine a lancé un vaste plan de réduction de ses surcapacités industrielles. Mais il ne s'agit que d'un pan d'une stratégie plus large, estampillée « politique de l'offre », consistant à moderniser le secteur industriel chinois. Objectifs : diversification, montée en gamme, et cela sur toute la chaîne de valeur.

Concrètement, Pékin tente de mettre fin à la surproduction qui minait les prix, dans les secteurs, stratégiques, de l'aluminium, du charbon et de l'acier. D'une part, en fermant les capacités de production obsolètes, peu rentables et polluantes. D'autre part, en imposant des restrictions ponctuelles aux grandes entreprises, quand les fermetures ne suffisent pas.

Le premier producteur mondial d'aluminium a lancé un vaste plan de réduction de ses surcapacités. Mais l'objectif de Pékin est, surtout, de monter en gamme et de créer des champions nationaux, et non de leur rogner les ailes

Cet hiver, des quotas de production ont été imposés dans toutes les provinces proches de Pékin, pour limiter les émissions de particules fines pendant la saison la plus polluée de l'année. Mais ces limitations n'ont pas eu d'incidence sur les affaires de M. Gong : « Notre activité n'est pas très polluante, et nous utilisons des quantités d'aluminium assez faibles, par rapport aux producteurs de métal brut. » Ses produits finis sont des galettes de différents formats, de la taille d'une pièce de monnaie à celle d'une assiette. Ses clients les transformeront en canettes, bouteilles ou étuis à cigares.

### RÉORGANISER LA FILIÈRE

Son entreprise, Shandong Qichuang Aluminium Products, basée à Shanghai il y a encore quatre ans, a déménagé en raison des normes environnementales drastiques de la capitale économique chinoise. Mais s'installer dans un centre de production d'aluminium a d'autres avantages. « L'aluminium fondu sur place peut être transporté liquide sur 8 kilomètres, explique le patron. Nous n'avons pas besoin de refondre le métal avant de le travailler. J'économise de l'énergie et je pollue moins. »

Moins de pollution et plus de valeur ajoutée, c'est l'objectif que cherche à atteindre la Chine avec sa politique de l'offre, mais sans vraiment réduire ses surcapacités d'aluminium. Si les autorisations de nouveaux projets de laminoirs sont difficiles à obtenir, elles ne sont pas impossibles, explique Wan Ling, experte pour le cabinet d'analyse du marché des métaux CRU Group. « Nous estimons que les capacités chinoises d'alumi-

nium vont continuer à croître, mais moins vite qu'avant. Des responsables gouvernementaux ont affirmé que les capacités allaient rester à leur niveau actuel de 45 millions de tonnes dans les prochaines années, mais ce n'est pas possible, car des projets continuent de sortir de terre, souvent approuvés les années précédentes. Nous estimons que, en 2022, la Chine aura 52 millions de tonnes de capacités d'aluminium installées », développe la spécialiste, basée à Pékin.

En réalité, c'est d'une réorganisation de la filière qu'il s'agit. Pour monter en gamme et pour limiter la production au profit de quelques champions nationaux, préférés aux groupes privés comme Weiqiao. « Pour Weiqiao, il sera très difficile d'ouvrir de nouvelles capacités, assure Wan Ling. Les entreprises d'Etat devraient en effet être privilégiées. »

Qu'en pense Weiqiao, le géant local qui n'avait cessé de gagner des parts de marché ces dernières années ? « Qu'est-ce qu'on y peut ? Si les autorités ont pris une décision, nous sommes obligés de nous y plier », soupire un haut responsable de l'Association des producteurs d'aluminium de Zouping, largement financée par Weiqiao, et dont le président est aussi le patron du groupe du même nom. Il préfère garder l'anonymat, faute d'autorisation du bureau de la propagande. Ni l'entreprise ni le gouvernement local n'ont donné suite aux demandes d'interviews du Monde.

Pour autant, à Zouping, l'entreprise collabore avec les autorités pour favoriser la transition vers des industries plus élaborées. « En réponse aux demandes gouvernementales, Weiqiao a décidé de fournir son aluminium aux entreprises les plus avancées », poursuit le responsable de l'Association de l'aluminium. Autrement dit, l'entreprise ferme le robinet d'aluminium à celles qui se contentent de transformer le métal liquide en barres grossières vendues au poids.

« Nous aidons les entreprises à changer, précise le responsable. Par exemple, nous les encourageons à travailler avec des clients situés plus haut dans la chaîne de valeur, pour fabriquer des produits à plus forte valeur ajoutée. » Exemple de transformation réussie mis en avant par l'association : un ancien producteur d'aluminium brut s'est reconverti dans les câbles à haute tension. D'autres se sont lancés dans l'ameublement. Pour les autorités de Zouping, l'entreprise de M. Gong re-

présente l'avenir. Depuis un an, son usine a connu une petite révolution. Une nouvelle machine est arrivée, améliorant à la fois sa productivité et la qualité de ses produits. Les clients adorent, et la demande a explosé, affirme l'entrepreneur. « Nous avons enfin réussi à mettre au point une machine dont seuls les Allemands disposaient jusqu'ici », explique-t-il. Grâce à elle, la production est plus rapide et plus précise.

Dans un des quatre vastes hangars de l'usine, la machine en question ne paie pas de mine. Mais elle permet de transformer directement l'aluminium liquide en longues bandes d'un centimètre d'épaisseur sur dix de largeur qui s'enfilent en rouleaux dans lesquels les cercles d'alu seront découpés. Auparavant, l'aluminium durci devait être de nouveau chauffé. Un système énergivore, encore utilisé pour des produits moins demandés. Au pied de deux grandes cuves d'aluminium liquide, quelques roues, courroies et engrenages noircis par la poussière. Rien qui signale aux yeux inexpérimentés une innovation révolutionnaire. De fait, l'outil ne l'est pas. « Les Allemands ont cette machine depuis une cinquantaine d'années », admet M. Gong, qui poursuit : « Nous, les patrons de PME chinoises, on est bien conscients de la distance qu'il nous reste à parcourir pour les rattraper, eux ou les Français. »

### « DES GÉNIES DE LA COPIE »

Mais, quand il s'agit d'avancer, la Chine saute des étapes. En l'occurrence, celle de la recherche et développement. M. Gong, lui, n'hésite pas à admettre des pratiques souvent reprochées à son pays. « Nous avons réussi à copier la machine à partir de vidéos disponibles en ligne, raconte-t-il fièrement. Au départ, les Allemands voulaient nous la vendre 80 millions de yuans [soit 10,5 millions d'euros]. Nous étions d'accord. Puis ils se sont ravisés, ils savaient que, s'ils nous la vendaient, ils ne pourraient plus écouler leur propre production, car nos coûts seraient plus bas. Finalement, on a réussi à la copier pour 6 millions de yuans. »

« Dans les PME chinoises, nous n'investissons pas beaucoup dans la recherche et développement, mais nous sommes devenus des génies de la copie, résume le patron. Il suffit de me montrer une seule fois une machine et je peux la répliquer », affirme-t-il. Pour l'infrastructure en question, il s'est associé à un autre patron chinois de son secteur. Leurs techniciens ont travaillé à partir de vidéos en ligne laissant voir des machines, et d'une partie de plans qu'un technicien chinois a pu acheter légalement. Mais cette aventure lui a donné des idées : il veut s'associer à l'université du Nord-Est, à Shenyang (Liaoning), pour développer une autre machine. Sans la copier, cette fois ! ■

SIMON LEPLÂTRE

« NOUS AIDONS LES ENTREPRISES À TRAVAILLER AVEC DES CLIENTS SITUÉS PLUS HAUT DANS LA CHAÎNE DE VALEUR », EXPLIQUE UN RESPONSABLE DE L'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS DE ZOUHING



# L'économie iranienne se prépare au scénario du pire

Le retrait des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire et les sanctions envers Téhéran fragilisent un peu plus le pays

**N**ous sommes préparés. Si l'Amérique se retire de l'accord, notre économie ne sera pas impactée. » En prononçant ces mots à la télévision d'Etat, mardi 8 mai, qui espérait convaincre le gouverneur de la banque centrale iranienne, Valiollah Seif ? Quelques heures plus tard, les annonces du président américain Donald Trump signifiant le retrait des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien et le rétablissement des sanctions vis-à-vis de Téhéran sonnaient comme le scénario du pire pour une économie iranienne déjà très fragilisée.

En témoignent les mouvements erratiques du rial, en chute libre sous le coup des incertitudes créées par M. Trump. La devise iranienne, malmenée mardi, a perdu 50 % de sa valeur depuis fin 2017. Pour enrayer le mouvement, les autorités ont instauré, en avril, un contrôle des changes avec un taux fixe de 42 000 rials pour 1 dollar. Mais sur le marché noir, la glissade a continué. Des estimations évaluent les sorties de capitaux entre 10 et 30 milliards de dollars (entre 8,4 et 25,2 milliards d'euros) ces quatre derniers mois, symptôme des craintes d'un effondrement de l'économie.

« Si les pressions à la baisse s'accroissent, ce qui est prévisible, les autorités vont-elles pouvoir tenir ? », s'interroge un analyste installé à Téhéran. La dépréciation de la monnaie risque d'alimenter l'inflation, déjà proche de 10 %, et l'exaspération d'une population

**L'Iran ne s'est jamais remis des années de crise: les citoyens ont les poches vides et l'appareil productif rouille**

qui estime avoir peu bénéficié de la levée des sanctions internationales depuis 2016.

Il y a un malentendu autour de l'accord nucléaire : malgré deux ans de relative embellie économique, l'Iran ne s'est jamais remis des années de crise. Les Iraniens ont les poches vides, l'appareil productif rouille. Les ventes de pétrole libérées par l'accord ont bien apporté des devises, mais elles n'ont pas entraîné la création d'emplois en nombre suffisant pour absorber le million de jeunes rejoignant chaque année le marché du travail. Presque 30 % de la jeunesse demeure au chômage, selon le Fonds monétaire international.

« Les grands ajustements ne se matérialisent pas du jour au lendemain. L'économie aurait eu besoin de temps pour s'adapter au nouvel environnement et renouveler son tissu productif », décrit Seltem Iyigun, économiste chez l'assureur-credit Coface. Les entreprises étrangères sont revenues, mais timidement. Attirées par le potentiel peu exploité d'un pays de

80 millions d'habitants, mais à moitié rassurées après des années d'isolement de Téhéran. Une frilosité renforcée par le quasi-gel des flux financiers avec la république islamique : les grandes banques internationales ont choisi de se tenir à l'écart pour ne pas s'exposer à des risques juridiques aux Etats-Unis, alors que certaines sanctions américaines restaient en place.

**Coups dans les aides publiques**

Le retour du « plus haut niveau de sanctions économiques » annoncé par M. Trump risque de mettre un coup d'arrêt aux investissements et au commerce avec l'Europe. Bruxelles clame son intention de « préserver » l'accord nucléaire. Encore faudra-t-il convaincre les entreprises de jouer le jeu, surtout celles ayant des intérêts aux Etats-Unis. D'ores et déjà, le nouvel ambassadeur américain à Berlin, Richard Grenell, a sommé les entreprises allemandes de cesser leurs activités en Iran. La volte-face

américaine devrait aussi peser durablement sur le secteur pétrolier, qui avait été le principal gagnant de l'accord – ses exportations ont plus que doublé dans l'intervalle – et le moteur de la reprise.

Ces défis s'ajoutent à ceux qui perdurent sur le front intérieur. Le secteur bancaire, sous-capitalisé et lesté de créances douteuses, est au bord de l'implosion. En cinq ans de pouvoir, le président Hassan Rohani a tenté d'assainir l'économie, tout en peinant à poursuivre sa politique de rigueur affichée, face à la résistance de corps d'Etat gourmands et à l'impopularité de ses coupes dans les aides publiques aux plus pauvres. Sa stratégie de croissance nationale misant sur le privé paraît peu prometteuse, au vu de la faiblesse du secteur, qui représente environ 20 % de l'économie iranienne.

En accentuant le risque d'une dégradation, le retour des sanctions américaines fait craindre, au sein de l'Etat, la multiplication

des mouvements de contestation qui ont gagné des dizaines de villes de province au tournant de l'année, et dont la répression a fait plus de 25 morts. Moins visibles et toujours disparates, des grèves se poursuivent : des professeurs à Yazd (centre), des métallos à Ahvaz (sud), des employés du rail à Tabriz (nord-ouest)...

Comment se préparer au pire ? Dans une note récente, l'économiste Djavad Salehi-Isfahani estimait que les efforts d'ouverture économique du modéré Rohani pourraient être « brutalement interrompus » pour laisser place à une « économie de la résistance », tournée sur elle-même et étroitement pilotée par les autorités. Les mesures prises ces dernières semaines – contrôle des changes, rationnement des devises étrangères, limitation de certaines importations – pointent toutes dans cette direction. ■

LOUIS IMBERT  
ET MARIE DE VERGÈS

## LES CHIFFRES

4,3 %

C'est le taux de croissance enregistré en Iran en 2017, selon le FMI, après un bond de 12,5 % en 2016, lié à la vigueur des exportations pétrolières.

28,1 %

C'est le taux de chômage des jeunes Iraniens en 2016, d'après le FMI. Il est encore plus élevé parmi les jeunes diplômés, mais redescend à 11,8 % pour l'ensemble de la population.

3,4 MILLIARDS

C'est, en dollars (2,85 milliards d'euros), le montant des investissements étrangers en Iran en 2016. Le président Hassan Rohani en espérait 50 milliards.

## Nucléaire: la décision américaine va soutenir les prix du pétrole

**LE PARADOXE** pourrait faire sourire : en annonçant sa décision de sortir de l'accord sur le nucléaire iranien, le président américain, Donald Trump, a des chances de soutenir les prix du pétrole alors qu'il les jugeait trop élevés, dans un Tweet rageur, le 20 avril.

Les cours de l'or noir bondissaient en Asie, mercredi 9 mai au matin, alors qu'ils avaient déjà renoué avec des niveaux élevés. Le baril de brut a dépassé les 76 dollars (64,20 euros), au plus haut depuis novembre 2014. « Une partie de la hausse est liée à l'anticipation, très forte sur les marchés, que Trump allait revenir sur l'accord », explique Francis Perrin, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques et expert des milieux pétroliers. Rien ne dit que cela va s'arrêter : tout dépendra de l'ampleur des sanctions américaines. »

A court terme, le marché devra potentiellement faire face à la perte de centaines de milliers de barils iraniens par jour. Or celui-ci est déjà tendu : les stocks sont au plus bas dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques, les Etats de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ont réduit leur production et la demande reste soutenue.

Le détail n'est pas encore connu, mais Trump n'a pas caché qu'il souhaitait que les sanctions soient les plus contraignantes possibles. Celles visant les exportations de pétrole iranien auront une incidence sur l'économie. Une telle mesure avait contribué à étouffer les revenus pétroliers de Téhéran à partir de 2012, et à faire pression lors des négociations. « Si

l'administration Trump veut revenir à une application dure des sanctions, ils viseront en premier lieu le pétrole : c'est une source de revenu essentielle pour le régime », estime l'expert Brian O'Toole, ex-haut responsable du Trésor américain sous les présidences Obama, puis Trump.

**A double tranchant**

Même si les pays européens ne suivent pas Trump, il est probable que les entreprises européennes qui achètent du brut iranien ne voudront pas prendre le risque de se brouiller avec Washington. L'Iran arriverait-il pour autant à continuer à vendre son pétrole en Asie ? Ses deux principaux acheteurs sont la Chine et l'Inde. « Un retour de sanctions pétrolières n'affecterait pas les ventes de Téhéran, analyse Pierre Fabiani, ancien patron de Total dans le pays. Les Chinois comme les Indiens se moquent des sanctions américaines : ils achèteront toujours à Téhéran, avec de beaux rabais. »

Les conséquences pour les Etats-Unis sont à double tranchant. Quand les prix du pétrole augmentent, l'industrie pétrolière américaine crie victoire. Pas les consommateurs, qui voient, depuis quelques semaines, le prix à la pompe grimper. Une grogne chez les conducteurs américains serait de mauvais augure pour Donald Trump pour les élections de mi-mandat, en novembre 2018.

Cette décision fait au moins un gagnant : l'Arabie saoudite, grande rivale de l'Iran au Proche-Orient, qui milite activement pour un prix du baril élevé et contre l'influence iranienne dans la région. ■

L. I. ET NABIL WAKIM



## DÈS VENDREDI EN KIOSQUE



[LEMONDE.FR/M-LE-MAG](http://LEMONDE.FR/M-LE-MAG)

# Uber rêve de faire décoller ses taxis volants en 2023

La branche Uber Elevate planche sur des appareils électriques à mi-chemin entre drone et hélicoptère

SAN FRANCISCO - correspondance

Quatre passagers, une vitesse comprise entre 240 et 320 kilomètres par heure et des « vertiports » capables de gérer plusieurs centaines de décollages et d'atterrissages par heure. Mardi 8 mai, en ouverture d'une conférence organisée à Los Angeles (Californie), Uber a apporté davantage de détails sur son projet de taxis volants. Et réaffirmé son objectif : lancer un service commercial en 2023. « C'est ambitieux, reconnaît Eric Allison, le responsable de la division Uber Elevate. Mais pas irréaliste. »

Pour tenir ses promesses, la plateforme américaine de voitures de transport avec chauffeur (VTC) multiplie les initiatives. Elle collabore avec des industriels pour concevoir ces appareils entièrement électriques, à mi-chemin entre des hélicoptères et des drones. Elle développe aussi un nouveau design de batterie lithium-ion. Uber conçoit par ailleurs un système entièrement informatisé de contrôle aérien et un nouvel algorithme pour coordonner taxis volants et voitures.

Mais l'entreprise, qui prévoit de lancer des phases de test en 2020, à Los Angeles, à Dallas et à Dubaï, n'est pas maître du calendrier. Elle devra en effet obtenir le feu vert des autorités américaines. « 2023 est beaucoup trop optimiste », dit un professionnel. Aux Etats-Unis, la Federal Aviation Administration discute déjà avec Uber. Mais son directeur, Dan Elwell, a prévenu, mardi, que le gendarme américain ne ferait « aucune concession sur la sécurité ».

**Le volume sonore pourrait représenter un frein pour obtenir l'autorisation de voler en milieu urbain**

A terme, Uber espère déployer des centaines de véhicules volants dans les grandes agglomérations. Ce réseau, baptisé « Uber Air », doit venir en complément de son service de VTC. Certaines courses incluront ainsi plusieurs étapes : un trajet en voiture pour se rendre au « vertiport » le plus proche, puis le vol avec d'autres passagers, puis un deuxième trajet en voiture vers la destination finale. La société américaine estime pouvoir réduire le temps passé dans les transports et les embouteillages.

Pour fonctionner, le système réclamera une « précision sans précédent », explique M. Allison. Chaque appareil ne restera cloué au sol que cinq minutes pour recharger les batteries, débarquer les passagers et embarquer les suivants. Aux heures de pointe, Uber prévoit plus de 1 000 décollages par heure sur certains « vertiports », qui seront principalement installés sur les toits d'immeubles ou de parking.

Chaque jour, Uber anticipe dix fois plus de trajets aériens dans certaines villes que le nombre de vols d'avions de ligne sur l'ensemble du territoire américain. « Un

**Le prototype d'un taxi volant Uber.** UBER



petit problème pourra avoir un impact important », redoute ainsi Eric Allison.

Fidèle à sa stratégie, Uber ne jouera qu'un rôle de plate-forme. Le groupe ne construira pas les voitures volantes. Il ne les achètera pas non plus et ne s'occupera pas de leur maintenance. Il ne bâtera et ne gèrera pas les « vertiports ». « Aucune entreprise ne peut réaliser seule les investissements pour déployer l'ensemble du système, justifie son responsable. Mais nous garderons un contrôle opérationnel direct. » Uber établira ainsi des contraintes à respecter pour ses partenaires.

L'entreprise s'est associée avec cinq groupes aéronautiques, dont le constructeur brésilien d'avions régionaux Embraer et le fabricant américain de drones Aurora, racheté fin 2017 par Boeing. La tâche est complexe. « Nous devons quasiment tout réinventer, souligne

Abe Karem, fondateur de Karem Aircraft. C'est peut-être plus facile que la physique nucléaire, mais que très légèrement. » Mardi, Uber a par ailleurs officialisé un partenariat avec l'armée américaine pour développer des rotors plus silencieux.

**Convaincre les plus réticents**

Le bruit représente, en effet, l'un des principaux défis à relever. S'il devrait être moins élevé que pour un hélicoptère, le volume sonore au moment du décollage et de l'atterrissage pourrait être un frein pour obtenir l'autorisation de voler en milieu urbain. « Il est possible de faire bien mieux », promet Eric Allison. « De nouvelles architectures et techniques apparaissent pour réduire cette nuisance », confirme François Chopard, le fondateur de Starburst, un incubateur de start-up dans le domaine de l'aéronautique.

Autre défi : l'autonomie des batteries et le temps nécessaire pour les recharger. « Il faut autant de puissance pour faire décoller une voiture volante que pour propulser un semi-remorque », souligne Pasquale Romano, directeur général de ChargePoint, une société qui fabrique des stations de recharge. Mais la place est beaucoup plus limitée. « Il n'y a pas en encore eu de progrès majeurs dans les batteries, simplement des améliorations », indique François Chopard.

En janvier, Uber a débauché Celine Mikolajczak, une ancienne responsable de Tesla, pour concevoir sa propre batterie. Celle-ci pourra ensuite être utilisée par les fabricants partenaires.

A plus long terme, Uber souhaite rendre ses voitures volantes autonomes. D'abord, parce qu'il n'y a pas « assez de pilotes », explique John Langford, patron

d'Aurora. Ensuite, parce que cela doit permettre de réduire les coûts d'exploitation, et ainsi proposer des tarifs plus abordables que l'achat et à l'entretien d'un véhicule personnel. M. Allison espère remplacer les pilotes au cours des dix prochaines années. « Le principal obstacle ne sera pas technologique, mais réglementaire », prédit-il.

Connu pour des tactiques parfois sauvages, Uber assure vouloir procéder par étapes. La société prévoit de lancer son service de taxis volants dans les pays où villes les moins contraignants. Elle espère ainsi démontrer son impact positif sur le trafic routier et apaiser les craintes sur la sécurité afin de convaincre les plus réticents. M. Allison se dit confiant. « Dans dix ans, Uber Air sera présent dans de nombreuses villes », s'enthousiasme-t-il. ■

JÉRÔME MARIN

27

C'est, en cents de dollar, soit 23 centimes d'euro, le coût par kilomètre et par passager qu'Uber espère atteindre pour son service de taxis volants. « Un prix magique, qui permet de l'utiliser tous les jours », assure Eric Allison, le responsable de la division Uber Elevate. C'est en effet le même coût que l'utilisation d'une voiture personnelle. C'est bien moins que ceux d'un hélicoptère (6 dollars par kilomètre parcouru) et de l'actuel Uber (1,50 dollar par kilomètre et par passager).

## Audi soupçonnée d'une nouvelle fraude sur des modèles diesel

La filiale de Volkswagen a interrompu la livraison de certains véhicules, après avoir découvert des irrégularités sur des moteurs

BERLIN - correspondance

Deux ans et demi après le déclenchement du « dieselgate », Volkswagen (VW) n'a toujours pas fait le ménage dans son passé. Une fois de plus, c'est sa filiale Audi qui est au cœur du scandale. L'office fédéral allemand pour la circulation des véhicules à moteurs (KBA) soupçonne la marque de continuer à installer des logiciels trompeurs dans ses voitures récentes. Mardi 8 mai, il a ordonné une enquête contre certains véhicules diesel du constructeur, qui pourraient être équipés d'un logiciel illégal d'un genre nouveau. En début d'après-midi, Audi a reconnu avoir interrompu les livraisons de deux modèles diesel récents, pour vérifier « des anomalies dans le logiciel du moteur ».

Au total, 60 000 véhicules sont concernés dans le monde, dont 33 000 en Allemagne. Il s'agit des berlines de type A6 et A7 équipées de moteurs V6 TDI, a précisé le ministère des transports. Ces voitures sont soupçonnées de contenir un logiciel programmé pour désactiver le système de dépollution du moteur dans certaines situations. Les deux modèles concer-

nés sont équipés des systèmes de traitement des gaz d'échappement les plus récents : un filtre dit « SCR » (réduction catalytique sélective), qui transforme les émissions d'oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>) en vapeur d'eau et d'azote inoffensifs, grâce à l'aspersion d'AdBlue, un liquide à base d'urée. La réaction chimique ainsi provoquée permet de piéger une grande partie des émissions de NO<sub>x</sub>, à condition d'injecter suffisamment de liquide à l'échappement. Et donc d'en transporter une quantité importante ou de passer régulièrement faire le plein.

C'est bien le point qui a sans doute influencé les programmeurs du logiciel incriminé. Pour que le conducteur n'ait pas à remplir lui-même le réservoir d'AdBlue, mais puisse en laisser le soin au garagiste, Audi aurait fortement réduit les quantités de liquide injectées à partir de 2400 kilomètres avant de devoir refaire le plein d'AdBlue. Durant cette phase, le catalyseur SCR ne fonctionne pas, ou de façon très limitée. Et les oxydes d'azote, considérés comme nocifs pour les voies respiratoires, sont rejetés dans l'atmosphère. En interrompant la livraison des véhicules suspects,

Audi espère échapper à un rappel obligatoire. Selon la presse allemande, ce rappel est cependant probable, au moins en Allemagne, où les modèles A6 et A7 sont des voitures de fonction courantes.

Audi a précisé avoir informé les autorités, la semaine dernière, de la présence de ces logiciels suspects dans ces moteurs. Ceux-ci auraient été « découverts » par le groupe à la suite des enquêtes internes menées depuis le déclenchement du « dieselgate », en septembre 2015. « Nous travaillons à une mise à jour du logiciel et nous sommes en contact étroit avec le KBA », a déclaré un porte-parole d'Audi le 8 mai. Le groupe a également informé les autorités d'homologation au Luxembourg et aux Etats-Unis.

**Volkswagen pourrait réclamer jusqu'à 1 milliard d'euros à son ancien patron**

Pour Martin Winterkorn, l'ex-patron du groupe Volkswagen (VW), qui a démissionné à la suite du « dieselgate », les conséquences du scandale pourraient être lourdes. Après un mandat d'arrêt émis contre lui par le parquet de Detroit, le 3 mai, aux Etats-Unis, VW lui-même attaque son ex-dirigeant. Selon la presse allemande, le groupe étudie la possibilité de lui faire porter une partie de la responsabilité des milliards de dommages et intérêts causés par le scandale. VW pourrait lui réclamer jusqu'à 1 milliard d'euros.

En janvier, le KBA avait déjà relevé la présence d'un autre logiciel trompeur dans d'autres modèles de la marque Audi, ce qui avait occasionné le rappel de plus de 70 000 véhicules en Allemagne. Le patron de la marque, Rupert Stadler, a déclaré qu'il travaillait à ce que toute la lumière soit faite sur le scandale.

**Un management qui agace**

Mais ce refrain est seriné depuis bien trop longtemps. Depuis l'automne 2015, Audi est soupçonné d'avoir été la cellule de développement des diverses manipulations illégales des logiciels des moteurs diesel pour contourner la législation sur les émissions d'oxydes d'azote. Des « innovations » qui, du fait de l'orga-

nisation de la production chez VW, se sont diffusées dans d'autres marques du groupe. En interne, l'agacement vis-à-vis du management d'Ingolstadt (Bavière) n'est plus un mystère depuis longtemps.

A l'été 2017, Uwe Hück, le président du *betriebsrat* de Porsche (le conseil de représentation des salariés dans l'entreprise), s'en était déjà pris frontalement à Audi, accusé d'avoir livré des moteurs suspects, qui avaient conduit la marque de voitures de sport à un humiliant rappel de milliers de modèles Cayenne. « Je ne permettrai pas que Porsche soit mis en danger par les magouilles d'Audi », avait-il déclaré, en juillet 2017, au journal *Bild*, dans une sortie d'une violence ouverte inhabituelle au sein du groupe VW. Il avait alors appelé de ses vœux un changement de tout le directoire d'Audi.

Huit mois plus tard, rien n'a changé fondamentalement chez Audi. Rupert Stadler est toujours à la tête de la marque, qu'il dirige depuis 2007. Précisément l'époque où les logiciels trompeurs ont commencé à être installés dans certains véhicules du groupe, avec les conséquences que l'on sait. Non seule-

ment M. Stadler n'a pas été remercié depuis le « dieselgate », mais il tient même une place de choix dans la nouvelle organisation du groupe installée par Herbert Diess, qui vient de prendre les commandes du groupe Volkswagen.

Pour le nouveau patron de l'empire VW, cette nouvelle affaire arrive au plus mal. Lors de l'assemblée générale du groupe, le 3 mai, Herbert Diess avait promis aux actionnaires que VW voulait devenir « plus honnête, plus ouvert, plus sincère, en un mot : plus honorable ». Cette ambition se trouve une fois de plus mise à mal, quelques mois après l'affaire des tests de gaz d'échappement sur les singles et les humains qui avait révélsé l'opinion publique.

Dans le sillage de Volkswagen, c'est toute l'industrie automobile allemande, premier secteur économique du pays, qui peine à convaincre de sa bonne foi. Pour les sous-traitants dépendants du moteur à combustion, cette affaire risque de compliquer leurs efforts actuels pour convaincre l'opinion et les responsables politiques que le diesel reste une alternative d'avenir. ■

CÉCILE BOUTELET



## Les « makers », une vraie sous-culture

Des plats alimentaires aux voitures, en passant par les maisons et les pièces industrielles, l'imprimante 3D ouvre aujourd'hui des perspectives de fabrication inédites. Encore réservé aux spécialistes au début de la décennie 2010, cet appareil, désormais bien connu du grand public, permet aussi d'imprimer des cellules souches, et donc d'envisager la création de tissus humains et de nouveaux organes.

C'est dans des espaces qui ressemblent davantage à des garages qu'à des laboratoires de pointe qu'a été portée la révolution technologique dont l'imprimante 3D n'est qu'un des vecteurs. Ces lieux portent des noms multiples. Pour les désigner de façon générique, Isabelle Berrebi-Hoffmann, Marie-Christine Bureau et Michel Lallement ont choisi le terme de « makerspace ». Que font concrètement les « makers » ? Comment des femmes et des hommes aux profils parfois si différents ont-ils réussi à fabriquer une identité collective ? s'interrogent les sociologues dans *Makers. Enquête sur les laboratoires du changement social*.

**« VALORISATION DU BRICOLAGE »**  
De 2013 à 2016, les auteurs ont sillonné plus d'une vingtaine de makerspaces, en France et à l'étranger. L'ouvrage s'ouvre sur des considérations généalogiques échappant au mirage de la nouveauté : « Le monde "maker" »



**MAKERS**  
d'Isabelle Berrebi-Hoffmann, Marie-Christine Bureau et Michel Lallement, Seuil, 352 pages, 21 euros

*s'inscrit dans une histoire de long terme qui, depuis la révolution industrielle, a vu se succéder différentes vagues de discours et de pratiques, qui ont toutes pour point commun la valorisation du bricolage et du do it yourself», rappellent les auteurs.*

Le monde « maker » s'est d'abord constitué par l'agrégation de deux populations principales : « Des hommes, trentenaires, diplômés de l'enseignement scientifique d'un côté ; des jeunes, garçons et filles, issus de filières artistiques, de l'autre. » L'enquête se penche également sur l'importance des valeurs, des références et des rites communs, et pointe les risques d'émiettement d'une identité collective toujours incertaine. La marchandisation de l'esprit *do it yourself* étant l'un des principaux motifs de querelle chez les makers. « En prenant au sérieux, avec les outils de la sociologie, ce que disent et ce que font les makers, c'est finalement la façon dont la société se bricole elle-même aujourd'hui que, au moins partiellement, nous avons tenté de mettre en lumière », expliquent les auteurs. ■

MARGHERITA NASI

## L'interdisciplinarité pour plus d'efficacité

Les entreprises repensent l'organisation du travail afin de conjuguer les compétences

Il n'a jamais été autant question d'intelligence collective, de travail collaboratif, de coworking, de « cross fertilisation » et d'« open innovation ». Ce n'est pas par hasard. L'injonction de la transformation numérique oblige les entreprises à repenser les processus d'innovation et de développement de leurs nouveaux produits et services. C'est toute l'organisation du travail qui s'en trouve transformée. Il s'agit à la fois d'aller plus vite et de résoudre des problèmes toujours plus complexes.

Jusqu'à alors, un nouveau projet était mené de façon séquentielle, les métiers intervenant l'un après l'autre, chacun sur sa partie. Aujourd'hui, ils doivent travailler simultanément, en équipes interdisciplinaires, pour répondre plus rapidement aux attentes des clients. Juristes, spécialistes du marketing, des ressources humaines, de la propriété intellectuelle ou de la production, commerciaux, fournisseurs voire clients travaillent en équipes pour échanger et partager leurs expertises de façon continue dans des boucles itératives.

« L'interdisciplinarité est une lame de fond. Elle permet la confrontation et la connexion des savoirs, ce qui est nécessaire dans le contexte d'évolution rapide et de raccourcissement des délais qui est le nôtre », constate Christelle Pradier, directrice du recrutement France de Sopra Steria, une entreprise de services du numérique (ESN).



ADRIÀ FRUITOS

Pour créer de nouveaux produits d'assurance, Axa constitue désormais des « feature teams ». « Avant, seuls les actuaire travaillaient sur de nouveaux produits. Aujourd'hui, les équipes projet associent le marketing, l'informatique, le commercial, le digital, etc. Les personnes sont détachées de leur service. L'équipe gère le projet de la conception jusqu'à la production opérationnelle et la gestion du nouveau produit », explique Karima Silvent, directrice des ressources humaines du groupe Axa. Cette organisation permet à l'entreprise d'être plus réactive dans l'adaptation des produits et de répondre plus vite aux attentes des clients », précise-t-elle. Chez Sopra Steria, les équipes conçues sur ce même schéma sont baptisées les « pizza teams ». Mais pour que le mode interdisciplinaire et collaboratif soit efficace et vertueux, chacun des membres de l'équipe doit avoir des qualités qui vont au-delà de son expérience et de sa connaissance du métier. « On connaît la valeur d'un diplôme, on sait ce

qu'un jeune diplômé peut apporter à l'entreprise. Ce qui fera la différence, ce sont les « soft skills » [compétences douces], ce « savoir être ». Il faut des valeurs humaines pour faire réussir un projet ! », affirme Christelle Pradier. Travailler avec des personnes compétentes dans d'autres domaines que le sien demande beaucoup d'humilité et de curiosité. Il faut être capable d'écouter, d'apprendre des autres et de reconnaître que l'on s'est trompé, « ce qui n'est pas facile pour un ingénieur », reconnaît Christelle Pradier.

### « Ecouter, partager »

François Taddei, fondateur du Centre de recherches interdisciplinaires, place l'humilité en première position des compétences nécessaires à l'interdisciplinarité. « Il faut être capable de coopérer, d'avoir un esprit critique mais constructif. Il faut s'affranchir de l'illusion de la connaissance, de la foi en la connaissance ! »

Les écoles intègrent de plus en plus le « savoir être » dans leurs enseignements. L'alternance aus-

si donne aux jeunes une bonne occasion de découvrir le monde de l'entreprise et comment les relations humaines y fonctionnent. « Il faut tout de même former les collaborateurs avant de constituer une « feature team » pour qu'ils comprennent les métiers des autres, qu'ils apprennent à écouter, à partager », ajoute Karima Silvent. « Quant à la gestion de l'équipe, c'est au responsable de projet qu'il revient de valoriser chacun, de faire en sorte que le collaboratif s'installe et que chacun comprenne que les regards différents rendent le collectif plus efficace. »

Sopra Steria emploie, par exemple, des sportifs de haut niveau ou d'anciens militaires de haut rang. « Ils ont des qualités essentielles pour le travail collaboratif comme l'humilité, la persévérance ou la rigueur », souligne Christelle Pradier. L'interdisciplinarité des équipes favorise une plus grande diversité à la fois des générations, des profils et des expériences. ■

SOPHY CAULIER

### SOCIÉTÉ DES LECTEURS DU MONDE

Société anonyme au capital de 2 523 655,97 euros  
Siège social : 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris  
333 749 786 R.C.S PARIS

Société des Lecteurs du « Monde » : consultation de l'assemblée générale des actionnaires sur le projet de radiation du marché Euronext Access (ex. Marché Libre)

Libellé société : Lecteurs Monde Marché : Euronext Access ISIN : FR0000034779

Symbole : MILLEM

Paris, le 11 mai 2018

La Société a pris connaissance des nouvelles règles du marché Euronext Access entrées en vigueur le 19 juin 2017 laissant aux émetteurs jusqu'au 31 décembre 2017 pour se mettre en conformité, notamment leurs articles 7.1 relatif à la suppression de clauses statutaires d'agrément et 7.2 concernant l'obligation de faire admettre leurs titres aux opérations d'un dépositaire central.

Aux termes de l'article 7 de ces nouvelles règles, il appartient aux émetteurs de notifier leur intention à Euronext dans les meilleurs délais et, dans la perspective d'une radiation, de procéder à l'information de leurs actionnaires avec un avis raisonnable. Euronext a accordé à la Société la possibilité d'attendre de consulter ses actionnaires au mois de juin 2018 avant d'avoir à lui notifier son intention.

Conformément à son objet social, la Société est destinée à grouper des personnes physiques ou morales attachées à l'existence du quotidien *Le Monde*, soucieuses d'en assurer l'indépendance et souhaitant contribuer à son développement.

A cet effet, les statuts de la Société prévoient certains mécanismes lui permettant de réaliser pleinement son objet social, notamment en encadrant les cessions d'actions et leur mode de conservation, en particulier l'article 11 – Il qui dispose que certaines transmissions d'actions doivent faire l'objet d'un agrément préalable de la part du conseil d'administration de la Société. L'article 10 des statuts stipule également que les actions de la Société doivent nécessairement revêtir la forme nominative et être inscrites dans les comptes tenus par la Société.

En conséquence, compte tenu des spécificités propres de la Société et notamment de son attachement à assurer l'indépendance du quotidien *Le Monde* au travers de règles statutaires contraignantes destinées à encadrer les cessions d'actions, le conseil d'administration de la Société a convoqué une assemblée générale de ses actionnaires devant se réunir le 16 juin prochain à l'effet de se prononcer sur le projet de retrait de la cotation des actions de la Société du marché Euronext Access (ex-marché libre).

Il sera également proposé à cette assemblée, en cas de rejet du projet de retrait, de procéder à la refonte globale des statuts afin de les rendre conformes aux règles de marché d'Euronext Access.

Conformément à la procédure simplifiée mise en place par Euronext, un délai de 25 jours de Bourse sera respecté entre la date des présentes et la radiation effective.

Contact Presse - Laure Penchinat  
Secrétaire générale - Tél : 01 57 28 25 09

## QUESTION DE DROIT SOCIAL

### Faut-il reverser une rémunération indue ?

Il peut arriver qu'une paie illégitime soit versée à un salarié. Citons par exemple le versement en net d'une rémunération brute, ou, situation plus complexe mais non moins fréquente, la régularisation, dans le cadre de l'annualisation du temps de travail avec lissage de salaire, faisant apparaître un trop-perçu.

La Cour de cassation vient de se prononcer par deux fois, le 14 mars et le 5 avril, sur des demandes d'employeurs qui réclamaient la restitution de rémunérations versées, selon eux, à tort. La haute juridiction judiciaire a rappelé les conditions et les moyens de la mise en œuvre d'une restitution de rémunération indue. A savoir, ce que le code civil a longtemps nommé « la répétition de l'indu » et qui, dans le nouvel article 1302, est devenu « restitution », au cas particulier d'un solvens (celui qui a payé) employeur et d'un accipiens (celui qui a reçu le paiement) salarié.

Première affaire, première leçon : une cour d'appel avait jugé qu'un employeur ne pouvait pas demander au salarié le remboursement d'une prime d'ancienneté versée à tort, car il n'était pas établi que l'employeur avait été tenu dans l'ignorance du paiement de cette prime. L'arrêt a été cassé sur l'argument suivant : un salarié ne peut pas empêcher une restitution de rémunération indue, sauf s'il démontre que les sommes litigieuses lui ont été versées par l'employeur dans une intention libérale.

La deuxième affaire porte sur les modalités de récupération des sommes versées.

L'employeur peut-il directement prélever sur le salaire les sommes perçues à tort ? Cette extinction simultanée d'obligations réciproques entre deux personnes est possible, mais limitée, en raison du caractère alimentaire du salaire, au revenu de solidarité active (RSA) pour une personne seule : c'est le principe d'insaisissabilité et d'insaisissabilité partielles du salaire. Et cette compensation doit également répondre aux exigences de l'article 1347-1 du code civil : la créance (de l'un) et la dette (de l'autre) doivent être une somme d'argent fongible, liquide et exigible et « de la même espèce ».

Or, pour le salarié, le trop-perçu ne concernait pas un élément de rémunération, mais des repos compensateurs liés à un décompte erroné des heures supplémentaires : il ne pouvait donc pas se compenser avec le salaire. L'argument a été balayé par la Cour de cassation, suivant d'ailleurs la position des juges du fond : à partir du moment où le salarié avait bénéficié du maintien de sa rémunération malgré la prise de repos compensateurs qui n'étaient pas ouverts, les sommes indûment payées pouvaient être compensées avec le salaire qui est une somme de la même espèce.

Rappelons toutefois qu'un tel recours est limité dans le temps. L'action patronale doit, aux termes de l'article L. 3245-1 du code du travail, être intentée dans les trois ans « à compter du jour où celui qui l'exerce a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer », sous peine de s'en voir opposer la prescription. ■

Francis Kessler est maître de conférences en droit privé à la Sorbonne

# La fusion T-Mobile Sprint est un cas d'école

Le regroupement entre les troisième et quatrième géants du marché américain des mobiles va être suivi de près de ce côté de l'Atlantique, où la taille critique pour affronter les défis de la 5G n'est pas atteinte, analyse l'ingénieur Yves Gassot

Par YVES GASSOT

Cette fois-ci pourrait être la bonne. T-Mobile et Sprint, troisième et quatrième opérateurs de téléphonie mobile américains, semblent bien partis pour se regrouper. Ils ont annoncé dimanche 29 avril leur fusion, qui doit encore être validée par les autorités de la concurrence.

L'opposition de l'administration Obama à la concentration dans le secteur de la téléphonie mobile avait repoussé l'acquisition de T-Mobile par AT&T (deuxième opérateur américain) en 2012, puis la fusion entre T-Mobile et Sprint en 2014, avant l'échec d'une opération d'Iliad sur T-Mobile. On s'attendait à ce que le changement d'administration à Washington modifie la donne. En effet, Sprint et T-Mobile ont repris les négociations dès 2017. Elles ont été rompues à nouveau en novembre 2017 car le principal actionnaire de Sprint, le japonais SoftBank, avait refusé les exigences du principal actionnaire de T-Mobile, Deutsche Telekom, qui souhaitait contrôler la nouvelle entité.

Mais l'opération, sauf à être définitivement enterrée, ne pouvait pas être repoussée sine die pour au moins trois raisons. La première est liée aux enchères pour les nouvelles fréquences millimétriques de la 5G, prévues en novembre 2018: les opérateurs télécoms qui souhaitent y participer ne peuvent pas communiquer entre eux dans la période qui précède ces enchères. La deuxième est liée aux fameuses syner-

gies attendues avec ce type d'opération: ici, il s'agit d'unir les efforts pour construire un seul réseau 5G, et non deux.

Or la course est lancée, et plus on attend, plus les investissements engagés séparément minimisent les perspectives de synergie. La troisième raison est que Masayoshi Son, le patron de SoftBank, bien qu'investisseur audacieux, a reconnu au fil des discussions que la dynamique de conquête était plus du côté de T-Mobile que de Sprint, et que le redressement de ce dernier serait long à réaliser et allait nécessiter des investissements très lourds.

## EFFORTS D'INVESTISSEMENT

M. Son a donc dû accepter de baisser ses exigences initiales face à Deutsche Telekom, qui devrait devenir l'actionnaire de référence du nouvel ensemble. On peut se réjouir pour l'opérateur européen qui, après avoir payé très cher l'acquisition de modestes opérateurs régionaux, a fini par faire de T-Mobile la première ligne de revenus et le moteur de croissance du groupe. Les analystes de Bank of America ont calculé que le poids de T-Mobile dans la valeur de Deutsche Telekom passera de 34,9 % à 51,6 %.

Toutefois, la fusion va devoir obtenir l'accord de la Federal Communications Commission, l'autorité américaine de régulation des télécommunications, et du ministère de la justice. Ses promoteurs devront mettre en avant que seul le rapprochement de T-Mobile et de Sprint permettra d'éviter la reconstitution d'une sorte de duopole entre Verizon, le numéro un du secteur, et AT&T, le numéro deux, à l'occasion de la 5G. Il suffit pour s'en convaincre d'observer qu'en 2017, Verizon et AT&T ont investi chacun quelque 10 milliards de dollars (environ 8,4 milliards d'euros) dans leur réseau mobile, contre 8 milliards seulement si l'on additionne l'effort de T-Mobile et de Sprint. Même regroupés, les actionnaires du nouvel ensemble vont devoir accepter un nouvel effort d'investissement. On parle de 40 milliards sur trois ans.

Le nouveau T-Mobile, qui se présente comme un opérateur purement

mobile, va devoir aussi relever le défi de la 5G sans disposer des actifs qu'AT&T et Verizon possèdent dans la fibre optique – qui va être de plus en plus mobilisée par les architectures télécoms, avec les très petites cellules radio (*microcells*) du très haut débit mobile – et sans être présent sur le marché des entreprises. Il est probable également que la bataille va se porter sur la vidéo, qui constitue aujourd'hui une part majeure du trafic. Or AT&T a pris de l'avance en tant qu'opérateur multi-service et en tant qu'acteur numéro un de la télévision payante. Verizon a annoncé s'y préparer en allant au-delà des acquisitions d'AOL et Yahoo!. T-Mobile, qui est resté longtemps sceptique sur les ambitions de ses concurrents, a offert en décembre 2017 Netflix à certains abonnés et a acquis un modeste service de télévision et vidéo par fibre, Layer3 TV. Sprint s'est quant à lui limité à faire une offre gratuite d'accès à Hulu (site Web américain de vidéo à la demande) à ses clients optant pour un abonnement illimité.

Outre ces handicaps, le plus difficile va être de piloter les deux entreprises séparément pendant un an sans savoir si, au terme de ce délai, l'opération sera autorisée par les régulateurs. AT&T, et dans une moindre mesure Verizon, qui ont souffert ces dernières années de l'agressivité tarifaire et marketing de T-Mobile, peuvent finalement trouver dans l'opération quelques avantages, en tablant sur une période moins marquée par les promotions incessantes qui ont fait du mobile un marché en recul depuis quelques trimestres.

Une opération pouvant en cacher une autre, il ne faut pas non plus oublier le projet de plus de 108 milliards de dollars engagé par AT&T pour acquérir Time Warner (TW). Si la prise de contrôle de Sprint par T-Mobile est une concentration horizontale assez classique, l'analyse de cette autre opération est plus complexe. Fin juin 2018, la justice devra soit confirmer le refus de l'administration antitrust du ministère de la justice, soit accepter l'opération moyennant des concessions, par exemple une stricte égalité de droits d'accès des concurrents d'AT&T aux chaînes et contenus de TW.

Ces deux types d'opération, en cours d'examen aux Etats-Unis, ne peuvent laisser indifférente l'industrie européenne à un moment où l'Europe n'arrive pas à définir un cadre qui allie une concurrence active à l'émergence d'ac-

**CES OPÉRATIONS NE PEUVENT LAISSER INDIFFÉRENTE L'EUROPE À UN MOMENT OÙ ELLE N'ARRIVE PAS À DÉFINIR UN CADRE POUR INVESTIR DANS LA FIBRE ET LA 5G**

teurs paneuropéens, disposant des effets d'échelle permettant de supporter les investissements dans la fibre et la 5G. Une autorisation donnée à l'opération T-Mobile aux Etats-Unis pourrait peut-être faciliter une reprise des projets de consolidation en Europe, pour faire passer le modèle d'un marché de quatre à trois acteurs nationaux. Dans la pratique, les autorités antitrust utilisent d'abord un indice (dit de Herfindahl-Hirschmann, ou HHI) qui peut faire apparaître moins concurrentiels les marchés européens des mobiles. Mais cet indice HHI ne fait pas référence à la taille du marché national étudié. Or un tiers d'un marché de la taille de celui des Etats-Unis n'a évidemment pas la même valeur que le tiers du marché français, qui ne représente pas un dixième du marché américain.

Les principaux opérateurs européens sont-ils donc condamnés à demeurer des acteurs de second rang dans une chaîne du numérique de plus en plus complexe? Pas forcément, si l'on considère l'aventure américaine de Deutsche Telekom, les positions acquises par Telefonica dans les pays d'Amérique latine ou les perspectives intéressantes d'Orange en Afrique. Mais il faudra sans doute attendre encore quelques années avant qu'un « marché unique des télécoms en Europe » nous rapproche des conditions dont bénéficient les leaders du secteur aux Etats-Unis ou en Chine. ■

**J** Yves Gassot est ancien directeur général de l'Idate, groupe de réflexion et d'études spécialisé dans l'économie numérique des médias, l'Internet et les télécommunications

## LE CONTEXTE

### COMPÉTITION AUTOUR DE LA 5G

Les troisième et quatrième opérateurs de téléphonie mobile américains, T-Mobile, filiale de Deutsche Telekom, et Sprint, filiale du japonais Softbank, ont annoncé le 29 avril leur fusion. L'allemand dominera la nouvelle entité, avec 42 % du capital et neuf des quatorze membres du conseil de surveillance (dont la présidence), contre 27 % des parts et quatre sièges au japonais. Ils pourront ainsi défier les leaders du secteur aux Etats-Unis, AT&T et Verizon, dans la compétition qui commence autour de la 5G, quinze fois plus rapide que la 4G actuelle. Cette nouvelle technologie va rebattre les cartes du marché mondial des télécommunications dans les années à venir.

**LE NOUVEAU T-MOBILE, VA DEVOIR RELEVER LE DÉFI DE LA 5G SANS DISPOSER DES ACTIFS QUE SES CONCURRENTS POSSÈDENT DANS LA FIBRE OPTIQUE**

## La 5G va refondre l'industrie des télécommunications

Selon Jean-Pierre Brulard, directeur d'une entreprise technologique, le croisement entre la 5G, les objets connectés et l'intelligence artificielle oblige à un saut technologique sans précédent

Par JEAN-PIERRE BRULARD

La 5G est le nouveau travail d'Hercule pour les opérateurs de télécommunications et les fournisseurs d'accès à Internet (FAI). Les premiers doivent répondre aux attentes toujours plus élevées des consommateurs, tout en gérant une offre alliant téléphonie et données mobiles. Le contexte aussi a changé, puisque les coûts d'infrastructure se sont accrus, alors que la concurrence s'est intensifiée et que le revenu moyen par utilisateur s'est effondré. Si l'on en croit les prévisions de la GSMA, association mondiale des opérateurs mobiles, la 5G devrait être adoptée par 1,2 milliard de personnes d'ici à 2025, ce qui représente 12 % des connexions mobiles totales. D'ici là, les taux de croissance annuels moyens des FAI devraient atteindre 2,5 % pour 1300 milliards de dollars (1100 milliards d'euros) de profits. Pour des acteurs qui bataillent entre une demande en croissance et des prix en chute libre, c'est un objectif ambitieux. Tout le défi est de récolter les fruits de ce travail sans sombrer...

Il s'agit d'un changement radical et sans précédent, même par rapport à la 4G. Assurer la continuité du service et sa longé-

rité va demander de l'anticipation. En termes d'opérations sur le réseau et de développement de compétences, la transition entre la situation actuelle et l'avenir des télécommunications devra être la moins visible possible pour les usagers.

La première étape est de réfléchir aux nouveaux usages du réseau, et à la façon dont il diffèrera de la 3G ou de la 4G. A titre d'exemple, la bande passante particulièrement élevée et la faible latence de la 5G s'apprentent à bouleverser l'architecture des télécommunications du cloud et à permettre le développement de services encore inconnus. Avec l'émergence des objets connectés, de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage machine (« machine learning »), la 5G promet aussi la possibilité pour les organisations d'absorber de grandes quantités de données et d'en extraire le sens en temps réel, pour améliorer les services les plus réactifs. Les enquêtes menées par le cabinet d'études IDC indiquent que 72 % des entreprises s'attendent à ce que les objets connectés deviennent utiles à leurs activités. Alors que les entreprises commencent à en réaliser le potentiel, et qu'elles commencent à adopter ces technologies, elles vont rechercher des fournisseurs qui leur permettront d'accéder à ces équipements, mais aussi à la bande

passante nécessaire pour les utiliser. Qu'est-ce que cela signifie concrètement? Dans le transport: des véhicules intelligents et autonomes dotés de capteurs qui s'intègrent à la circulation et aux routes pour réduire au minimum les risques d'accident, alléger la circulation et lutter contre la pollution. Dans la santé: des chirurgies robotiques et des outils de prévention – avec des spécialistes soignant des patients à l'autre bout du monde pour des maladies qui ne sont pas encore traitées localement. Dans la construction: des outils télécommandés réduisant le nombre de personnes faisant des travaux dangereux, du fait du contrôle des équipements à distance. Dans les médias: la diffusion des programmes avec une plus grande qualité et une meilleure résolution sans besoin de connexion Wi-Fi.

Comme on le voit, les promesses techniques de la 5G créent déjà de nombreuses attentes, dans de nombreux sec-

teurs. Et c'est aux FAI d'être capables de répondre à ces attentes – et même d'en imaginer de nouvelles.

Comment peuvent-ils y parvenir? Prenons l'analogie de la maison. Ce que l'on voit à la surface – murs, portes, toit, fenêtres... – sont les avantages de la 5G: une connectivité ultra-rapide, ouvrant la porte à des services innovants et des expériences exceptionnelles. Des éléments essentiels sinon la maison serait bancale.

### BÂTIR DES FONDATIONS SOLIDES

Mais cela ne suffit pas. Ce qui assure la solidité d'une maison, ce sont ses fondations. Il en va de même pour la 5G: sans les fondations essentielles, elle n'existera pas. Cela implique de se poser la question du rôle des opérateurs de réseau, et de la façon dont ils fournissent l'infrastructure technique qui soutiendra le réseau 5G pour la décennie à venir.

Ces fondations devront être faites sur mesure, afin de répondre aux besoins de la 5G. Les nouvelles technologies devront être intégrées à l'infrastructure actuelle plutôt que d'être considérées comme des ajouts. Parmi elles, le réseau devra offrir les niveaux de flexibilité et d'agilité dont a besoin la 5G. Par exemple, en se positionnant littéralement à l'extrémité (« edge ») du réseau, le « multi-access edge computing » (MEC) ne nécessite pas une connexion avec le point central du réseau, mais utilise ses ressources les plus proches pour fournir le service requis. Cela implique des applications plus réactives et plus rapides.

**LES FOURNISSEURS D'ACCÈS À INTERNET DOIVENT REPENSER L'APPROCHE DE LEURS RÉSEAUX, CE QUI REPRÉSENTE UNE TÂCHE TITANESQUE**

**J** Jean-Pierre Brulard est vice-président et directeur général Europe, Moyen-Orient et Afrique de VMware, spécialiste des infrastructures cloud

# Le piratage, crainte majeure de Bruxelles

Les pays membres de l'UE avaient jusqu'au 9 mai pour transposer la directive sur la cybersécurité

BRUXELLES - bureau européen

La cybersécurité est devenue un sujet trop sérieux pour en laisser la responsabilité aux seuls Etats membres de l'Union européenne (UE). C'est pourquoi la Commission a rappelé, ces derniers jours, à quel point il était important que toutes les capitales aient adapté dans leurs droits nationaux la directive « sur la sécurité des réseaux et des systèmes d'information » au plus tard le 9 mai.

Ce texte, agréé définitivement à Bruxelles à l'été 2016, est le premier du genre à obliger à une coordination paneuropéenne en matière de cybersécurité. Il avait été proposé par la Commission début 2013, sous l'ère Barroso. « C'était une autre époque. Ces sujets n'intéressaient que les experts », glisse une source maison. Avec la multiplication des attaques informatiques massives (4 000 offensives quotidiennes de logiciels rançonneurs depuis début 2016, selon les autorités européennes), la nécessité d'une meilleure protection des activités stratégiques dans l'UE n'est plus remise en question.

L'attaque WannaCry, survenue en mai 2017, qui a touché plus de 300 000 ordinateurs dans le monde, dont ceux des hôpitaux publics britanniques, de Renault ou de Vodafone, puis NotPetya, à peine un mois plus tard, qui aurait entraîné plus de 1 milliard

**La Commission veut surtout éviter que subsistent des maillons faibles, à savoir les Etats de l'Est et du Sud**

d'euros de dégâts, ont contribué à cette prise de conscience.

Ce ne sont pas les grands Etats que Bruxelles vise avec ce texte – ni l'Allemagne ni la France, qui dispose déjà de son Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) et a transposé la directive dans les temps (en février). La Commission veut surtout éviter que subsistent des maillons faibles, à savoir les Etats de l'Est et du Sud, dont les entreprises et les services publics, bien moins protégés, constituent de redoutables points d'entrée sur le marché intérieur européen pour les virus malveillants.

La directive recommande que chaque pays se dote d'une agence nationale de cybersécurité, censée échanger avec les autres entités au sein de l'Union, que chaque capitale dispose de plans de réaction d'urgence en cas d'attaques, et que soient dressées, au niveau national, des listes d'entreprises ou d'administrations à risque (réseaux de transports, hôpitaux,

banques, fournisseurs d'eau et d'énergie, opérateurs de télécommunications...). Celles-ci sont tenues de notifier des incidents informatiques si elles en sont victimes. Les services en ligne (stockage de données, moteurs de recherche) sont aussi concernés, mais pas les services gouvernementaux. Trop délicat pour des pays membres toujours jaloux de leur souveraineté...

**Système d'amendes**

La Commission encourage également les Etats à introduire dans leurs lois nationales un système d'amendes pour les fournisseurs de services essentiels pris en défaut de surveillance (mises à jour informatiques insuffisantes, absence de notification en cas d'incidents...). En France, les sommes sont plafonnées à 100 000 euros. La Grande-Bretagne a eu la main plus lourde, prévoyant des pénalités jusqu'à 19 millions de livres (21,6 millions d'euros).

En septembre 2017, la Commission Juncker a proposé de compléter ce dispositif, en musclant les prérogatives et les moyens de l'agence européenne Enisa, chargée de coordonner les efforts des agences de cybersécurité nationales. Elle devra également superviser des exercices annuels de simulation d'une attaque majeure paneuropéenne. Son mandat sera rendu permanent.

Le président de la Commission a en outre suggéré un système de certification européenne de sécurité concernant les produits connectés et les services en ligne, sur le mode de la « certification de sécurité de premier niveau » en France. L'objectif est de renforcer la confiance dans l'Internet des objets, en expansion rapide. Il a par ailleurs proposé de réviser une directive datant de 2001 contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement virtuels autres que les espèces (par le biais de numéros de cartes de crédit

volées ou piratées, notamment). Il s'agit d'améliorer les droits des victimes, d'alourdir les peines des criminels et d'élargir le champ des fraudes aux monnaies virtuelles. Ces textes sont encore en débat au Parlement européen et au Conseil.

Malgré les enjeux, les moyens alloués par l'UE restent embryonnaires. Ainsi, le budget de l'Enisa, même s'il est doublé, devrait plafonner à 23 millions d'euros. Son personnel pourrait passer de 60 à 120 personnes... Plutôt modeste, alors qu'il s'agit de maintenir une veille technologique performante pour mieux déjouer des attaques informatiques protéiformes et qui évoluent constamment. L'agence, qui, au terme d'intenses tractations, a été installée à Héraklion (Crète) au début des années 2000, offre un cadre idyllique pour les vacances, mais elle peinait jusqu'ici à recruter des experts de haut niveau. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX

RÉSEAU SOCIAL

**Facebook se réorganise**

Le réseau social américain Facebook, qui tente toujours de redorer son image après le scandale planétaire autour des données personnelles, a modifié, mardi 8 mai, les attributions de plusieurs cadres dirigeants, le PDG et cofondateur Mark Zuckerberg gardant les rênes. Ainsi, Chris Cox, l'un de ses proches, sera désormais chargé des applications Facebook, Instagram, WhatsApp et Messenger. Facebook réorganise également ses équipes dévolues aux produits et à la technologie, en créant trois unités, dont l'une consacrée à la blockchain. – (AFP)

JEUX VIDÉO

**Electronic Arts fait mieux que prévu grâce au numérique**

L'éditeur américain de jeux vidéo Electronic Arts, qui produit entre autres les célèbres jeux de football FIFA, a publié, mardi 8 mai, des résultats trimestriels et annuels en hausse et meilleurs que prévu, tirés notamment par les ventes numériques. – (AFP)

## « Vraiment » suspend sa parution

Les ventes de l'hebdomadaire lancé fin mars étaient seulement de 5 000 exemplaires

Les temps sont durs pour les nouveaux hebdomadaires généralistes. Après l'échec cuisant d'*Ebdo*, moins de trois mois après son lancement, c'est au tour de *Vraiment* de jeter l'éponge après seulement sept semaines d'existence en kiosque. Les trois fondateurs – Jules Lavie, le directeur de la rédaction, Julien Mendez et Julie Morel, deux anciens conseillers au ministère de l'économie à l'époque d'Emmanuel Macron, puis de Michel Sapin – ont décidé de suspendre la parution. Le huitième numéro, qui sortait mercredi 9 mai, sera le dernier, en tout cas sous la forme hebdomadaire.

Le journal s'était lancé le 21 mars avec une rédaction de seize journalistes. Mais il n'est pas parvenu à trouver sa place dans le paysage tourmenté des « news magazines », bousculé par la chute des ressources publicitaires et la crise du principal distributeur de presse, Presstalis. La diffusion payée du premier numéro, au prix de vente de 4,50 euros, était de 18 000 exemplaires avant de tomber ensuite autour de 5 000, alors que le nombre d'abonnés s'élevait à un millier. Le point d'équilibre se trouvait à 40 000...

**Fonds insuffisants**

« Initialement, on se donnait dix-huit mois pour l'atteindre, mais on était tellement loin de nos objectifs qu'il n'était pas réaliste d'attendre plus longtemps », déclare Julien Mendez. « On préfère arrêter les frais avant que la facture ne soit trop lourde », renchérit Jules Lavie. Un tour de table, auquel avait participé Bernard Mourad, l'ex-responsable du pôle médias du groupe SFR, prévoyait de lever 2 millions d'euros. Une moitié avait déjà été récoltée. Mais les

fonds n'étaient pas suffisants, en particulier pour mener des campagnes publicitaires et élargir le public de l'hebdomadaire.

Jules Lavie, pour sa part, tente de comprendre les raisons de l'échec : « On a fait un bon journal, mais on n'a pas trouvé notre lectorat. On n'a peut-être pas réussi à partir sur une ligne très précise. Il était d'ailleurs difficile de résumer le journal en une phrase. » Malgré des enquêtes intéressantes et une maquette agréable, *Vraiment* n'a en effet pas su convaincre qu'il pouvait constituer le média complémentaire qu'il souhaitait être à côté des grands médias de la presse écrite.

L'équipe – « motivée et soudée », selon M. Mendez – veut désormais se donner le temps de la réflexion, jusqu'à l'été, pour voir comment l'aventure peut se poursuivre : « J'ai fait le tour des actionnaires et on réfléchit », précise le cofondateur. Pour l'heure, *Vraiment* ne suit donc pas le chemin de l'autre hebdomadaire malheureux, *Ebdo*, placé en liquidation début avril par le tribunal de commerce de Paris avec poursuite de l'activité de l'éditeur des revues *XXI* et *6Mois*, Rollin Publications (63 salariés).

Les candidats à la reprise avaient jusqu'au mercredi 2 mai pour déposer leurs offres. Cinq se sont manifestés : le groupe Le Monde, la société d'édition Editis, l'éditeur Le Seul associé à *La Revue dessinée*, le groupe Hildergarde (qui détient les magazines *Le Film français*, *Première*, *Studio*, *Causette*...), et Thierry Mandon (qui était le directeur général d'*Ebdo*) associé à plusieurs autres investisseurs. *Vraiment* espère, quant à lui, repartir sur un rythme moins ambitieux. ■

FRANÇOIS BOUGON

Le Monde | L'OBS | Télérama | Courrier International | Le Figaro | IHUFFPOSTI

Couthures-sur-Garonne

**FESTIVAL INTERNATIONAL DE JOURNALISME**

13-14-15 juillet 2018

Avec **BENOIT POELVOORDE**  
parrain de l'édition 2018 du festival

**JEAN-MICHEL APHATIE • FLORENCE AUBENAS  
AUREL • SOPHIE BOUILLON  
LUC BRONNER • ÉRIC CHOL  
HUGO CLÉMENT • ALEXIS CORBIÈRE  
GÉRARD DAVET • XENIA FEDOROVA  
SOPHIE FONTANEL • LAURE GASPARTO  
YVES HARTÉ • PIERRE HASKI  
CÉDRIC HERROU • ELISABETH LÉVY  
FABRICE LHOMME • SONIA MABROUK  
PIERRE MURAT • OPHELIE NEIMAN  
DAVID PUJADAS • BENJAMIN STORA  
AUDREY TANG • GILLES VAN KOTE  
EMMANUEL DAVIDENKOFF ...**

**RÉSERVEZ VOTRE PASS DÈS MAINTENANT !**

Programme et billetterie sur  
[festivalinternationaledejournalisme.com](http://festivalinternationaledejournalisme.com)

[www.fnac.com](http://www.fnac.com) et en Magasins Fnac – Carrefour – U – Géant – Intermarché

Logo de la Nouvelle-Aquitaine, Lot-et-Garonne, Marmande, Sud-Ouest, Le Temps, La Libre, Reporters sans frontières, Colibris, Far-Ouest, Cdiscount.

Le Monde

## des LIVRES

## Replongez dans « Moby-Dick »!

Le chef-d'œuvre d'Herman Melville, abyssal roman d'aventures, paraît en « Quarto » assorti d'illustrations inédites et de compléments érudits. A lire en apnée

FRANÇOIS ANGELIER

**S**ouffle là! L'allégre cri du marin, le victorieux signal de la vigie voyant soudain, depuis le bastingage ou à la crête du mât, apparaître enfin à l'horizon, giclante et soufflante, la baleine tant attendue, poussons-le à nouveau, encore et toujours, à la lecture ou à la redécouverte de *Moby-Dick*, d'Herman Melville (1819-1891), dont une nouvelle édition signée Philippe Jaworski paraît, en « Quarto », chez Gallimard!

Le typhon melvillien n'est pas près d'être rétrogradé en tempête ordinaire. Bien loin, le temps où le cachalot blème, à la mâchoire déviée, à la nageoire trouée et au dos hérissé de harpons brisés viendra s'échouer sur la rive déserte où moisissent les classiques oubliés. Le monstre a encore la queue rageuse, le capitaine Achab, le pilon vengeur, et le doublon d'or, cloué au mât du *Pequod*, ne cesse de flamber sous l'ardent soleil atlantique! Si elle reprend la traduction de « La Pléiade » de 2006, cette parution se justifie largement par le nouvel apport littéraire et documentaire fourni au lecteur : préface originale, dossier historique illustré sur l'art et la manière de chasser la baleine, lexique technique, illustrations de l'Américain Rockwell Kent (1882-1971), mythiques aux Etats-Unis, inédites en France, et, surtout, une anthologie réunissant le roman de Melville dans tout un maillage textuel, des sources bibliques aux auteurs contemporains, de Jonas à Pierre Senges, en passant par Rabelais, Giono ou Blanchot.

Le monstre a encore la queue rageuse, le capitaine Achab, le pilon vengeur, et le doublon d'or cloué au mât du « Pequod » ne cesse de flamber sous l'ardent soleil atlantique

Paru en 1851 à Londres (dans une prude édition émondée de 2000 mots) et à New York, bien reçu par la critique anglosaxonne qui salue la puissance d'évocation de l'auteur mais se défie de son immoralisme et de la folie sacrilège qui habite l'œuvre, *Moby-Dick* (le cachalot seul s'écrit sans tiret) est l'œuvre d'un romancier américain de 33 ans dont les récits déjà publiés s'inspirent largement de l'expérience maritime. Essentiellement de ses trois années d'épopée baleinière et exploratoire vécues dans le Pacifique entre 1841 et 1844 à bord de quatre navires : *L'Acushnet*, d'où il déserte aux Marquises pour devenir notamment l'hôte d'une tribu cannibale ; le *Lucy-Ann*, qui le porte à Tahiti ; le baleinier *Charles-and-Henry*, abandonné pour réembarquer sur le *United-States*, navire militaire où il assiste à la redoutable peine du fouet. De ces expériences marquantes, Melville tire *Taiipi* (1846), *Omoo* (1847), *Mardi* (1849) et *Va-reuse-Blanche* (1850).

Écrit en dix-huit mois, *Moby-Dick* s'impose comme l'apocalypse littéraire et visionnaire des années maritimes de Melville. Marqué par sa lecture de Shakespeare et sa rencontre séminale avec le

sombre génie de Nathaniel Hawthorne (1804-1864), à qui le roman est dédié, il impose là un dépassement métaphysique du récit d'aventures traditionnel. S'il s'agit d'évidence de « la chronique d'une campagne de pêche baleinière peinte avec les couleurs crues des fabuleux d'antan », nourrie de choses vues et de récits lus (comme le dit le postface), si l'on est confronté également à un érudit traité de céologie, les références onomastiques à la Bible, la folie épique de l'unijambiste capitaine Achab, mutilé par Moby Dick, rivé mystiquement à sa proie et hanté jusqu'au délire par son désir de vengeance, font basculer le récit dans une « dimension du réel » où, écrit Philippe Jaworski, « les choses sont un peu plus et autre chose que ce qu'elles sont – où elles font signe, [où] le symbole introduit à la puissance questionnante de l'esprit, autrement dit à

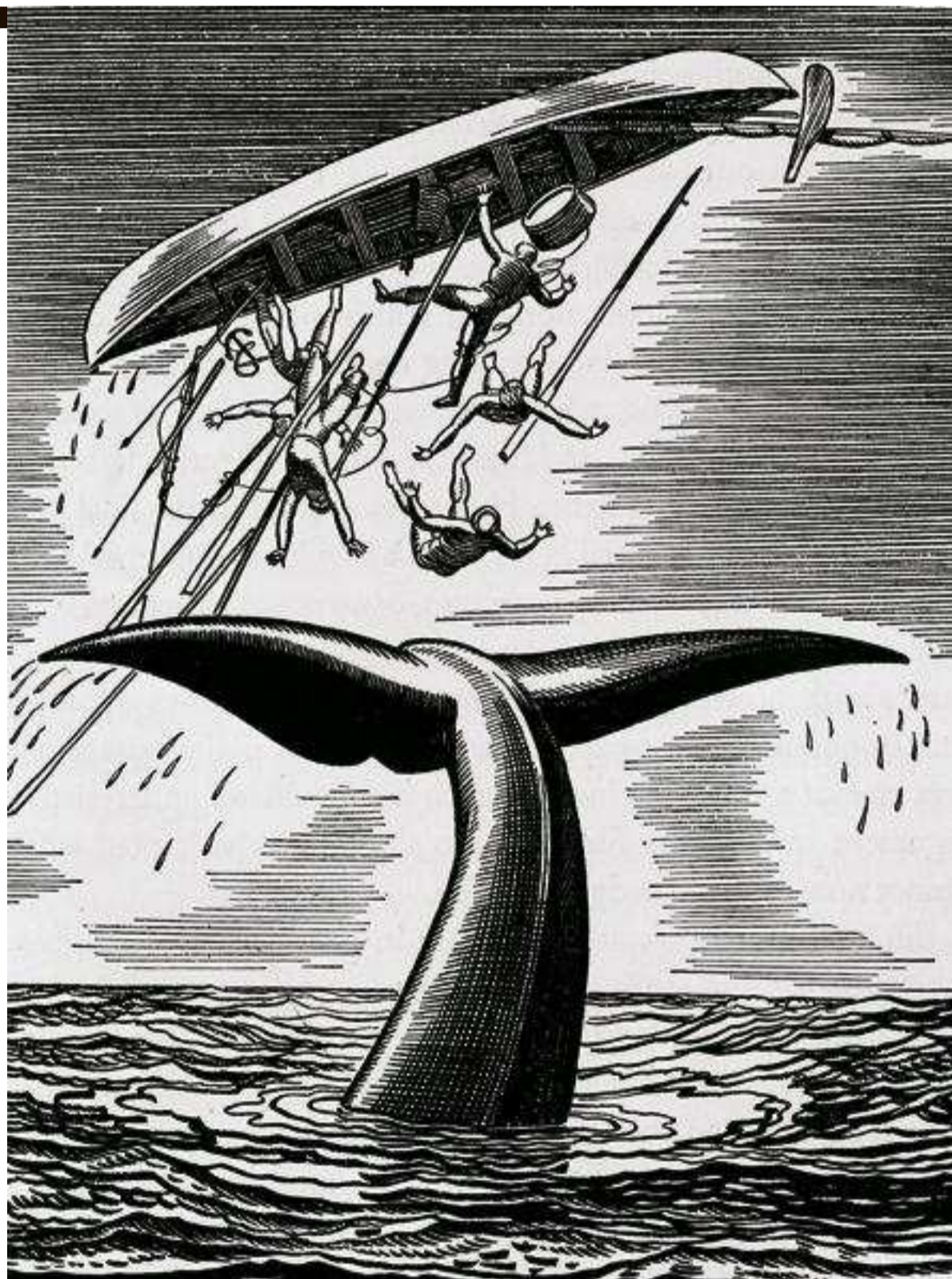
une connaissance ». Chauffé à blanc (Melville évoque « l'effet d'ensorcellement de la blancheur ») par la folie de son narrateur Ismaël, son héros à la jambe d'ivoire et son gibier mythique, le roman, comme certaines œuvres de Stevenson ou de Conrad, se transmue en une pure quête ontologique habitée par « la terreur lancinante, jamais acceptée, d'un monde sans signification » (Jaworski dixit).

Ce gouffre pâle, cette bête au loin, nombreux sont ceux qui y ont jeté leur sonde, en ont tenté l'approche. Ils donnent au récit un passionnant sillage analytique grâce à une anthologie inédite où chacun mène la traque à sa manière : par la traduction (Giono, Pavese), le scénario (Bradbury), l'adaptation théâtrale (Camus), l'exégèse philosophique (Sartre – qui le compare à Lautréamont –, Blanchot), l'émulation (Verne, London) ou

par la pure admiration (D. H. Lawrence, Faulkner), l'hommage poétique (Robert Lowell, Charles Olson), l'écriture de séquences virtuoses (Pierre Senges), etc.

Parfois le crayon ou le pinceau s'avère le meilleur des harpons pour toucher la baleine. Nous le prouvent les dessins de Rockwell Kent (1930), dont le noir et blanc tranché, la stylisation et le trait net renforcent le sentiment de pari fatal et de quête inéluctable qui porte un récit dont la clé et le sens resteront encore longtemps à traquer. ■

**MOBY-DICK OU LE CACHALOT** (*Moby-Dick or The Whale*), d'Herman Melville, illustrations de Rockwell Kent, traduit de l'anglais (Etats-Unis) et édité par Philippe Jaworski, Gallimard, « Quarto », 1 024 p., 25 €.



Une illustration de Rockwell Kent pour « Moby-Dick ». THE ART ARCHIVE/COLLECTION DAGLI ORTI

23

**DOSSIER**  
► FRÈRES ANIMAUX QUI AVEC NOUS VIVEZ  
► Autour de « Qu'est-ce qui fait sourire les animaux? », de Carl Safina  
► Entretien avec Norin Chai, auteur de « Sagesse animale »



4|5

**LITTÉRATURE**  
► Joël Casséus, Laszlo Krasznahorkai...

6

**HISTOIRE D'UN LIVRE**  
► « Patria », de Fernando Aramburu



7

**ENTRETIEN**  
► Avec Thomas Frank, qui signe « Pour quoi les riches votent à gauche »

8

**CHRONIQUE**  
► LE FEUILLETON  
Claro embrasse les monstres de Juan Rodolfo Wilcock



9

**ESSAIS**  
► Laurence De Cock démonte le roman national



Laurence De Cock.  
HANS LUCAS

10

**RENCONTRE**  
► Iain Levison contre les Etats-Unis

# Frères animaux qui avec nous vivez



Éléphants jouant. TIM FLACH/GETTY IMAGES

**Emotions, sentiments, conscience... ne sont plus les propres de l'homme – chaque espèce a les siens. Plusieurs parutions récentes proposent un bilan des nouvelles connaissances scientifiques qui permettent de l'affirmer**

FLORENT GEORGESCO

**M**oby Dick avait peut-être quelque chose à dire au capitaine Achab. Comment savoir? Les cachalots étaient muets au temps de Melville. Mais voilà que, après des millénaires de fréquentation silencieuse, nous avons appris à écouter les animaux, à les regarder, à les connaître pour ce qu'ils sont – ni les « machines » que l'âge classique, dans la lignée de Descartes, voyait en eux, ni des êtres propres

à incarner nos symboles et nos mythes, à défaut d'exister par eux-mêmes.

Il est difficile de comprendre tout à fait pourquoi l'on a tant tardé. Les progrès scientifiques sont souvent permis, aujourd'hui, par des développements techniques, qui pèsent peu en l'occurrence: tout était là, visible à l'œil nu. Il y a, simplement, des questions qu'on ne se posait pas, et qui ont surgi. Ce n'est, par exemple, qu'en 1967 qu'on s'est intéressé au langage des vervets, petits singes d'Afrique de l'Est et australe, et qu'on a découvert qu'ils savent désigner, dans leurs appels, le léopard, l'aigle, le serpent, le babouin, tout autre mammifère prédateur, un humain inconnu, un singe dominant, un singe subordonné...; ils sont même capables de formuler « observe autre singe » ou « vois bande rivale ». De même n'a-t-on pas saisi, pendant des siècles, que les éléphants emploient plus d'une centaine de gestes rituels pour communiquer, sans parler de leur chant, qui couvre dix octaves et leur permet, remarque-t-on quand on veut bien les observer, de tenir de longues conversations.

Ces informations, et une masse considérable d'autres, sont recueillies dans un livre décisif, *Qu'est-ce qui fait sourire les animaux?*, de l'essayiste américain Carl Safina, titulaire de la chaire Nature and Humanity à l'université Stony Brook de Long Island (Etat de New York). Parue aux Etats-Unis en 2015, cette vaste synthèse des expériences et observations accumulées dans les dernières décennies, en particulier sur les éléphants, les loups et les orques, a été considérée comme une étape importante dans la presse américaine, au point qu'on l'a parfois comparée à *L'Origine des espèces*, de Charles Darwin (1859). L'éloge est écrasant, et faux, bien entendu. Mais il serait injuste

d'en faire reproche à l'auteur, dont l'ambition, plus modeste, est de raconter, ce qu'il fait avec beaucoup d'allant, et de dresser un bilan provisoire en un moment où tout, en la matière, se renouvelle à une vitesse sidérante.

Il rappelle, pour mieux faire ressortir cette rapidité, à quelles résistances ont dû faire face ceux qui, comme lui, se sont permis de poser aux animaux « la question qui a tout du fruit défendu: qui êtes-vous? ». Les progrès les plus nets de l'éthologie, la discipline qui étudie le comportement des animaux, ont, dans un premier temps, été accomplis par l'école béhavioriste, dont les trois principaux représentants, Konrad Lorenz, Nikolaas Tinbergen et Karl von Frisch, ont conjointement reçu le prix Nobel de physiologie ou médecine en 1973, pour « leurs découvertes concernant l'organisation et l'incitation des comportements individuels et sociaux ». Sans eux, rien, sans doute, n'aurait pu être enclenché; ils ont habitué les scientifiques à la simple discipline qui consiste à venir près des animaux et à noter méthodiquement ce que l'on apprend en les regardant vivre.

Mais si ce mouvement a permis de se débarrasser, par la rigueur de l'observation, de beaucoup de croyances arbitraires, et lancé un vaste mouvement de récolte de savoirs factuels, la définition de l'objectivité qu'il véhiculait a, à son tour, enfermé la recherche dans un code peu propice à l'interprétation de ces savoirs. « La description – et seulement la description –, écrit Carl Safina, est devenue "la science du comportement animal. S'interroger sur les sentiments (...) qui pouvaient motiver tel ou tel comportement est devenu tabou. » Et pourtant les éléphants, quand ils sont tranquilles, jouent à chasser des lions imaginaires, un chimpanzé à qui l'on a appris le langage des signes peut, au lieu de mordre, faire le signe « mordre » quand il est énervé, les poissons éprouvent des émotions (lire ci-dessous)... Le réel déborde les règles fixées pour le connaître, et c'est ainsi qu'on finit par en changer. « Dans la science, ajoute Safina, l'interprétation la plus simple d'une observation est souvent la meilleure. Quand les éléphants paraissent joyeux dans des contextes joyeux, interpréter leur comportement comme de la

joie, ne le perd jamais de vue. Connaître les animaux, dans ce nouveau régime de savoir, suppose de percevoir en eux une « pensée consciente », selon le mot, rapporté par Safina, de la spécialiste des éléphants Joyce Poole. C'est à cette seule condition que l'on peut passer de la question « que sont-ils? » à la question « qui sont-ils? », laquelle n'aurait sans cela qu'un contenu anthropomorphique, et donc fantasmagorique. La philosophe Florence Burgat, dans une intervention au Forum philo *Le Monde-Le Mans* recueillie dans *Qui sont les animaux?* (sous la direction de Jean Birnbaum, Folio, 2010), remarquait d'ailleurs qu'il y a, entre les deux questions, non pas « une distance, fût-elle immense, mais une véritable rupture », qui « nous engage loin, puis qu'elle constitue en elle-même, à cause de sa formulation inouïe, la remise en chantier des fondements sur lesquels nous sommes tranquillement (...) installés ».

Il aura fallu attendre la « Déclaration de Cambridge sur la conscience », proclamée en 2012 par les spécialistes de neurosciences Philip Low, David Edelman et Christof Koch, et signée par de nombreux chercheurs, pour que le monde scientifique, à un haut niveau, reconnaisse que cette rupture est dorénavant consommée. « Les humains ne sont pas les seuls à posséder les substrats neurologiques qui produisent la conscience », écrivent ses auteurs, et cette phrase ouvre symboliquement, deux ans après l'intervention de Florence Burgat, cette ère du « qui » dont *Qu'est-ce qui fait sourire les animaux?* restitue l'effervescence. Et dont la même Florence Burgat enregistre certains résultats dans un recueil d'articles inédits en volume, *Etre le bien d'un autre*, où elle note que plusieurs tribunaux dans le monde ont défini un statut de « personnes non humaines », qui pourrait, et selon elle devrait, entraîner une « extension des droits fondamentaux aux animaux », point le plus avancé de cette évolution.

Point le plus discuté aussi, tant la soumission des animaux à des catégories juridiques, fût-ce pour leur bien supposé, peut faire craindre un retour à une

## La vie aquatique

IL N'EST PAS RARE de voir un végétarien commander du poisson au restaurant, lorsqu'il n'a pas d'autre choix. Comme si, sur l'échelle du vivant, le poisson était un être plus proche de la carotte que du cochon. D'un autre côté, pouvons-nous éprouver la même empathie pour ces créatures si éloignées de nous sur l'arbre de l'évolution? Cela supposerait de pouvoir imaginer ce qu'ils sentent, ressentent, pensent. C'est bien là tout le problème: dans leurs yeux globuleux, au milieu de leurs faces dépourvues d'expression, difficile de voir autre chose que du vide.

Renversant tous les préjugés, le livre de l'éthologue Jonathan Balcombe offre une immersion complète dans la vie sensible, sociale et sexuelle des poissons, qui se révèle

bien plus riche qu'il n'y paraît. On apprend que ces animaux aquatiques ont une expérience sensorielle très développée: ils sont victimes des mêmes illusions d'optique que nous, ou sont capables de faire la différence entre du blues et de la musique classique. Surtout, la manière dont ils voient le monde est unique. Ils jouissent de sens inconnus des créatures terrestres, tels que percevoir les modifications du champ électrique autour d'eux, grâce à des « cellules géomagnétiques ». Plus encore, les poissons sont des êtres doués de sensibilité et d'émotions. Capables de ressentir le plaisir et la douleur, ils sont également sujets à la colère, à la terreur et au stress, et sont soulagés par les anxiolytiques.

Toutes ces études scientifiques sont rapportées dans le livre, où trans-

paraît l'affection de Jonathan Balcombe pour ces créatures fascinantes. Le dernier chapitre porte sur ce que l'homme inflige aux poissons, ignorant ce qu'il en est de leur vie sensible. L'auteur termine cependant sur une note optimiste: « La connaissance est un outil puissant » qui fait reculer l'indifférence. Vous ne pourrez plus, une fois refermé ce livre, considérer le poisson comme une alternative éthique au steak haché. ■ CÉLINE HENNE

À QUOI PENSENT LES POISSONS ? LA VIE SECRÈTE DE NOS COUSINS SOUS-MARINS (*What A Fish Knows. The Inner Lives of Our Underwater Cousins*), de Jonathan Balcombe, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Catherine Schiellein, La Plage, 352 p., 19,95 €.

« Quand les éléphants paraissent joyeux dans des contextes joyeux, interpréter leur comportement comme de la joie est l'interprétation la plus simple de cette observation »

Carl Safina  
éthologue

joie est l'interprétation la plus simple de cette observation.

Mais peut-on être joyeux sans se savoir joyeux? Eprouve-t-on des sentiments sans un rapport à soi-même et aux choses, sans conscience en somme? Définir la conscience animale: tel est au fond l'enjeu de *Qu'est-ce qui fait sourire les animaux?* qui, tout en prenant la forme d'une enquête concrète, où le récit d'observation l'emporte sur le travail théori-





## « Nous avons appris à voir ce que nous avons sous les yeux »

Au contact fréquent des bêtes, du fait de son métier de vétérinaire en chef de la ménagerie du Jardin des plantes, à Paris, Norin Chai a reçu d'elles les leçons d'humanité qui sont au cœur de « Sagesse animale »

### ENTRETIEN

**N**orin Chai, né en 1969, est vétérinaire spécialiste de la faune sauvage. Son nouveau livre, *Sagesse animale. Comment les animaux peuvent nous rendre plus humains*, mêle un état des lieux précis, fondé sur l'observation et l'expérience, à une réflexion sur « l'unité du vivant ».

**« Sagesse animale », qui est d'abord la synthèse de ce que vous avez appris en vingt-cinq ans d'exercice du métier de vétérinaire spécialisé dans la faune sauvage, témoigne aussi de l'accélération spectaculaire de la recherche scientifique...**

Nous sommes en effet en train de vivre une profonde mutation. Mais je ne crois pas que ce soient les recherches scientifiques qui l'induisent : c'est d'abord un changement dans la conscience que nous avons de nous-mêmes, de notre place dans le monde, de notre interaction avec les autres êtres vivants. C'est un progrès d'ordre plus spirituel, peut-être, que scientifique. Nous avons appris à voir ce que nous avons sous les yeux – l'intelligence des animaux, leurs émotions, leur personnalité... –, que nous refusions de voir. Ce n'étaient des choses ni démontrables ni répétibles, de sorte qu'elles n'entraient pas dans les cases du savoir rationnel. Mais il est vrai que la science a changé. Elle accepte beaucoup plus qu'avant les connaissances empiriques. Elle nous aide désormais à percevoir autrement les émotions des animaux, à comprendre qu'elles nous renvoient les nôtres.

**Vous évoquez l'un des axes de la recherche actuelle sur le**

**comportement des animaux, la « théorie de l'esprit », qui étudie cette circulation. De quoi s'agit-il ?**

Imaginons que vous adoriez les crêpes, et que je le sache. Je vous invite dans une crêperie, en pensant que vous allez être content. J'ai conscience de votre sentiment, et vous le savez. C'est exactement ce que la théorie de l'esprit étudie, à partir d'expérimentations, chez certains animaux, en particulier les grands primates et les éléphants. Elle permet de démontrer que l'animal a non seulement conscience de soi mais de votre individualité, et qu'il pense savoir ce que vous pensez, et qu'il sait que vous-même vous vous représentez ce qu'il pense. Il arrive souvent, par exemple, que, lorsqu'un soigneur de la ménagerie vient nettoyer la cage des orangs-outans, l'un d'eux ramasse un fruit pour le lui offrir. L'orang-outan a conscience de faire plaisir au soigneur. Donc la relation est possible. Vous communiquez avec un animal par votre gestuelle, votre respiration, votre rythme cardio-vasculaire, votre hésitation... C'est comme si, par tout cela, vous lui peigniez un tableau de vous-même à l'instant T.

**Les animaux nous distinguent comme individus. Et c'est ce que nous apprenons aussi à faire à leur égard...**

Pendant très longtemps, quand je faisais mes études par exemple, on a traité les animaux par groupes. Les orangs-outans avaient des pathologies d'orang-outans, auxquelles correspondaient des traitements pour orangs-outans. Aujourd'hui, on approche chaque animal en fonction de ce qu'on peut connaître de son individualité. Je parle même, dans le livre, de la

personnalité des requins et des fourmis. C'est une question très importante, qui est au centre de la mutation dont nous parlions. On en est venu à considérer que chaque être est unique – chez les animaux comme chez les humains.

**C'est un des aspects de cette sagesse qui est le vrai sujet de votre livre...**

Exactement. Il n'est pas consacré à l'intelligence ou aux émotions animales, même s'il s'enracine dans la connaissance que nous en avons. Il y a suffisamment de bons livres sur ces sujets. Ce que je veux montrer, c'est qu'observer les animaux nous aide à mieux vivre notre condition humaine. Ils nous aident à être dans le moment présent. En ce sens, ils nous donnent une leçon de respect, c'est-à-dire d'acceptation du réel. Prendre les choses et les êtres comme ils sont, en étant conscient à la fois de ce qui nous en rapproche et de ce qui nous en distingue : cela aussi, c'est la sagesse. Ce n'est pas parce qu'il y a une parenté entre leurs émotions et les nôtres qu'il faut extrapoler, projeter nos propres émotions sur eux.

**Au bout du compte, l'énigme qu'ils représentent pour nous semble, pour l'instant, indépassable...**

Chaque animal a son propre monde, et ce que nous en connaissons n'est qu'une approche insuffisante, souvent par analogie. Mais vous et moi aussi nous avons nos propres mondes, et ne savons pas de quoi est faite exactement la texture de nos émotions respectives. Le mystère des animaux nous rappelle le mystère que chacun de nous est pour chacun des autres. Et cela nous aide à ne pas être dans le jugement mais dans l'attention. Quand je vois un animal avoir peur, je ne me dis pas : « Il n'a aucune raison d'avoir peur, ça n'a pas de sens. » Il a ses raisons, que je ne connais pas toutes. Je vais juste essayer de faire en sorte qu'il n'ait plus peur. Voilà ce que les animaux nous apprennent. Ce serait formidable qu'on arrive à l'appliquer aux relations humaines. ■

**Propos recueillis par Fl. Go**

humanisation forcée qu'il s'agissait justement de dépasser. Les animaux, quand ils s'expriment, parlent d'autre chose que nous. L'art de les laisser en paix, de reconnaître qu'ils conservent et conserveront leur mystère quoi qu'on fasse (*lire ci-contre l'entretien avec Norin Chai*) est un art difficile à l'heure où tout nous rapproche à ce point. Beaucoup de propres de l'homme se partagent désormais. Ce n'est pourtant une raison ni de perdre les autres ni de refuser aux animaux ce qui leur appartient également en propre.

L'une des forces du livre de Carl Safina est de ne sacrifier à aucun de ces travers. Il y a une dimension contemplative dans ce texte vigoureux et vif, et comme une pénombre d'où se détachent les histoires qu'il raconte. Que l'on découvre comment une éléphant a soigné un berger qu'elle avait blessé, que l'on suive les aventures de la louve Zéro-six à la conquête du pouvoir ou même que l'on voie Luna, une jeune orque mâle, se mêler aux humains, montrant qu'elle est « surtout un être social, et qu'être orque [est], en un sens, secondaire », on n'a jamais l'impression d'assister à une comédie où les animaux tomberaient le masque et, coup de théâtre, se révéleraient plus humains qu'on ne le croyait. Les connaître mieux, comprendre davantage la fraternité qui peut nous unir à certains d'entre eux : le programme que trace Carl Safina n'efface aucune des différences entre nous. Il les approfondit au contraire, leur redonne toute leur épaisseur. Et trouve en elles ce qui était sans doute le but même de ce livre : le lieu d'une forme neuve, et inéditable, d'émerveillement. ■

**QU'EST-CE QUI FAIT SOURIRE LES ANIMAUX ? ENQUÊTE SUR LEURS ÉMOTIONS ET LEURS SENTIMENTS** (*Beyond Words. What Animals Think and Feel*), de Carl Safina, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Odile Demange, Vuibert, 560 p., 24,50 €.

**ÊTRE LE BIEN D'UN AUTRE**, de Florence Burgat, Rivages poche, « Petite bibliothèque », inédit, 126 p., 6,80 €.

## Parutions

**DANS UNE PRODUCTION** de plus en plus pléthorique, on peut signaler, parmi les livres récents consacrés aux animaux, deux nouveaux titres de la collection « Biophilia », chez Corti : *Parce que l'oiseau*, de Fabienne Raphoz (192 p., 15 €), et *La bête a bon dos*, de Christine Van Acker (192 p., 18 €).

**Volatiles encore : Ce que les oiseaux disent des hommes**, de l'ornithologue Noah Strycker (traduit de l'anglais par Isabelle D. Taudière, Arthaud, 320 p., 21 €).

L'éditeur suisse Alphil publie quant à lui, avec le Musée d'ethnographie de Neuchâtel, le collectif *Des animaux et des hommes* (sous la direction de Jacques Hainard et Roland Kaehr, 224 p., 18,50 €).

Trois rééditions de livres importants sont enfin à signaler : *Sommes-nous trop « bêtes » pour comprendre l'intelligence des animaux ?*, du primatologue Frans de Waal (traduit de l'anglais par Paul et Lise Chemla, Babel, 416 p., 9,80 €) ; *Les Emotions des animaux*, de l'éthologue Marc Bekoff (préface de Jane Goodall, traduit de l'anglais par Nicolas Waquet, Rivages poche, « Petite bibliothèque », 288 p., 8,90 €) ; *Le Versant animal*, de Jean-Christophe Bailly (Bayard, 176 p., 15,90 €).

## Peter Wohlleben, c'est trop bête

LES ANIMAUX sont-ils des créatures intéressantes, belles souvent, aimables parfois, et courageuses, et d'une sensibilité étonnante ? Oui. Et ensuite ?

Ensuite, rien. L'ingénieur forestier allemand Peter Wohlleben, auteur du best-seller mondial *La Vie secrète des arbres* (Les Arènes, 2017), développe son concept. Il a désormais des révélations à nous faire sur le poussin de son enfance – « tellement mignon ! » –, sur la nature profonde de l'écureuil – « notre lutin roux » –, sur le vieillissement – « les animaux finissent eux aussi, avec l'âge, par avoir des ennuis de santé » –, sur la violence – ils « ne sont pas meilleurs que nous et peuvent se montrer d'une grande agressivité » –, sur cent autres sujets de béatitude molle, à propos desquels il réussit le tour de

force de nous en enseigner moins que ce que nous en savons, quelle que soit notre familiarité avec les bêtes.

La vie des animaux, en réalité, n'est secrète que pour Peter Wohlleben. Il met, il est vrai, une belle constance à refuser tout savoir constitué. Son livre, qui plonge rapidement le lecteur dans la torpeur (du moins rit-on régulièrement, mais ce n'était pas au programme), ne serait d'ailleurs qu'un épiphénomène s'il ne témoignait, par son succès, d'un goût envahissant pour l'évidence grossière, pour la satisfaction moite de ressentir dans son coin, toujours préférable, dans cet univers mental, à la circulation des savoirs. « Me reposer uniquement sur des études ne me plaît guère », écrit-il : je préfère éprouver par moi-même la manière de penser de tel ou tel animal. ■

Pourquoi pas ? Encore faut-il prouver qu'on y réussit, ce qui n'arrive jamais ici, où tout montre au contraire la vacuité d'émotions mal renseignées et, par contraste, la richesse, l'extravagante profusion de sentiments et d'intelligence que nous offre, loin de cette pâle opération commerciale, l'observation savante des animaux réels. ■ FL. GO.

**LA VIE SECRÈTE DES ANIMAUX. AMOUR, DEUIL, COMPASSION : UN MONDE SECRET S'OUVRE À NOUS** (*Das Seelenleben der Tiere. Liebe, Trauer, Mitgefühl – erstaunliche Einblicke in eine verborgene Welt*), de Peter Wohlleben, traduit de l'allemand par Lise Deschamps, Les Arènes, 278 p., 20,90 €.

## Douze narrateurs parlent d'un univers ruiné et violent, d'un futur sans espoir. «Crépuscules», troublante expérience de lecture signée du Québécois Joël Cassés

# Voix s'élevant du monde finissant

GLADYS MARIVAT

Deux silhouettes avancent péniblement sur une route poussiéreuse. Depuis le porche d'une auberge, un homme les regarde en silence, tandis que l'angoisse le gagne : « *Viennent-ils avec de sombres desseins ?* » Présenté comme une fable d'anticipation, le cinquième roman du Québécois Joël Cassés, mais le premier publié en France, emprunte au western son phénomène déclencheur : l'arrivée d'étrangers dans une communauté menace son équilibre et révèle la nature profonde de chacun.

Ainsi en va-t-il des habitants du bidonville où se déroule l'intrigue, en huis clos. D'eux, on ne connaît ni le nom, ni le pays, ni l'époque où ils vivent. « La femme », « l'homme », « les jumeaux » sont des marginaux, anonymes comme l'État qui les menace, comme la guerre qu'ils cherchent à fuir. Ils vivent dans une zone frontalière, en marge des affrontements. Leurs maisons sont d'anciens wagons, situés entre une « forêt de métal » où reposent les carcasses de drones, et un bois où dansent les ombres de bêtes sauvages. Au-delà, tout, pour eux, est menace.

### Bombardements incessants

L'aliénation des habitants, la décrépitude et le surnaturel des lieux évoquent le « southern gothic », ce sous-genre, acclimaté au Sud des États-Unis, de la littérature gothique. *Crépuscules* emprunte également au William Faulkner de *Lumière d'août* (Gallimard, 1935) la peinture d'une société profondément clivée – ici entre les réfugiés et les premiers



PAOLO VERZONE/AGENCE VU

occupants du bidonville –, écrasée par un sentiment de fatalité. Les héros de Joël Cassés vivent sous un « crépuscule » permanent, reflet de leur impuissance. Certains d'entre eux vendent de la ferraille à une usine qui tourne à plein régime dans le village voisin, en dépit des bombardements incessants. La venue des deux inconnus, un réfugié et sa compagne enceinte, met au jour leur « propre complicité silencieuse » dans cette guerre, expliquait l'auteur, lors d'un passage à Paris. Ce sociologue de formation s'est inspiré de situations de conflits passés et actuelles pour imaginer cette société terrible, qui enrôle les enfants afin de

piloter des drones de combat – il cite par exemple les guerres indiennes entre les peuples autochtones et les colons européens, au fondement des États-Unis et du Canada. Dans *Crépuscules*, l'enfance symbolise à la fois l'espoir et la vulnérabilité de l'humanité, et reflète toute la monstruosité du monde. Ainsi, l'apparence des jumeaux traduit la barbarie des temps. Tous les habitants les craignent, y compris leurs parents. Nés dans le bidonville, maigres, la peau et les yeux jaunes, ils se nourrissent d'une soupe à la boue et parlent une langue connue d'eux seuls.

### Procédé audacieux

La femme enceinte et son compagnon sont également perçus comme des dangers : elle, parce que sa grossesse témoigne d'un optimisme que les habitants ont perdu ; lui parce que, réfugié, il leur rappelle la guerre qu'ils préféreraient ignorer. Pire, en construisant un poulailler et en cultivant un potager, le sans-papiers leur renvoie à la figure leur propre abdication. L'arrivée à l'auberge d'un recruteur de l'armée, un grotesque pilote de drone au physique de foetus, fait comprendre aux personnages que leur isolement n'est qu'une illusion.

La force du roman repose notamment sur la façon qu'a Joël Cassés de nous plonger au cœur de ce que ressentent les personnages grâce à un procédé audacieux : le récit, au présent et à la première personne, passe, sans signe annonciateur, d'un narrateur à l'autre – ils sont douze en tout. Il n'y a aucune psychologie, uniquement les émotions des personnages, retranscrites dans une langue directe qui favorise l'empathie. Ajoutez à cela l'imprécision du lieu, de l'époque et des événements... Lire *Crépuscules* est une troublante expérience, forcément influencée par les tragédies, réelles ou fictives, qui habitent notre esprit et notre imaginaire. Il est en cela un texte « participatif », âpre et en perpétuelle métamorphose, qui exige simultanément l'attention et le lâcher-prise de son lecteur. Face aux silences créés par son style épuré, on se retrouve seul, confronté à ses propres peurs.

Joël Cassés a déjà commencé à écrire une suite à *Crépuscules*. Dans le deuxième tome, le colporteur, unique personnage qui circule librement entre le bidonville et le village, sera le premier narrateur. Semeur d'histoires et de mythes, il dévoilera le mystère de la barbarie en cours. ■

CRÉPUSCULES, de Joël Cassés, Le Tripode, 160 p., 16 €.

### SANS OUBLIER

#### La piste de l'opossum

La dernière scène du film *Eden*, de Mia Hansen-Love (2014), explicitement inspiré par le parcours de son frère Sven, montrait son personnage, ex-DJ qui fut une petite star de la « French Touch » dans les années 1990, assistant à un atelier d'écriture. On aurait pu en conclure que Sven Hansen-Love préparait un texte autobiographique. La parution d'*Un emploi sur mesure*, son premier roman, vient nous démentir, qui évoque la dernière décennie du XX<sup>e</sup> siècle sur un mode guère dansant, et s'est choisi pour bande-son les œuvres de Sibelius... Même s'il est probable que l'auteur partage quelques traits avec le narrateur, Raphaël Thiolet. A 27 ans, celui-ci se retrouve, à sa surprise, embauché par une société à la raison sociale floue, consacrée au renseignement. Il y a quelque chose d'irrésistible dans la calme limpidité avec laquelle il raconte les aventures qu'il y vit, et auxquelles il ne comprend pas grand-chose, passant ses journées à observer des cibles absurdes, travaillant pour un patron invisible, et visité par... de colériques opossums. Plein de fausses pistes, chausse-trappes et scènes burlesques rapportées sur le



ton du pur constat, ce livre au désabusément fantaisiste est, entre autres, un bel hommage à Jean Echenoz. ■ RAPHAËLE LEYRIS ► *Un emploi sur mesure*, de Sven Hansen-Love, de Sven Hansen-Love, Seuil, 370 p., 19,50 €.

### Secrets de famille

Dans *Les Mutillés*, le premier roman de Marianne Vic (Les Équateurs, 2013), l'héroïne réglait ses comptes avec sa famille, ses origines, son milieu, mettant au jour les tragédies qui avaient jalonné son histoire. Dans son deuxième livre, d'une sobriété d'écriture qui n'empêche pas l'intensité, l'auteure, nièce d'Yves Saint Laurent (1936-2008), ne règle pas de comptes avec les siens, mais s'attache à les solder. Afin d'anéantir la honte qui dévora ces êtres et les poussa à l'autodestruction, sans qu'ils sachent d'où venait leur malheur. La clé fut fournie à Marianne Vic en 2002 par sa grand-mère, qui lui révéla être le fruit d'un viol et avoir été elle-même violée à 14 ans. C'est à l'aune de ces secrets que l'auteure revisite le destin de sa famille, depuis l'Algérie française du début du XX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la mort de son oncle très aimé, en offrant au passage un poignant portrait du grand couturier, le seul adulte sur lequel elle put compter, qui lui faisait coudre des robes de princesse et l'emmenait danser avec Noreev à l'Opéra. ■ R.L.

► *Rien de ce qui est humain n'est honteux*, de Marianne Vic, Fayard, 260 p., 18 €.

### EXTRAIT

« Je regarde sa main et je vois la marque. Il est marqué lui aussi. D'une faute de nos pères ou du père de nos pères. (...) Nous ne le savons plus et nous ne cherchons plus à le savoir puisque nous nous accrochons à rien. Oui, nous sommes des hommes durs. Des hommes sans avenir. Des hommes qui s'accrochent à rien. Des hommes qui savent qu'il ne faut surtout pas commettre l'erreur de... Il me lâche la main. Je n'ai fait que fuir. Toute ma vie. Sur

les terres incendiées et dans l'air brûlant. Passé les carcasses d'obus qui balafrèrent mon corps et les champs sans fin à l'épaisse terre stérile perclus de mines acérées. Fuyant le long des barbelés grimaçants. Sous les oiseaux de proie qui attendaient que mon corps tombe sur les routes pour ne plus jamais se relever. Fuyant. Toujours fuyant. Je me demande ce qui va encore me pousser à le faire. »

CRÉPUSCULES, PAGES 19-20

## Ce qu'hériter d'un aventureux grand-père veut dire

Le premier roman fougueux et nostalgique de Benjamin Pitchal, petit-fils de l'explorateur et éditeur Alain Gheerbrant

VIRGINIA BART

Enfant, on lui racontait que son grand-père avait vu plus de crocodiles que Tintin et « qu'il lui manquait un orteil sectionné par un piranha ». Benjamin Pitchal n'en mène pas large quand, à 16 ans, il fait la connaissance d'Alain Gheerbrant (1920-2013), père naturel de son propre père. Poète, écrivain mais aussi éditeur d'Antonin Artaud ou de Georges Bataille après la seconde guerre mondiale, Gheerbrant fut également explorateur en Amazonie ou au Congo, périples dont il rendit

compte dans nombre de reportages et d'ouvrages.

Entre l'octogénaire charismatique et l'adolescent brillant mais paumé débute une relation intense, nouée autour d'une passion commune pour la poésie et les surréalistes. « *Figure héroïque* », comme le décrit Benjamin Pitchal, aujourd'hui âgé de 31 ans, Alain Gheerbrant l'inspire tout en le renvoyant au vide de sa propre existence. Car si le jeune homme rêve aussi d'aventure, il se dit vite qu'en ce début de millénaire plus aucune parcelle du monde n'est inconnue, que les idéologies collectives sont mortes et que la littérature est devenue un commerce comme un autre. C'est dans les volutes du cannabis que Benjamin s'évade. Mais son argent de poche ne suffit bientôt plus à sa consumma-

tion. Le voilà donc devenu petit puis gros dealer, alors qu'il écrit ses premiers vers.

### Héritage littéraire consacré

De cette rencontre déterminante et de ce début d'existence chaotique, Benjamin Pitchal a tiré, avec *La Classe verte*, un premier roman fougueux, drôle et nostalgique. Moderne dans son sujet – l'ennui de la jeunesse des années 2000 –, créatif dans sa forme (qui mêle narration traditionnelle, courtes séquences cinématographiques, récit épistolaire et enquête documentaire) autant que dans sa langue, où s'entrechoquent les mots de la bourgeoisie cultivée et le parler des cités, *La Classe verte* relève cependant d'un héritage littéraire consacré. Benjamin Pitchal l'a écrit en songeant aux romans d'apprentissage classiques, et cite parmi

ses références Alain Fournier, Aragon ou encore André Malraux – pour « le romanesque de sa vie », dit-il au « Monde des livres ». Benjamin et ses amis, eux, semblent n'avoir d'autre perspective excitante que l'argent facile d'autant, comme il l'écrit, que « le crime payait. Editions originales, habits neufs, plus rien ne paraissait trop cher ». Peu importe si, lors de ses voyages de ravitaillement aux Pays-Bas, il doit supporter de mafieux pieds nickelés.

Jusqu'au jour où il se fait arrêter avec 17 kilos de cannabis. Verdict : douze mois de prison ferme. De sa détention, il fait un épisode presque burlesque – la « classe verte » du titre, c'est cette période d'enfermement. Dans cet univers, il évolue avec la même aisance que dans les cénacles germanoprats, les banlieues ou les entrepôts des trafiquants.

« Je voulais faire un roman picaresque dans lequel le héros traverse les différentes couches de la société sans parvenir à s'élever », explique-t-il. Sans en tirer aucune leçon non plus, ainsi qu'il l'écrit : « Le trafic ne m'avait rien appris, pas plus que la prison ni le travail. L'amour guère davantage. » *La Classe verte* n'est d'ailleurs surtout pas un roman de rédemption. La littérature a simplement pris sa juste place, surtout après le décès d'Alain Gheerbrant, déclencheur de ce récit de transmission : « Il m'a légué sa boîte à outils afin qu'un jour je puisse reprendre le magasin familial. » *La Classe verte* en est la première réussite. ■

LA CLASSE VERTE, de Benjamin Pitchal, Gallimard, 304 p., 21 €.



# Réconcilier les Basques

ETA vient de s'autodissoudre. « Patria », bilan sensible de soixante ans de terrorisme séparatiste et best-seller signé Fernando Aramburu, paraît en France à point nommé

ARIANE SINGER

Plus qu'un succès : un plébiscite. *Patria*, de Fernando Aramburu, fresque couvrant près de cinquante ans de l'histoire du Pays basque et d'ETA, n'a pas attendu l'annonce officielle de la dissolution de l'organisation séparatiste, jeudi 3 mai, pour devenir un phénomène de société débordant de la sphère littéraire. Paru en septembre 2016, il s'est écoulé en Espagne à plus de 700 000 exemplaires. Il en est à sa 28<sup>e</sup> réimpression et sa vie ne fait que commencer : il est en effet en cours d'adaptation en série pour la chaîne HBO Espagne. Quant aux traductions à l'étranger (30 000 exemplaires vendus en Allemagne comme en Italie), elles vont bon train.

Les lecteurs se sont passionnés pour les péripéties des deux familles au centre de ce roman de plus de 600 pages : deux clans du même village, amis de longue date avant d'être séparés par le terrorisme d'ETA et ses répercussions tragiques sur les existences de chacun des protagonistes. Même enthousiasme du côté des critiques littéraires, dont certains sont allés jusqu'à comparer Aramburu à Tolstoï et à Benito Pérez Galdos (1843-1920), le « Balzac espagnol ». « Il n'y a que *Patria* qui m'ait fait vivre, depuis l'intérieur, non pas comme un lointain témoin mais comme un bourreau et une victime de plus, les années de sang et d'horreur dont a souffert l'Espagne avec le terrorisme d'ETA (...) », a ainsi déclaré le Prix Nobel Mario Vargas Llosa dans le quotidien *El País*, en comparant



A Guernica, dans le Pays basque, en 2011. VINCENT WEST/REUTERS

avant et un après dans ma relation à l'histoire du Pays basque. La mort de cet homme, la première victime que je connaissais personnellement, a été pour moi un choc émotionnel énorme. Je savais qu'un jour j'écrirais dessus », confie-t-il au « Monde des livres ». Installé à Hambourg depuis 1985, par amour pour une Allemande, le romancier a vécu outre-Rhin les années de plomb du terrorisme, avant de consacrer deux livres au sujet : *Los peces de la amargura* (« Les poissons de l'amertume », 2006, non traduit), un recueil de nouvelles consacré aux victimes d'ETA, et *Années lentes* (Lattès, 2014), un roman sur le village de son enfance où il revenait sur la genèse de l'organisation terroriste.

*Patria*, conçu comme le troisième volet de cette série, plonge au cœur de la structure de la bande armée et explore les effets de son idéologie sur la société basque de l'époque. Pour autant, Fernando Aramburu assure ne pas avoir voulu écrire sur ETA. Mais plutôt entrer dans l'intimité de « personnes du Pays basque, normales, sur lesquelles se répercute inévitablement l'histoire collective ». Il a fait appel à ses souvenirs de jeunesse – cocktails Molotov, colonnes de fumée, autobus incendiés –, s'est remémoré les récits de personnes de son entourage et a lu des témoignages de victimes. Sa mère a également été d'un précieux concours. « Elle a 92 ans et sa mémoire est phéno-

## EXTRAIT

« Ça alors, Joxe Mari. Tu es revenu ? J'en suis ravi. Ces yeux, ces grandes oreilles, cet air amical. L'ami de son père qui lui achetait des glaces quand il était petit. Le clocher de l'église sonna une heure. Ce son familier, métallique, péremptoire, retentit comme le mot "non". Non ne le fais pas. Ne le tue pas. Ils étaient muets, l'un en face de l'autre. Et il était évident que le Txato attendait une réponse à ses mots aimables. Je suis membre d'ETA et je viens t'exécuter. Mais il ne disait rien. Ça ne sortait pas. Le clocher, là-haut, venait de répéter le "non". Merde, il s'agissait du Txato. Ses yeux, ses oreilles, son sourire. Et Joxe Mari fit demi-tour et se barra, pas en courant, certes pas, mais d'un pas vif. »

PATRIA, PAGE 435

ménale. Je l'ai souvent appelée pour qu'elle me donne des informations sur les années 1960 et 1970. Le mobilier urbain, un plat spécifique, le prix du lait en 1972... Elle se souvient de tout. »

Pour composer la trame du récit, Aramburu a imaginé neuf protagonistes : chef d'entreprise, femme au foyer, jeune écrivain homosexuel, médecin, militant d'ETA... Puis il a résolu « des questions techniques » : à chacun seraient assignés équitablement 3 à 4 chapitres successifs, de 4 à 8 pages, selon « une technique de puzzle » et suivant une temporalité intime étrangère à un plan chronologique strict. Ces contraintes posées, Aramburu s'est mis à la tâche en 2009, « pendant trois ans à temps plein,

sans week-end ni vacances ». Dès le premier mot écrit (« Patria »), le roman est « sorti dans un bouillonnement : il s'est forgé en moi pendant des années. Il est plein d'images, de scènes, d'épisodes qui cherchaient un livre où se dérouler », avance-t-il.

Pour garantir l'authenticité de ses personnages, Aramburu a, comme dans ses livres précédents consacrés au Pays basque, cherché le ton juste : en particulier celui des voix intérieures et des dialogues, qui foisonnent dans le roman. « *Le Basque, l'homme en particulier, est un être de peu de mots* », assure-t-il. Syntaxe brève, répliques taillées à la serpe, termes basques mêlés à l'espagnol, fautes de conjugaison constituent ainsi l'authentique parler des protagonistes, permettant au lecteur de les suivre au plus près.

Ce souci de vraisemblance, constant d'un bout à l'autre du livre, explique en partie le succès phénoménal du livre. Tout comme le fait qu'il soit le premier roman d'envergure à oser s'attaquer aussi frontalement, à la manière d'une exhaustive fiction documentaire, au sujet hautement sensible de la lutte armée pour l'indépendance du Pays basque. « *Le débat soulevé par mon roman a été raisonné et pacifique. Il y a quinze ou vingt ans, cela aurait été impossible. C'est le signe que la société basque évolue dans un sens positif* », veut croire Fernando Aramburu. Mieux qu'une œuvre cathartique : un manuel de réconciliation nationale ? ■

Dès le premier mot écrit, le roman est « sorti dans un bouillonnement : il s'est forgé en moi pendant des années. Il est plein d'images, de scènes, d'épisodes, qui cherchaient un livre où se dérouler »

l'auteur à Conrad et Malraux. Le livre a aussi été loué par des hommes politiques de tout bord, dont le premier ministre espagnol, Mariano Rajoy.

Fernando Aramburu, né dans la banlieue de Saint-Sébastien en 1959, l'année même de la création d'ETA, était évidemment loin d'imaginer l'engouement qu'allait susciter ce neuvième roman. Il en nourrit l'idée depuis l'assassinat du sénateur socialiste Enrique Casas, en 1984, à Saint-Sébastien. « Ce souvenir marque un

d'être ostracisés par l'ensemble des habitants, jusqu'au meurtre et après.

Dans ces mêmes lieux, où ce retour déplaît, vivent encore leurs anciens amis proches : Miren et Joixan, dont le fils aîné, Joxe Mari, engagé dans la lutte armée – et désormais incarcéré –, a peut-être été mêlé au meurtre.

Retraçant d'un trait franc et affûté plusieurs décennies de la vie de l'Euskadi et d'ETA, Fernando Aramburu compose une fresque vibrante et contrastée de la société basque, qui montre comment la diffusion des idées indépendantistes et la justification du terrorisme ont pu gagner jusqu'à ses sphères les moins politisées.

Opérant par flash-back entre les différentes époques traversées par ses neuf personnages principaux, *Patria*, construit en un feuilleton de 125 courts chapitres, est surtout une captivante histoire de passions humaines, dans laquelle l'amour, l'amitié, la haine, la trahison, le repentir et le désir de pardonner sont pris entre les feux des événements politiques qui les dépassent inéluctablement. ■ AR. S.

■ PATRIA, de Fernando Aramburu, traduit de l'espagnol par Claude Bleton, Actes Sud, 624 p., 25 €.

## SANS OUBLIER

### Noir comme Kierkegaard

Quelques amusantes notations rappelleront au lecteur que Jean-Baptiste Gendarme est le rédacteur en chef de la souvent hilarante revue littéraire *Décapage* – ainsi, quand le héros rentre chez lui « plus déprimé qu'un écrivain revenant d'un salon du livre ». A ces rares éclairs près, *La Nuit et des poussières* est un roman (le sixième de l'auteur, qui est également éditeur) d'une totale noirceur. Celle dans laquelle s'enfonce son personnage, Soren, sans doute ainsi baptisé en hommage à Soren Kierkegaard (1813-1855), grand penseur du désespoir. Si, à 35 ans, Soren affiche les attributs du bonheur (une femme qu'il aime, deux petites filles, un chouette métier de documentariste), la dépression gagne constamment du terrain chez cet homme à l'histoire familiale chargée et aux angoisses financières croissantes. Comme la sécheresse de l'écriture, la structure intelligemment éclatée du texte lui permet d'éviter l'écueil de la démonstrativité (en dépit du nombre de problèmes affrontés par Soren), tout en orchestrant

avec force la montée de la tension narrative. Jusqu'aux dernières pages de ce roman de la solitude, estomaquantes. ■ RAPHAËLE LEYRIS  
► *La Nuit et des poussières*, de Jean-Baptiste Gendarme, Gallimard, 176 p., 15 €.

### Avenirs riants

Fantaisistes, angoissés, audacieux ou déraisonnables, les héros de Véronique Bizot prennent volontiers le contre-pied des attentes de leur entourage. Ils s'inventent un destin, rêvent de ces « futurs parfaits » que décline chacune des onze nouvelles composant ce recueil. Ainsi de ce frère et de cette sœur, dans « Berlin », qui entrent chez un concessionnaire parce que « dans une nouvelle voiture les gens ont l'air heureux ». Ou de ce milliardaire, dans « Villa Shapiro » qui demande à un peintre de concevoir une maison « à l'exact reflet de [ses] deux peintures ». Et qui, une fois la maison construite, prend le train pour Marseille où il ne fait « pendant quinze jours que rire, et

pratiquement sans interruption ». Lumineuses et joyeuses, les nouvelles de Véronique Bizot s'affranchissent des pesanteurs de la réalité pour mieux la réinventer. ■ FLORENCE BOUCHY

► *Futurs parfaits*, de Véronique Bizot, Actes Sud, 160 p., 17, 80 €.

### Rien ne va à Lima

« *Le chaos ambient, produit par la foule urbaine famélique avec la célérité d'une tumeur cancéreuse, est devenu, grâce au vortex de la capitale, un idéal* » : dans ce pamphlet désormais classique, publié un avant sa mort, le poète, journaliste et dramaturge Salazar Bondy (1924-1965) met en pièces Lima, sa ville natale. A commencer par le mythe de « l'époque coloniale, idéalisée comme Arcadie » qui permet le conservatisme social. Ce dernier se retrouve aussi sous les traits de la Liménienne, dont le « statut d'ornement domestique » la pousse, selon l'écrivain, à prendre sa revanche sur l'homme « en usant du doux stratagème mélangant courbettes et coercition » jusqu'à devenir « l'éminence grise des gouvernements ». Un portrait enragé, pétri de références littéraires ou empruntées à la sagesse populaire, et dont l'ironie rappelle parfois le Baudelaire de *Pauvre Belgique!* ■ ÉRIC LORET  
► *Lima l'horrible* (Lima la horrible), de Sebastian Salazar Bondy, traduit de l'espagnol (Pérou) par Jean-Luc Campario, préface de Mario Vargas Llosa, Allia, 192 p., 9 €.

## Une fresque vibrante et contrastée de la société basque

PAYS BASQUE espagnol, janvier 2011. Alors qu'ETA annonce renoncer aux attentats, une femme, Bittori, va se recueillir sur la tombe de son défunt mari : le « Txato », un chef d'entreprise assassiné des années plus tôt par l'organisation armée indépendantiste pour avoir refusé de payer de nouveau l'impôt révolutionnaire exigé. Sa veuve vient lui dire qu'elle a décidé de retourner s'installer dans le village où ils ont vécu avec leurs trois enfants avant

# « La classe moyenne est en train de disparaître aux Etats-Unis »

Après « Pourquoi les pauvres votent à droite », l'essayiste américain Thomas Frank signe « Pourquoi les riches votent à gauche ». Il y analyse les difficultés rencontrées par les progressistes dans son pays

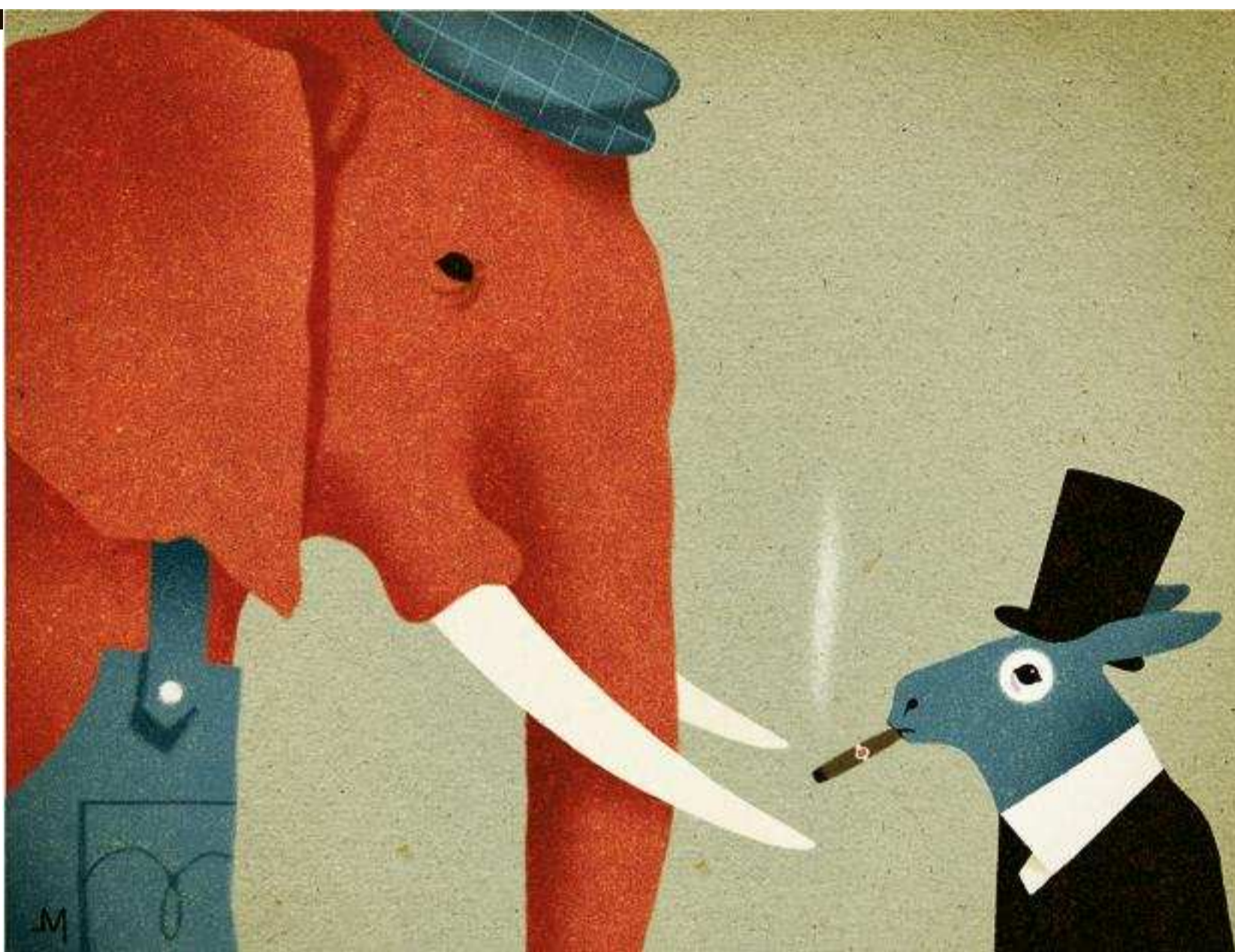
PROPOS RECUEILLIS PAR  
MARC-OLIVIER BHERER

Thomas Frank, journaliste et essayiste américain né en 1965, jette depuis trente ans un regard acéré et plein d'humour sur la vie intellectuelle, politique et culturelle des Etats-Unis. Cet ancien chroniqueur au quotidien conservateur *Wall Street Journal* est aujourd'hui contributeur régulier au mensuel de gauche *Harper's Magazine* et au quotidien britannique *The Guardian*. En France, ses articles paraissent dans *Le Monde diplomatique*. En 1988, il a également fondé le magazine *The Baffler*, désormais dirigé par une nouvelle équipe. Thomas Frank est l'une des principales voix de la gauche sociale aux Etats-Unis, où le camp progressiste est davantage structuré par la question raciale. Il est l'auteur d'une demi-douzaine d'ouvrages, notamment *Pourquoi les pauvres votent à droite* (Agone, 2008), une analyse du basculement à droite de l'opinion populaire au Kansas, dont il a fait un poste d'observation pour comprendre le mouvement des idées. Son nouveau livre, *Pourquoi les riches votent à gauche*, dénonce l'abandon des classes populaires par le Parti démocrate.

## Comment êtes-vous venu au journalisme ?

J'ai étudié l'histoire des idées et l'histoire culturelle des Etats-Unis. Ma thèse de doctorat portait sur la publicité dans les années 1960. Elle a été publiée quelques années plus tard, sous le titre *The Conquest of Cool* (non traduit, 1997). Je cherchais à comprendre comment les entreprises américaines sont soudainement devenues cool. Dans les années 1950, les hommes d'affaires passaient pour des personnages ternes. Dans les années 1960, le concept de cool, qui était un mode d'opposition, a été adopté par l'entreprise afin de présenter le capitalisme comme une forme de rébellion. Pour parler de cette transformation, l'exemple de la publicité me semblait particulièrement parlant parce que c'est la voix du marché pour s'adresser à nous.

Après l'obtention de mon doctorat, je me suis rendu compte que les postes de professeur d'université étaient très rares. Il était possible de devenir enseignant, mais pour un salaire dérisoire. Le journalisme m'assurait des fins de mois plus faciles. En écrivant un seul article pour la presse locale alternative, je gagnais autant qu'en six mois d'enseignement. Je me suis dit : « Je vais devenir journaliste, c'est là qu'il y a de l'argent à se faire... » Surtout, j'ai vite pris goût à ce métier.



JEAN-FRANÇOIS MARTIN

## Vous avez rapidement été politisé...

Je ne sais pas bien comment cela m'est venu. Je suis le seul de la famille à m'intéresser à la politique. Au lycée, j'étais un grand fan de Ronald Reagan [président de 1981 à 1989]. Il avait un côté enthousiasmant, il parlait d'une Amérique pleine d'espoir.

## A quand remonte votre rupture avec les idées de Reagan ?

Cela s'est fait en 1984-1985. A mon arrivée à l'université, je me suis rendu compte qu'il y avait quelque chose qui clochait dans la façon dont Reagan voyait le monde. Les cours que je suivais sur les populistes américains du XIX<sup>e</sup> siècle ont été une révélation pour moi. Je n'en avais jamais entendu parler, alors que le Kan-

sas, dont je suis originaire, en était le bastion. Ce mouvement réformiste de gauche rassemblait des paysans, des patrons de petites entreprises, des ouvriers et des syndicalistes qui entretenaient une haine viscérale à l'égard de Wall Street, des patrons des chemins de fer et des magnats du pétrole. C'était la grande époque des monopoles. Les populistes se battaient donc pour une plus grande intervention de l'Etat et une réforme qui s'inspire de la base plutôt que du haut de la pyramide sociale. Ils tenaient un discours proche de celui des électeurs conservateurs auprès desquels j'ai grandi : contre les élites, les puissants, et en défense de l'homme ordinaire. Mais pour ces conservateurs, c'était l'Etat et les experts au pouvoir qui incarnaient l'élite.

## Dans « Pourquoi les riches votent à gauche », vous écrivez, parlant de la gauche : « Le problème, c'est nous. » Mais peut-on dire une telle chose en un moment où le président des Etats-Unis semble être le problème principal ?

Le livre est paru en mars 2016, bien avant la victoire de Donald Trump. Pourquoi la gauche a-t-elle perdu face au candidat le moins populaire de l'histoire ? Le problème, c'est bien nous, à gauche. La classe moyenne est en train de disparaître aux Etats-Unis. Hors de certains grands centres urbains comme Washington, New York et San Francisco, les Etats-Unis ressemblent à un champ de ruines et nos leaders ne s'en préoccupent pas. Trump l'a emporté en Ohio, en Pennsylvanie, dans le Michigan, le Wisconsin et en Iowa en parlant de ce problème comme les démocrates ne savent plus le faire.

Certes, Barack Obama a donné l'impression, au cours de la campagne électorale de 2008, qu'il se souciait des syndicats, des agriculteurs, etc. Après son élection, il aurait d'ailleurs pu former un mouvement populiste. Les Américains étaient très en colère contre Wall Street. Mais il a plutôt cherché à régler la crise en faisant appel à des experts. Il s'est donc tourné vers celui qui est généralement vu comme le meilleur économiste américain : Larry Summers, l'architecte de la dérégulation financière mise en place par Bill Clinton...

Vous évoquez une classe, que vous appelez « professionnelle », ou « créative », dont l'émergence, dans les années 1990, aurait mené à la rupture entre le Parti démocrate d'une part et les syndicats et les classes populaires de l'autre. Qui sont les membres de cette classe sociale ?

Ce qui les distingue, ce sont leurs diplômes. Ils détiennent soit un master, soit un doctorat. Au sens classique, ils sont docteurs, avocats, membres du clergé, ingénieurs ou architectes mais, aujourd'hui, c'est un groupe beaucoup plus étendu. Et ce sont les électeurs ciblés par les démocrates. Le parti estime que nous vivons maintenant à l'ère de l'économie du savoir et qu'il faut donc s'adapter. En réalité, cette classe ne représente pas plus de 10 % de la population, les 10 % les plus aisés, ce qui explique que les démocrates ne se préoccupent pas de la montée des inégalités.

## Vous insistez sur le rôle de Bill Clinton. Pourquoi ?

En l'emportant en 1992, il a donné l'impression que cette stratégie pouvait fonctionner. C'est lui qui a opéré la rupture avec les syndicats, alors que le Parti démocrate en avait fait ses principaux alliés depuis les années 1930. L'idée était de s'appuyer sur la nouvelle classe de diplômés qui sortait des universités. Dès son arrivée au pouvoir, il a d'ailleurs veillé à l'adoption de l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena) entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique, un traité qui vise à affaiblir les syndicats.

Simultanément, Bill Clinton s'est rapproché de la Silicon Valley, de la finance, des grandes compagnies pharmaceutiques, tous des secteurs qui emploient des diplômés. Il s'est donc mis à vanter la méritocratie, tant appréciée par ceux qui ont su s'illustrer à l'école, car elle laisse entendre que leur succès est mérité. Toutefois, cette valeur permet aussi de justifier le « supercapitalisme », d'expliquer qu'il est normal qu'une poignée de personnes disposent de la moitié de la richesse du pays, car ce sont les meilleurs. ■

## Renouer avec un « populisme de gauche »



Thomas Frank.  
LARRY D. MOORE

LA GAUCHE américaine n'en finit pas de s'entre-déchirer depuis la défaite d'Hillary Clinton face à Donald Trump, en novembre 2016. Comment expliquer cette déconvenue ? Pour Thomas Frank, elle a été préparée de longue date par les leaders du Parti démocrate, Bill Clinton et Barack Obama en tête. Ces deux présidents ont fait le choix d'appuyer les « vainqueurs de l'économie de la connaissance » tout en déconsidérant les classes populaires. Le progrès a été réduit aux notions de

méritocratie et d'innovation. En promouvant ces valeurs, la gauche s'est contentée d'accompagner l'essor d'industries qui emploient les esprits les plus brillants et qui concentrent les profits.

Dans la postface écrite en 2017, l'essayiste et journaliste constate à regret que c'est Donald Trump qui a su répondre à une peur légitime, celle que suscite l'effondrement de la classe moyenne. A travers une enquête vivante et truculente, Thomas Frank montre comment son pays parle de classes sociales à mots couverts, sans aborder directement la question. Il suit l'évolution des mœurs et du discours politique depuis trente ans afin d'exposer l'hypocrisie de l'élite démocrate. La seule solution pour

sortir de la nasse serait, selon lui, de renouer avec un « populisme de gauche », qui prendrait le parti de l'homme ordinaire contre les puissants. On le voit : certains des débats qui agitent également la gauche française prennent ici un accent américain. Au pays de Donald Trump, ils revêtent toute fois un degré d'urgence supplémentaire. ■ M.-O. B.

## POURQUOI LES RICHES VOTENT À GAUCHE

(*Listen, Liberal. Or, What Ever Happened to the Party of the People?*), de Thomas Frank, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Etienne Dobenesque, Agone, 424 p., 25 €.



**PIERRE ALBERTINI**  
historien

**A**u débat sur l'histoire à l'école, Laurence De Cock apporte régulièrement sa contribution. Professeure de lycée ayant soutenu une thèse sur l'enseignement du fait colonial, fondatrice en 2011 du collectif *Aggiornamento* (qui vise à promouvoir « une histoire émancipatrice, débarrassée de ses oripeaux identitaires et de sa surcharge morale et civique », susceptible d'aider les élèves à faire l'apprentissage du questionnement, du raisonnement et du doute), elle a, pour intervenir sur l'enseignement de l'histoire, une triple légitimité de praticienne, de chercheuse et de militante.

Le fil conducteur de *Sur l'enseignement de l'histoire*, son nouveau livre, est le « roman national », thème mis en circulation vers 1992-1993 par Pierre Nora et Paul Yonnet, et qui ne cesse depuis d'inspirer hommes politiques et intellectuels conservateurs. Les tenants du « roman national » sont convaincus que l'enseignement de l'histoire doit faire aimer la France, sur le modèle de ce que pratiquait la III<sup>e</sup> République, et que ce catéchisme est d'autant plus indispensable aujourd'hui que, selon certains, les immigrés récents feraient sécession. Face à eux, la plupart des historiens rappellent que l'histoire n'est ni un roman ni un ciment, mais une discipline rationnelle qui valorise la démonstration et la preuve ; que le repli sur la nation n'est pas la meilleure façon de comprendre le vaste monde ; que le pluralisme culturel progresse dans tout l'Occident et que l'idée de continuer le « Petit Lavis » (manuel d'histoire du début du XX<sup>e</sup> siècle), fût-elle préconisée par François Fillon ou réa-

**L'auteure rappelle l'onde de choc qu'a provoquée dans l'opinion la déclaration tonitruante d'Alain Decaux, le 20 octobre 1979 (« On n'apprend plus l'histoire à vos enfants ! »), ouvrant une ère du soupçon dont nous ne sommes toujours pas sortis**

lisée par Dimitri Casali, est vouée à l'anachronisme et à l'échec.

Laurence De Cock souligne très justement que le système scolaire de la III<sup>e</sup> République, aujourd'hui référence ultime de bien des disputes, opposait très nettement le primaire (l'école du peuple) et le



Un cours d'histoire-géographie en classe de quatrième. IAN HANNING/REA

Dans un essai éclairant, Laurence De Cock revient sur les vifs débats qui entourent l'enseignement de l'histoire de France, en particulier depuis 1945

## L'histoire n'est pas un roman national

secondaire (l'école de la bourgeoisie), et que la focalisation sur le passé national était beaucoup plus sensible à l'école qu'au lycée, dont les élèves accédaient à l'histoire de l'Europe et des civilisations. L'« histoire de France » a bel et bien visé à « nationaliser » les classes populaires, et l'entreprise a du reste si bien réussi que des collégiens d'aujourd'hui, invités à raconter l'histoire de leur pays, retrouvent spontanément le déroulé du récit national-républicain, de Vercingétorix à la République démocratique.

De fait, c'est sur l'après-1945 que Laurence De Cock apporte le plus d'éléments neufs. Dédiant son ouvrage à Suzanne Citron (1922-2018), qui batailla pendant plus de cinquante ans contre l'entretien scolaire des mythes nationaux, elle restitue avec beaucoup de précision les débats foisonnants et les lentes avancées des années 1960-1985, notamment les travaux du groupe Enseignement 70 (fondé en 1961 par de jeunes agrégés d'histoire désireux de concilier

la rénovation pédagogique et l'esprit de l'école des Annales), les effets contradictoires du passage à l'histoire « discipline d'éveil » dans le primaire en 1969, l'important changement induit par l'introduction de la période 1945-1981 dans les programmes de terminale en 1983. Elle rappelle aussi l'onde de choc qu'a provoquée dans l'opinion la déclaration tonitruante d'Alain Decaux, le 20 octobre 1979 (« On n'apprend plus l'histoire à vos enfants ! »), ouvrant une ère du soupçon dont nous ne sommes toujours pas sortis.

Depuis, l'histoire scolaire est sous surveillance. Chaque révision des programmes est examinée avec angoisse par ceux qui craignent que le pays ne se délite ou ne s'islamise. Depuis 2001, tous les efforts faits pour promouvoir un minimum de pluralisme culturel, intégrer des mémoires complexes ou douloureuses, accroître la part du thématique, remettre en question la vulgate, butent sur des paniques identitaires et sur la conviction

(très déraisonnable) que l'histoire a pour mission de créer de la communauté, de la morale et de l'amour.

Ce livre savant, fondé sur une excellente connaissance du contenu (décroissant) des manuels, des retours d'expérience (parfois très drôles), des archives du Conseil national des programmes, est aussi un livre probe, quand bien même il arrive à l'auteure de simplifier les oppositions (on peut être favorable aux objectifs du collectif *Aggiornamento* tout en étant critique à l'égard de certains discours pédagogiques). On se réjouit du reste qu'y soit chaleureusement remercié Jean Le Duc, fin connaisseur de la question, auteur d'un excellent *Ernest Lavis* (Armand Colin, 2016) et, pour des générations d'hypokhâgneux et khâgneux toulousains, modèle accompli du professeur d'histoire. ■

**SUR L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE. DÉBATS, PROGRAMMES ET PRATIQUES DE LA FIN DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE À NOS JOURS, de Laurence De Cock, Libertalia, « Ceux d'en bas », 330 p., 17 €.**

### SANS OUBLIER

#### Divan Wittgenstein

Le philosophe Guy-Félix Duportail (1952-2018) a achevé cet ouvrage juste avant sa mort. Il y étudie la manière dont Jacques Lacan se réfère, en 1969, à l'œuvre de Ludwig Wittgenstein (1889-1951) dans le séminaire intitulé *L'Envers de la psychanalyse* (Seuil, 1991). Lacan compare la démarche wittgensteinienne, selon laquelle il s'agirait de « guérir » de la philosophie par une nouvelle pratique d'elle-même, à ce qu'il appelle le « pas tout » ou le « reste » impossible à formaliser. Si, selon Wittgenstein, il faut se taire sur ce dont on ne peut parler, Lacan affirme au contraire qu'il faut intégrer ce « reste ». Duportail, quant à lui, souligne que Lacan et Wittgenstein élaborent tous deux une « grammaire » – analytique pour le premier, philosophique pour le second – et que, en les unissant, on pourrait combattre le dogmatisme actuel des lacaniens et construire ainsi une voie thérapeutique nouvelle. La psychanalyse pourrait alors se guérir d'elle-même – une « cure wittgensteinienne du lan-

gage lacanien ». Joli programme sanitaire ! ■ **ÉLISABETH ROUDINESCO** ► *Wittgenstein et Lacan. D'une thérapie l'autre*, de Guy-Félix Duportail, Hermann, « Tuchè », 146 p., 22 €.

#### Cher Simenon

Nouveau champ de recherche, le courrier des lecteurs à un écrivain modifie assez radicalement notre idée de la littérature en plaçant l'accent sur les pratiques réelles plus que sur les interprétations savantes. Véronique Rohrbach, dans son étude des lettres adressées à Georges Simenon (1903-1989), souligne la richesse des lectures ordinaires, s'attachant à l'atmosphère qui se dégage des enquêtes du commissaire Maigret, dont la « médiocrité » conduit les lecteurs à reconnaître leur propre expérience. Non qu'ils cèdent à quelque identification : ce sont des émotions précises qui les conduisent à s'adresser à l'auteur afin de partager leur réception ou de se confier à lui. L'énorme besoin de contact épistolaire que révèle ce corpus ne laisse pas d'étonner, à une époque où l'on dissertait sur la « mort de l'auteur » : le cas de Simenon témoigne du nouveau régime de visibilité dont jouissaient alors certains écrivains, devenus de véritables vedettes. ■

**JEAN-LOUIS JEANNELLE** ► *Le Courrier des lecteurs à Georges Simenon. L'ordinaire en partage*, de Véronique Rohrbach, PUR, « Interférences », 312 p., 25 €.

## Quand Martin Buber prônait l'épanouissement communautaire

Une anthologie de textes inédits du philosophe mort en 1965 montre sa foi dans la communauté comme « union de vie »

SERGE AUDIER

**L**e concept de communauté continue de hanter la pensée sociale, philosophique et politique actuelle. Sa définition sociologique trouve ses sources en Allemagne, avec Ferdinand Tönnies (1855-1936), qui opposa deux types de lien social : la communauté (*Gemeinschaft*) et la société (*Gesellschaft*). Tandis que la première se fonde sur une coïncidence spontanée entre volonté individuelle et volonté collective – ainsi dans la famille –, la seconde est le produit artificiel des contrats entre individus poursuivant leurs intérêts.

Ces catégories sociologiques, reformulées par Max Weber (1864-1920), devaient connaître un grand écho en Allemagne, jusque dans le petit cercle des anarchistes et socialistes utopiques juifs. Une de ses figures influentes fut le philosophe Martin Buber (1878-1965) dont les textes que rassemble cette anthologie, *Communauté*, écrits entre 1900 et 1953 et inédits en français, restituent les idées sur la communauté. Aux côtés notamment de Franz Rosenzweig et d'Emmanuel Levinas, qu'il connut l'un et l'autre, Buber est l'un des plus grands penseurs du judaïsme du XX<sup>e</sup> siècle. Marqué par la mouvance mystique du hassidisme, coauteur d'une nouvelle traduction de la Bible en allemand, il a développé, dans un style inspiré, une philosophie morale de la relation « je-tu », sous le sceau du dialogue et de la réciprocité (*Je et Tu*, Aubier, 1969) – des idées qui sous-tendent sa défense

constante d'un socialisme religieux, communautaire et fédéraliste.

Contempteur de la civilisation mécanique, utilitaire et individualiste du capitalisme, Buber se méfie également du socialisme étatique et autoritaire. Son rêve, c'est de réinventer de petites communautés villageoises de production, de consommation et de vie, sans revenir aux liens traditionnels et hiérarchiques d'antan. La communauté, loin d'être un tout surplombant, doit être entendue comme « la réciprocité vivante entre des hommes ayant réalisé leur humanité intégrale », autrement dit « un rapport dans lequel le fait de donner et de recevoir sont un même acte bienheureux ». Tandis que la société n'est qu'une « union d'intérêts », la communauté est ainsi une « union de vie ». Il ne suffit pas de créer des institutions plus justes, de partager la terre et les ressources : c'est par « l'authenticité des relations immédiates

et entières entre l'homme et l'homme » que la communauté advient ici et maintenant. Seule la relation vécue aux autres et à Dieu fait exister cette communauté de dialogue. Aussi, avertit Buber, « qui ne connaît pas le Tu de manière existentielle, celui-là ne parviendra jamais à connaître le Nous ».

#### L'essor des kibboutz

Cette communauté devait donc reposer non pas sur la « parenté de sang » mais sur les « affinités électives ». Pourtant, dans les années 1930, la nostalgie de la communauté et de la « camaraderie », que Buber avait su déceler en Allemagne, se concrétisera dans l'idéologie nazie du « sol » et du « sang » qui exclura et exterminera les juifs. Preuve que le désir communautaire pouvait aussi prendre un visage régressif et même mortifère. Exilé en 1938 à l'Université hébraïque de Jérusalem, le philosophe

verra dans l'essor des kibboutz en Palestine juive la tentative la plus prometteuse d'une communauté socialiste vivante, et une réponse positive aux tragédies du peuple juif. Contrairement à d'autres penseurs traumatisés par le totalitarisme, il continuera d'exalter l'idée de communauté, à condition de bien l'entendre : cette expérience quotidienne, profondément éthique et religieuse, en laquelle le « je » et le « tu » se rencontrent, dialoguent, coopèrent et confirment mutuellement leur existence. Une communauté universaliste qui n'engloutit pas les personnes et leur responsabilité, mais où s'épanouit, dans l'affection réciproque, l'unicité irremplaçable de leur être. ■

**COMMUNAUTÉ, de Martin Buber, traduit de l'allemand par Gaël Cheptou, L'Éclat, « Éclats », 160 p., 10 €.**

Iain Levison

# « Trump ne m'intéresse pas »

L'écrivain américain ne connaît de vrai succès littéraire qu'en France. Peut-être parce que ses romans dénoncent les faillites de son pays. Avec une violence redoublée dans « Pour service rendu »

FLORENCE NOIVILLE

Ce n'est pas un défi. Juste un brin de scepticisme au fond du regard. Quelque chose qui semble dire : « Vas-y. Portraiture-moi si tu peux ! Mais ne compte pas sur mon aide pour prendre la pose... » Résultat : il est bien difficile de faire une photo nette de Iain Levison. Ce grand gaillard bouge tout le temps. Ne possède ni maison, ni voiture, ni point d'ancrage fixe. Se déplace au gré de ses intuitions. Une vie d'errances et d'aventures qu'il résume d'une façon un peu lasse : « Je n'habite nulle part. » A entendre au propre comme au figuré.

Aujourd'hui, il est à Paris – vêtu d'une chemise à carreaux qui semble avoir bourlingué, elle aussi –, attablé à une brasserie du Quartier latin près de chez son éditrice, Liana Levi. Demain, il sera en Chine, dans le Zhejiang, au sud de Shanghai, où il enseigne l'anglais. Après-

« J'aime me servir de mon corps tandis que mon esprit reste libre. C'est comme ça que les idées me viennent »

demain ? Pourquoi pas en Allemagne, où il se rend souvent. « Pendant six ans, j'ai fait du "cat-sitting" près de Bielefeld, en Westphalie. C'est là que je m'approvisionne en marijuana... »

Son histoire commence en Ecosse, à

## Parcours

1963 Iain Levison naît en Ecosse.

1971 Il arrive aux Etats-Unis.

2003 *Un petit boulot* (Liana Levi, comme tous les livres de Iain Levison).

2007 *Tribulations d'un précaire*.

2015 *Ils savent tout de vous*.

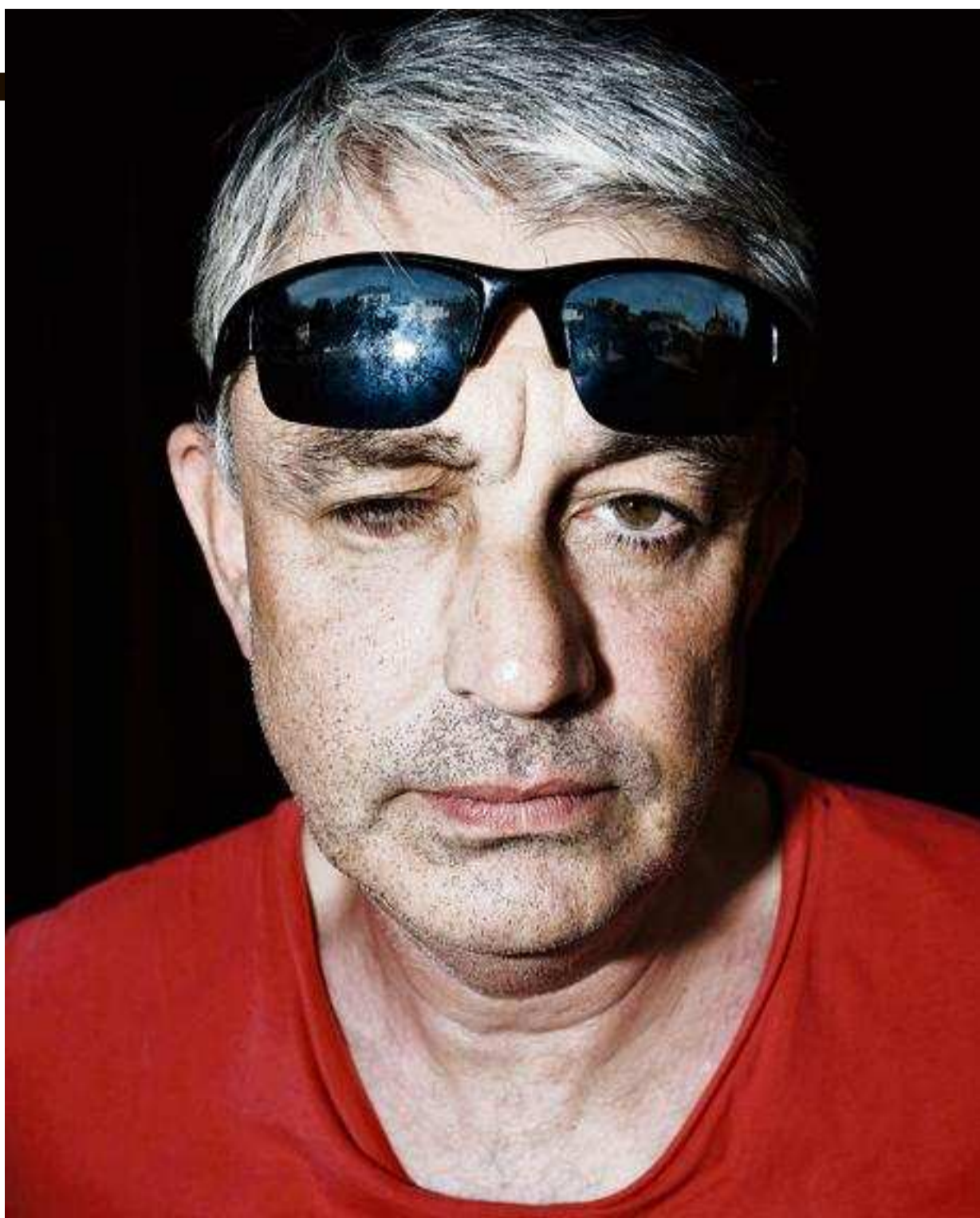
Aberdeen, en 1963. Mère infirmière, père médecin. Elle britannique, lui américain. Elle pauvre, lui riche. « *Ils ne voulaient pas d'enfants. Ils étaient heureux avant que je naisse* », note-t-il comme s'il parlait d'un autre. Bientôt, le couple se déchire et le docteur Levison retransverse l'Atlantique. Le petit Iain souffre-t-il de cet abandon ? Au contraire. « *Je me rappelle avoir pensé : "Youpi ! Terminé, les disputes !" Mais je n'avais pas toutes les données en main. L'arrière-plan financier me manquait...* »

L'arrière-plan, ce sont les vaches maigres. La dèche écossaise. Bouclant ses fins de mois grâce à l'aide sociale, la mère s'installe dans un quartier miteux. Des années passent. Jusqu'à ce que, coup de théâtre, les parents se rabibochent. « *On est partis rejoindre mon père à Merion, près de Philadelphie. A 8 ans, je me suis retrouvé soudain dans l'une des banlieues les plus riches du monde.* »

Riche, pauvre, riche... Cette sinusoïde préfigure le destin de ce perpétuel outsider. De même qu'il est toujours entre deux lieux, Levison oscille sans cesse entre les manières de vivre. Tantôt gagnant le gros lot, en France, grâce au succès de ses romans. Tantôt venant pleurer misère chez son éditeur, lorsqu'il a tout claqué et n'a même plus une chemise présentable pour les interviews. Est-ce le fantôme de l'Ecosse qui lui colle à la peau ? « *Peut-être. Mais je me dis qu'il vaut mieux être pauvre en Europe qu'aux Etats-Unis, où la seule chose qu'on vous apprend, c'est à vous sentir coupable et à vous haïr...* »

Cette Amérique impitoyable, il en a fait l'expérience. Lorsqu'il sort de l'université avec un inutile diplôme de lettres en poche – une licence qui lui a coûté 40 000 dollars sans lui offrir le moindre débouché professionnel –, Levison se voit contraint d'enchaîner les petits boulots pour survivre. C'est ce qu'il raconte dans son premier roman, *Tribulations d'un précaire* (Liana Levi, 2007), où l'on souque avec lui dans la galère des travailleurs pauvres. Avec la drôlerie féroce qui le caractérise, il raconte les 42 emplois qu'il a occupés en dix ans, la première décennie de sa vie active. Barman, ouvrier d'usine, déménageur, poissonnier, livreur de fioul, peintre en bâtiment, décortiqueur de crabes en Alaska, charpentier en Caroline du Nord... « *J'étais une version moderne du Tom Joad des Raisins de la colère* », remarque-t-il en évoquant l'œuvre de Steinbeck, la crise et la détresse des années 1930. Il parle de ces millions d'Américains qui, le soir venant, regardent leur montre et s'écrient : « *Il faut que j'y aille. C'est l'heure de mon deuxième boulot.* » Ceux qui renoncent à se soigner parce que les soins sont inabornables. Il y raconte comment, tandis que les dettes s'accumulent, sa copine finit par le quitter : « *Mon incapacité à conserver un emploi merdique tout en travaillant sur le Grand Roman américain mettait notre relation à rude épreuve.* »

L'écriture, nous y voilà. Paradoxalement, ces métiers manuels l'ont toujours aidé à écrire. « *J'aime me servir de mon corps tandis que mon esprit reste libre. C'est comme ça que les idées me viennent.* » Pourtant, lorsqu'il paraît aux Etats-Unis, ce premier roman ne marche pas. Est-ce parce que « *les Américains ont du mal à reconnaître qu'il existe chez eux*



FRED KIHN/ADOC-PHOTOS/BN

## EXTRAIT

« La première chose que voit Billy Drake en descendant du camion est le corps d'un homme mort étendu par terre. Celui-ci ne porte qu'un pantalon noir qui n'est guère plus qu'une guenille, et ses cheveux sont emmêlés autour du visage comme s'ils étaient mouillés. Billy remarque qu'il est petit et très maigre. On distingue nettement ses côtes. Il ne repère aucune blessure sur le cadavre étendu au soleil, manifestement vietnamien, et se demande s'il est mort de faim. (...) Billy tourne la tête et remarque deux hommes qui discutent, penchés sur une carte étalée sur le capot d'une Jeep. Il y a d'autres corps alignés sur le sol, tous maigres et les cheveux collés au visage (...). L'un d'eux est couché dans le sens inverse, sa chevelure est plus longue et Billy se rend compte que c'est une femme. »

POUR SERVICES RENDUS, PAGES 7-8

des problèmes » ? Sa critique sociale radicale ne rencontre pas le public attendu. Après deux livres, *Un petit boulot* (un récit, 2003), et *Tribulations d'un précaire*, l'écrivain perd son éditeur américain.

C'est alors que l'éditrice parisienne Liana Levi décide de racheter ses droits mondiaux. Elle croit à cette plume marquante, engagée, sans fioritures. A son audace à la Bukowski. A sa force de subversion digne d'un Michael Moore. Elle a raison... En quelques années, Levison – dont l'œuvre entière est traduite par l'excellente Fanchita Gonzalez Battle – devient en France un « auteur culte ». Après leur succès en librairie, *Un petit boulot* et *Arrêtez-moi là !* (2011) – l'histoire d'un chauffeur de taxi pris dans les rets

d'une justice aveugle – attirent l'attention des producteurs. Ils seront portés à l'écran, respectivement par Pascal Chaumeil et Gilles Bannier, avec Reda Kateb et Romain Duris. Deux autres livres, *Une canaille et demie* (2006) et *Trois hommes, deux chiens et une langouste* (2009), sont en cours d'adaptation.

Pendant ce temps, Levison continue d'écrire. Le spectre de ses sujets évolue. L'Amérique certes, toujours l'Amérique, cet enfer noir dont il rit jaune. Mais plus seulement celle du travail. Ses tragi-comédies s'élargissent désormais au pays tout entier. Dans *Ils savent tout de vous* (2015), il s'empare de l'affaire Snowden pour creuser l'obsession de la surveillance et la fiction – selon lui – de la démocratie. Dans *Pour services rendus*, son nouveau roman, il revient sur la guerre du Vietnam. Ses dénis. Ses mensonges. Et la façon dont, un demi-siècle plus tard, ils infectent encore la société. « *J'ai toujours voulu écrire sur le Vietnam. J'avais commencé il y a dix ans. Mais, en me relisant, je me suis aperçu que tout ce que j'avais mis sur le papier était inconsciemment emprunté à Platoon [d'Oliver Stone, 1986]. Alors j'ai tout jeté, je suis parti là-bas, j'ai séjourné dans la jungle et je m'y suis remis en Chine. Ce qui me fascine, c'est le processus de la mémoire. Pas les faits, les récits.* » Quand tout se mélange, les biais du langage, les intérêts, la manipulation, la politique...

Levison se tait. Puis, après un long silence et comme si on ne s'en était pas aperçu : « *Je suis très cynique sur les Etats-Unis... Trump ne m'intéresse pas. C'est le pourrissement qu'il faut comprendre. Celui des structures qui l'ont porté là...* » Et la Chine ? Envisage-t-il d'écrire un jour sur la Chine ? « *Peut-être.* » Mais d'abord, il veut aller au bout de cette radiographie du pays où il est devenu adulte. Montrer que l'effondrement est inéluctable. « *Avec 3 millions de personnes en prison, un pouvoir d'achat qui dégringole depuis vingt ans et des frais d'éducation multipliés par vingt depuis que je suis sorti de l'université, le système n'est pas tenable. Cela prendra du temps, mais le déclin est engagé.* » Que se passera-t-il selon lui ? Il imagine une scission. C'est une hypothèse. « *Un pays coupé en deux entre le Nord et le Sud... les vieux clivages de la guerre de Sécession.* » Quand ? Il hausse les épaules. « *2025 ?* » Où sera-t-il alors ? Il rit. ■

## Mauvais souvenirs du Vietnam

« *ET LEURS BAISERS au loin les suivent.* » On pense à ce vers d'Aragon. « *Et leurs mensonges au loin les suivent* » pourrait être le titre de ce livre. Pas exactement un roman sur la guerre du Vietnam – malgré des descriptions à donner la chair de poule. Plutôt une réflexion sur la façon dont nos compromissions ne meurent jamais. Toujours sur nos talons, prêtes à resurgir, même un demi-siècle plus tard.

Au nord de Saïgon, en 1969, le sergent Fremantle commande un régiment américain lorsque arrive un « bleu », Billy Drake. Tous deux vont être témoins d'une boucherie absurde : deux paysans vietnamiens et leur buffle abattus par erreur par un Américain fou. Bientôt, les victimes sont transformées en « *dangereux Vietcongs* » et reléguées dans les bas-fonds crasseux de la mémoire. Jusqu'en 2016. Drake, alors, est dans la course aux sénatoriales. Il vante ses faits d'armes

au Vietnam quand un opposant exhume cette histoire. Panique. Drake retrouve Fremantle, devenu flic dans le Michigan. S'il acceptait de confirmer son faux discours, il pourrait compter sur des crédits conséquents pour son commissariat...

Mensonges, corruptions, manipulations. C'est « *ainsi que les hommes vivent* », Levison le sait mieux que quiconque. Ce qui frappe, c'est sa profondeur de champ. Sa façon de traiter le temps qui passe sur les êtres. Leur complexité. Aucun commentaire. Juste le récit, factuellement ironique, avançant sans belles phrases ni bons sentiments. Sobre, précis, glaçant. Une machine romanesque – la plus noire de l'auteur – impossible à arrêter. Jusqu'au retournement final. ■ FL. N.

POUR SERVICES RENDUS, de Iain Levison, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Fanchita Gonzalez Battle, Liana Levi, 224 p., 18 €.